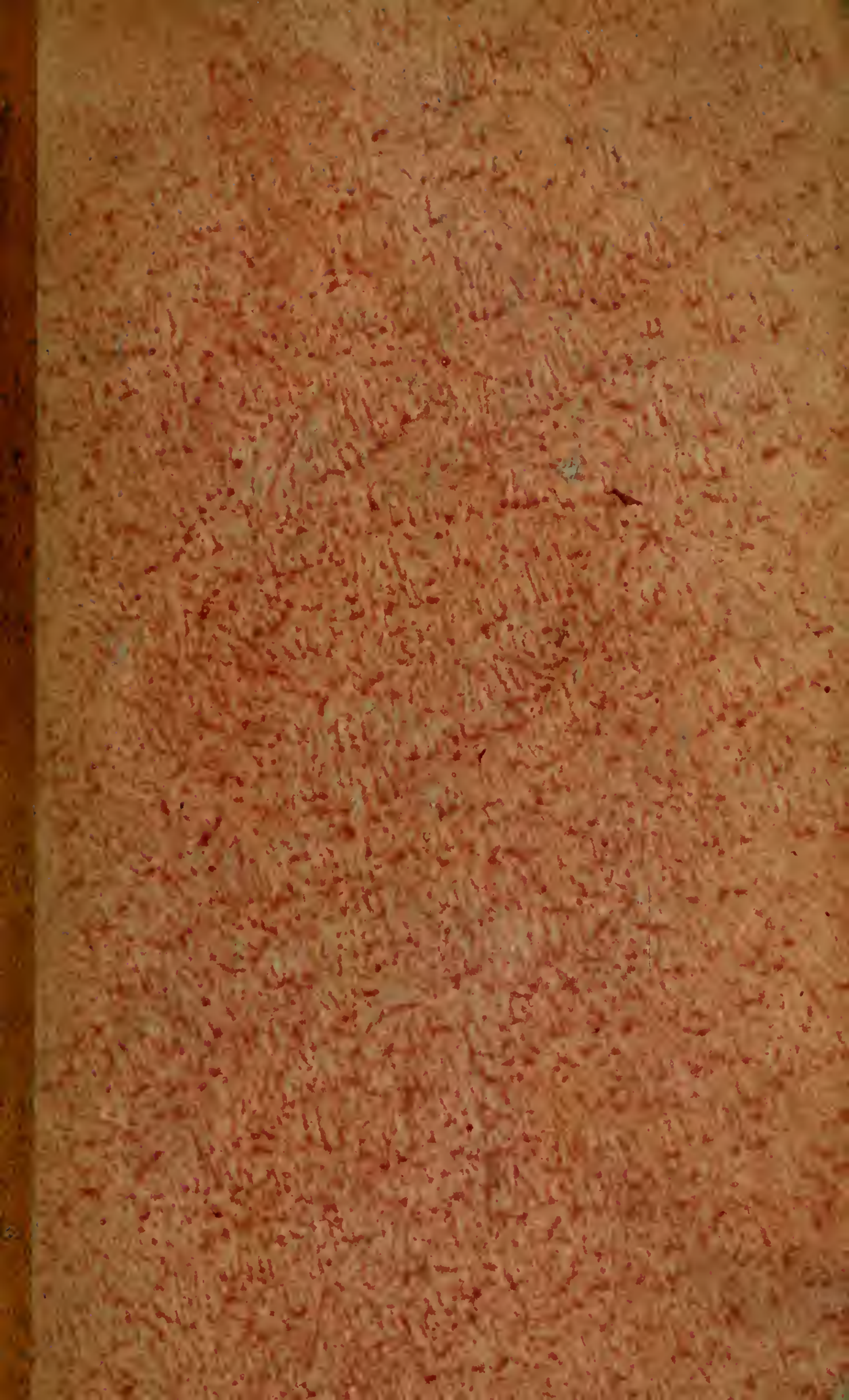








HISTOIRE

DU DIX-HUIT BRUMAIRE,

OU SUITE

DE L'HISTOIRE DE BUONAPARTE.

TROISIÈME PARTIE.

HISTOIRE

DU DIX-HUIT BRUMAIRE,

OU SUITE

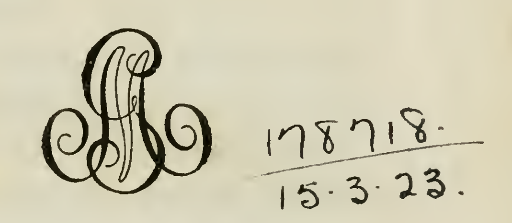
DE L'HISTOIRE DE BUONAPARTE,

AVEC DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PAR M. GALLAIS,

AUTEUR DU DIX-HUIT FRUCTIDOR, DU CENSEUR DES JOURNAUX ET DE L'APPEL A LA POSTÉRITÉ.

TROISIÈME PARTIE.



A PARIS,

CHEZ L. G. MICHAUD, IMPRIMEUR DU ROI,
RUE DES BONS-ENFANTS, N°. 34.

M. DCCC. XV.

AVANT-PROPOS.

Nous demandons la permission de répondre, en peu de mots, au principal reproche qu'on a fait aux premières parties de notre ouvrage.

On a dit que nous étions récusables, comme historiens, parce qu'une histoire ne peut pas être écrite par un contemporain.

— Et pourquoi?

Parce que, 1°. les témoins d'événements semblables à ceux qui, depuis 25 ans, ont bouleversé la France et l'Europe, ne peuvent pas plus les raconter que les voir de sang-froid.

Parce que, 2°. ceux qui les racontent, quelque honnêtes qu'ils soient d'ailleurs, se laissent emporter, sans s'en douter, ou par

le ressentiment des maux qu'ils ont soufferts ou par celui des bienfaits qu'ils ont reçus. Dans les deux cas, ils cèdent à un esprit de parti, et oublient également la postérité.

Voilà, je pense, l'objection dans toute sa force; voici notre réponse dans toute sa naïveté:

Nous n'avons nullement prétendu raconter de sang-froid des événements qui ont si souvent et si vivement froissé nos plus chers intérêts. Mais si l'horreur que nous inspire un assassinat, ne nous empêche pas d'envisager l'assassin, de voir son poignard ensanglanté, de remarquer l'altération de ses traits, rien n'empêche que nous ne le signalions avec la même fidélité; rien n'empêche que nous ne racontions avec autant de vérité que de chaleur un événement qui nous a vivement ému. Lorsque l'émotion ne trouble pas la vue, loin d'ôter le jugement ou la mémoire, elle fortifie l'un et l'autre, elle donne à nos récits la couleur qui les anime, et la chaleur

qui inspire la haine du crime et l'amour de la vertu.

Il ne faut pas s'y tromper, l'insensibilité n'est pas l'impartialité : Tacite était impartial; il écrivait, comme il le dit lui-même, *sine irâ et studio*; et nul historien n'écrivit avec plus de chaleur, ne peignit avec de plus vives couleurs les crimes de Domitien et les vertus d'Agricola.

Le même Tacite dit ailleurs que celui qui se charge d'écrire l'histoire ne doit pas *plus écouter la haine que la reconnaissance;* et joignant ici l'exemple à la leçon, il peint à grands traits les crimes de Domitien, dont il avoue avoir reçu des bienfaits.

« Dignitatem nostram à Vespasiano inchoatam, à Tito auctam, à Domitiano longiùs provectam ». Tac. *Hist. Lib. I.*

Il est bien sûr au moins que Tacite ne se laissa pas entraîner par la reconnaissance dans le tableau qu'il nous a laissé de ce monstre. Le fut-il par l'ingratitude ou par la haine? cela n'est pas présumable;

car ses contemporains, dont il écrivait l'histoire, et sous les yeux desquels tous les événements qu'il raconte dans la *Vie d'Agricola* s'étaient passés, n'eussent pas manqué de le lui reprocher.

Il est donc possible d'écrire une histoire contemporaine, sans céder ni à la flatterie, ni au ressentiment.

Nous avons donc pu écrire l'histoire de Buonaparte, sans crainte d'être accusés d'animosité ou de prévention contre lui.

Il ne nous a fait personnellement ni bien ni mal. Mais il a fait tant de mal à notre pays, que nous avons toujours ressenti les mouvements de la plus vive indignation contre ses crimes; et, ne craignons pas de l'avouer, de haine contre sa personne, tant qu'il fut puissant, tant qu'il resta sur le trône.

Mais nous dirons avec la même franchise, que, depuis sa chute, cette haine s'est évanouïe, entièrement évanouïe. On ne hait que ceux que l'on craint. Ce n'est pas lui que nous poursuivons dans notre censure et dans nos récits; c'est l'imposture des

siens, ce sont les mensonges sans mesure et sans fin que ses écrivains mercenaires ont publiés pendant 14 ans à la face de l'Europe et du monde entier.

Pendant 14 ans, toutes les trompettes de la renommée furent à ses ordres; tous les échos du monde ne retentirent que du bruit de ses victoires, de ses talents et de ses vertus.

Il faut prouver aujourd'hui que ses vertus n'étaient que des grimaces, ses talents des fables, et ses victoires l'ouvrage de ses généraux. Son histoire, telle qu'elle fut écrite pendant 14 ans, n'est qu'une série non interrompue des plus grossiers mensonges et des plus plates adulations. Il faut la retourner; et cette opération, nous le sentons bien, ne peut se faire sans blesser quelques intérêts particuliers; car enfin Buonaparte n'était pas *seul* dans son conseil; il n'a pu faire *seul* tout le mal qui s'est fait sous son règne. Il n'a pas dicté *seul* toutes les sottises qui ont été imprimées sous son nom, ou dans le dessein de lui plaire. C'est un mal-

heur auquel il nous est impossible de remédier.

Les courtisans de Domitien furent enveloppés dans sa disgrâce, et condamnés par Tacite avec la même sévérité que leur maître. Les courtisans de Buonaparte ont dû s'attendre à subir le même sort ; ils ont été pendant 14 ans les maîtres de tout faire et de tout renverser ; la moindre peine qu'ils méritent est celle que l'histoire inflexible leur réserve, en les désignant comme complices de l'usurpateur : nous pensons qu'ils en trouveront une autre plus poignante dans leurs remords.

Nous trouverons, nous, la plus douce récompense de notre travail dans l'estime publique, que nous avons tâché de mériter par la persévérance de nos opinions, le désintéressement de notre conduite et la fidélité de nos récits. On peut dire aujourd'hui la vérité sans danger.

Nunc demùm redit animus. Tac.

Ajoutons avec le même historien :

« Nerva a concilié ce qui depuis long-temps paraissait incompatible, les prérogatives du prince et les droits d'un peuple libre.

» Trajan, le digne héritier de son nom, rend de jour en jour l'autorité plus aimable; la sûreté publique est rétablie; nos espérances se réalisent, et le bonheur dont nous jouissons est le gage certain de l'avenir le plus heureux.

» Mais, par un malheur inséparable de l'humanité, le succès du remède est toujours plus lent que ne le fut le progrès du mal : il faut des années pour donner à notre corps tout son accroissement, il ne faut qu'un instant pour le détruire.

» De même il est facile d'étouffer le génie, d'éteindre l'amour des lettres, et difficile de les ranimer. La paresse a des charmes qui séduisent la plupart des hommes, qui finissent par aimer l'état d'inaction, qui avait commencé par leur déplaire.

» La tyrannie a duré 15 ans; dans cet intervalle, qui fait une partie considérable

de la vie de l'homme, nous avons perdu plusieurs sujets distingués par les accidents ordinaires, et l'élite des citoyens par l'ambition du tyran.

» Nous avons vu disparaître presque tous nos contemporains, et nous nous survivons à nous-mêmes, puisque nous devons effacer de notre vie ces années inutiles, pendant lesquelles, ensevelis dans une sorte de léthargie, les uns sont arrivés au tombeau et les autres à la caducité. »

Tac. *Vit. Agr.*

HISTOIRE
DU DIX-HUIT BRUMAIRE,
OU SUITE
DE L'HISTOIRE DE BUONAPARTE.

CHAPITRE Ier.

Buonaparte est sacré par le Pape Pie VII.

Nous avons vu, dans la seconde partie de cet ouvrage, de quels moyens, combinés d'audace et d'astuce, l'usurpateur s'était servi pour s'installer sur le trône des descendants d'Henri IV. Mais cette place, acquise par tant de soins et de travaux, était précaire, et n'était pas sans danger pour lui : il était plus difficile de s'y maintenir que d'y monter.

Il sentait aussi bien que nous l'insuffisance de ses titres et l'irrégularité de ses procédés; personne ne savait mieux que lui combien était petite, misérable et ridicule la comédie qu'il avait fait jouer aux sénateurs, aux tribuns, à

tous les fonctionnaires publics, tant civils qu'ecclésiastiques, qui étaient venus, les uns après les autres, lui offrir obséquieusement une couronne qui ne leur appartenait pas, et lui réciter des compliments à la sincérité desquels il n'ajoutait aucune foi.

Le 1er. décembre, veille du couronnement, le sénat en corps, lui annonça qu'après avoir fait la vérification la plus scrupuleuse des 61,961 registres qu'on lui avait envoyés de toutes les parties de l'empire, il avait trouvé, en résultat, que le nombre des votes en faveur de l'hérédité de la dignité impériale *dans la famille auguste des Buonaparte*, s'élevait à 3,572,329.

« Trois millions 572,329 Français ont voté simultanément l'empire héréditaire dans l'auguste famille de votre majesté, s'écria M. François de Neufchâteau, président et organe de cet illustre corps ! Il est beau *pour un homme* (1) qui s'est dévoué, comme vous, *au bien de ses semblables* (2) d'apprendre que son nom suffit pour rallier un si grand nombre d'hommes....

---

(1) *Pour un homme*, était une platitude dans le style et une maladresse dans le courtisan.

(2) *Au bien de ses semblables*. Buonaparte ne pardonna point à l'orateur d'avoir supposé qu'il eût des *semblables*.

Sire, *la voix du peuple est ici la voix de Dieu....* »

Buonaparte, qui savait mieux que M. François de Neufchâteau comment ce grand nombre de votes s'était rallié à son nom; Buonaparte qui avait ordonné à ses préfets de compter pour votes affirmatifs les noms de ceux qui ne voteraient pas, dut bien se moquer en lui-même de la crédulité ou de la servilité de son sénat. Mais il garda un imperturbable sérieux, en faisant à l'orateur la réponse suivante :

« Je monte au trône, où m'appelle le vœu unanime du sénat, du peuple et de l'armée. Mes descendants le conserveront long-temps. Vous, sénateurs, vous en serez toujours les soutiens et les premiers conseillers. »

Cet échange de compliments et de flagorneries réciproques nous aurait amusés davantage, nous autres qui composions la galerie, si nous avions été moins préoccupés de l'avenir.

Les évêques de France et d'Italie firent retentir les temples d'actions de grâces à ce sujet; et ces actions de grâces n'étaient pas plus sincères que les compliments du sénat; elles ne rassurèrent point l'usurpateur contre les réclamations tacites du monde entier, et contre le témoignage de sa propre conscience.

Il lui manquait un suffrage que, malgré lui-

même, il croyait plus imposant que tous les autres ; qui, dans les temps modernes, avait le pouvoir de rallier la grande famille Européenne à un centre commun, et bannissait, sous l'autorité de la religion, tous les scrupules d'un faux point d'honneur, ainsi que tous les remords des consciences timorées : ce suffrage était celui du Pape.

Le Pape seul pouvait délier les Français de leur serment de fidélité à la famille des Bourbons.

Le Pape avait conservé en France, au milieu de tous les désordres de la révolution, une autorité d'opinion, fondée sur la conscience des peuples et sur 1,200 ans d'exercice.

Un Pape avait sacré Pepin roi de France, et Charlemagne empereur d'Occident à peu près dans les mêmes circonstances où se trouvait Buonaparte.

Buonaparte qui se croyait, comme Pepin, le chef d'une nouvelle dynastie, crut qu'il suffisait, pour sanctifier et affermir la sienne, de se faire sacrer, comme lui, par le chef suprême de l'Eglise.

Il en fit faire la proposition au vénérable Pie VII, dont il connaissait les pieuses intentions et le faible caractère ; et il eut soin d'accompagner cette proposition de paroles flatteuses, de promesses séduisantes, qui ont tant

d'empire sur les bons cœurs, et qui lui coûtaient si peu.

« Le moment est venu, lui écrivit-il, où la réconciliation de l'Eglise et de l'empire va recevoir la sanction la plus auguste. Le premier effet de votre condescendance sera de consacrer la réconciliation du peuple Français avec la monarchie, qui est nécessaire à son repos, de prévenir tous les prétextes de la guerre civile, d'applanir tous les différends qui conduisent à un schisme, en établissant d'une manière fixe les rapports de la religion avec l'état, et de l'état avec la religion.

» La France, d'ailleurs, mérite cette faveur particulière. Son église est la fille aînée de l'église Romaine; il s'agit de dissiper tous les nuages qui ont obscurci les derniers jours de leur union; et cette union en deviendra plus sainte, et les jours qui suivront en seront plus sereins.

» Nous nous proposons de notre côté de réparer toutes les ruines de l'Eglise, de rendre au culte son antique splendeur, et à ses ministres toute notre confiance, si votre Sainteté répond à nos vœux par l'inspiration du Très-Haut, dont elle est l'organe sur la terre.

» Sous tous les rapports religieux, moraux et politiques, l'univers chrétien recueillera des

avantages immenses du voyage que je supplie votre Sainteté de faire à Paris, de ce voyage que, malgré la saison, les distances et les difficultés, elle ne doit pas hésiter d'entreprendre, si l'intérêt de la religion en prescrit la nécessité.

» Les concerts de la reconnaissance s'unissent déjà dans le cœur de tous les Français à la vénération qu'ils ressentent pour celui que ses lumières et ses vertus ont appelé au gouvernement de l'Eglise.

» Des hommages universels accompagneront tous les pas du Saint-Père, à qui nous voulons qu'on décerne les mêmes honneurs que Léon III reçut de Charlemagne notre glorieux prédécesseur. »

Comment de si puissantes considérations n'auraient-elles pas touché un Pontife aussi pieux que celui qui occupait la chaire de Saint-Pierre; qui ne soupirait qu'après la paix de l'Eglise, qui avait déjà fait tant de sacrifices pour l'obtenir, et donné dans le fameux Concordat le gage de tous ceux qu'il était encore disposé à faire ?...

Il croyait l'Eglise menacée d'un schisme. Le schisme était à ses yeux le plus grand de tous les malheurs; il voulait le prévenir à tout prix;

il crut en avoir trouvé le moyen dans le voyage que Buonaparte lui proposait.

Cependant une voix intérieure, une voix plus forte que toutes ses craintes et tous ses scrupules, lui rappelait et les torts de l'usurpateur, et les droits des Bourbons. Il avait sous les yeux la lettre prophétique que le chef auguste de cette maison avait écrite au conclave qui l'avait élevé sur la chaire de Saint-Pierre... la voici :

« Nous reconnaissons solennellement le Pontife qui sera choisi par vous; et lorsque celui par qui règnent les rois, *nous aura rétabli sur le trône de nos ancêtres*, nous ferons respecter son autorité légitime dans toute l'étendue de notre royaume, et nous justifierons notre titre de *roi Très-Chrétien et de fils aîné de l'Eglise.* »

Donné au château de Mittaw, le 26 novembre 1799.

Il consulta ses cardinaux les plus recommandables et les plus éclairés (1). Il implora les lumières du Ciel, fit tout ce qu'il crut devoir faire pour prendre le plus sage parti; il finit par se déterminer à donner à la France un

(1) Et entr'autres le cardinal Gonsalvi, le principal agent du Concordat.

nouveau gage de son dévouement et de son affection paternelle.

Il adressa aux états catholiques une allocution pleine de sagesse et d'onction, dans laquelle il exposait avec la plus édifiante candeur les motifs et le but de son voyage à Paris. (Voyez *Pièces justificatives*, n°. 1). Il se mit en route le 5 novembre 1804.

Toute l'Europe vit avec étonnement, et quelques puissances n'apprirent pas sans chagrin, que ce respectable vieillard abandonnait sa capitale, son palais, ses habitudes; entreprenait, dans la saison la plus rude de l'année, un voyage de plus de 600 lieues, traversait les Alpes couvertes de neiges et de glaces, et se rendait à Paris pour placer sur la tête de l'usurpateur une couronne qu'il savait bien appartenir à Louis XVIII.

Sa Sainteté arriva à Fontainebleau le 25 novembre, après vingt jours d'une route très pénible.

Buonaparte, prévenu de son approche par un courrier, alla au-devant d'elle jusqu'à la Croix de Saint-Herem, l'accueillit avec toutes les marques d'un profond respect, et lui fit rendre tous les honneurs dus à son éminente dignité.

Buonaparte est l'homme du monde qui sait

le mieux feindre. Tant qu'il eut besoin du Saint-Père, il feignit pour lui les sentiments les plus tendres, et pour la religion le respect le plus profond.

Le lendemain on publia dans les journaux, avec la nouvelle de l'arrivée du Pape, *l'extrait du cérémonial relatif au couronnement.* C'était une pièce curieuse composée par MM. S... et R..., et copiée sur le double modèle du couronnement de nos rois et de celui des empereurs d'Allemagne.

Les rédacteurs avaient cherché à rendre cette cérémonie imposante à nos yeux, en lui donnant plus d'éclat que n'en eut jamais le sacre d'aucun roi de France; ils ne réussirent qu'à la rendre ridicule, par la comparaison que chacun fit, malgré soi, de la nouveauté de celui qui devait y jouer le principal personnage, avec la grandeur, l'importance et la noblesse de son rôle.

Plusieurs épreuves imprimées dudit cérémonial furent soumises à l'examen critique de Buonaparte.

Il était question dans l'une de ces épreuves (art. 46) que *l'empereur ôterait sa couronne pour approcher de la sainte table.* On ne sait si ce fut par haine de la sainte table, ou par attachement pour sa couronne, mais il est cer-

tain qu'il n'ôta pas sa couronne, qu'il ne communia pas, et que l'article disparut du cérémonial.

Enfin le 2 décembre arriva, jour mémorable qui devait éclairer la profanation des plus augustes mystères de la politique et de la religion.

Toute l'élite de la France s'était rendue à Paris, ou par invitation, ou par curiosité; tous les ordres de l'état devaient être témoins d'une odieuse cérémonie qui allait mettre le sceau à leur asservissement et à nos malheurs.

A dix heures du matin, Buonaparte sortit des Tuileries pour aller à Notre-Dame. Son cortége était nombreux et magnifique; cinq cents voitures escortaient la sienne; cinquante mille hommes étaient sous les armes; cinq cent mille curieux étaient aux fenêtres, ou répandus dans les rues.

Celui qui écrit ces lignes parcourut les rues, regarda beaucoup et les personnes qui étaient pendues aux fenêtres, et celles qui se morfondaient dans les rues et dans les voitures, et il ne vit que des figures tristes et glacées comme la saison.

L'église de Notre-Dame était magnifiquement tendue en étoffes de soie, de velours et de drap, ornées de franges, de galons et d'armoiries brodées en or. La nef, le chœur et le

sanctuaire étaient couverts de tapis d'Aubusson et de la Savonnerie. Des gradins en amphithéâtre étaient chargés de spectateurs; les femmes brillantes de grâces et de parure, les hommes revêtus d'un costume obligé, des places assignées à tous les grands dignitaires; le trône de l'empereur élevé dans la nef, et celui du Pape dans le sanctuaire..., j'avoue que tout cela présentait à l'œil un fort beau spectacle.

J'ai dit *spectacle* et l'ai dit à dessein, car c'en était un, plus riche sans doute, et plus pompeux que celui de l'Académie royale de Musique, mais non moins vide de sens, non moins illusoire, et tout aussi faux; il n'y avait dans tous les esprits ni croyance, ni confiance: ce jour-là fut le triomphe du pyrrhonisme.

On voyait d'un côté les membres de la famille régnante, princes et princesses, également embarrassés de leur rôle et de leur maintien, vêtus et costumés comme des rois de théâtre; les grands officiers du palais, les grands dignitaires de l'état, les maréchaux de l'empire, les préfets, les députés de l'armée, tous resplendissant d'or et d'argent; de l'autre le Souverain Pontife pieux et résigné, les princes de l'église, les évêques, les lévites du Seigneur, modestes, et humblement vêtus, formant un demi-cercle autour de l'autel, et tous considérant d'un œil

inquiet le fils de l'étranger qui arrivait en conquérant au sein de l'église et de la paix, et allait faire servir la religion de voile et d'instrument à son ambition.

Supposez maintenant sur le trône Pontifical et dans le sanctuaire de Notre-Dame, au lieu du simple et timide Chiaramonti, l'éloquent abbé de Clairvaux, ou le fougueux Jules de la Rovère ; également indignés de l'insolence du parvenu, également disposés à user, dans toute son étendue, de l'ascendant que leur donnaient sur les rois et sur les peuples la sainteté de leur ministère, l'inspiration divine et la puissance de la parole.

Dans ce moment solennel, où Buonaparte monte à l'autel, prend la couronne de Charlemagne, et la pose sur sa tête, où tous les regards sont fixés sur lui, où tous les esprits sont attentifs à son action, où le silence le plus profond règne dans cette vaste enceinte, supposons un moment qu'un des Pontifes dont nous venons de parler, étendant tout-à-coup les mains vers l'usurpateur, lui crie d'une voix de tonnerre : « Arrête, malheureux! que fais-tu ? qui t'a donné, qui t'a permis de prendre cette couronne ? c'est celle de Henri IV ; et tu es couvert du sang d'un de ses plus nobles descendants! — La nation ? — elle t'abhorre. — Le droit de conquête ? — il est nul en France,

quand il n'est pas appuyé de celui de la naissance. — La religion ? — tu l'as abjurée dans tes expéditions lointaines. — Moi ? Dieu m'en garde ! — Je te connais, tu ne te serviras de ton pouvoir que pour renverser les trônes et les autels.... Qui es-tu ? — devant les hommes, le fléau de la terre ; — dans les mains de Dieu, l'instrument de ses vengeances ; il le brisera dès que le temps de la miséricorde sera venu... Tremble ! un moment t'éleva au faîte des grandeurs, un autre moment t'en précipitera. Robespierre avait comme toi un pied sur l'échafaud, le jour où sa bouche hypocrite invoqua l'Etre-Suprême. Dieu est sourd aux prières des méchants, et se plaît à confondre les projets de l'impie. »

Un tel discours dans la bouche de St.-Bernard n'eût pas été sans effet sur l'esprit des peuples, s'il n'eût rien produit sur celui du tyran. Mais laissons de vaines suppositions et occupons-nous des faits que l'histoire doit recueillir. La cérémonie ne fut troublée par aucun accident.

Le lendemain de cette fête, et les jours qui suivirent, les poètes et les écrivains périodiques, les courtisans et les dames de la halle s'emparèrent de ses souvenirs et en firent les plus pompeux éloges. « Jamais, dirent les uns et les autres, on n'avait

rien vu de si beau, de si grand, de plus digne *des regards du Ciel et de la terre.* Jamais nos destinées n'avaient été marquées d'un sceau plus glorieux. Le peuple français venait de contracter une *alliance éternelle avec le grand Napoléon.* Du haut de son trône céleste l'arbitre souverain des mondes avait pris part à l'ivresse générale, et, malgré l'empire d'une saison ténébreuse, il avait ordonné au soleil d'éclairer le spectacle le plus magnifique qui fût jamais donné à l'univers.... Voilà ce qu'on disait; voilà ce qu'on répétait partout, et ce qu'on ne croyait nulle part... C'est ainsi qu'à force de sottises et d'exagération la langue française avait perdu son expression. Mais Buonaparte s'embarrassait fort peu de l'expression de la langue, pourvu qu'on le crût au-dessus de César et de Charlemagne, et qu'on l'égalât à Dieu.

Le jour du sacre fut suivi de deux autres fêtes, l'une donnée au peuple et la seconde aux soldats. Dans la première on distribua des médailles, des volailles et du vin; dans la seconde des aigles et des décorations. « Soldats, s'écria l'empereur au milieu du Champ-de-Mars, ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement; ils seront partout où votre empereur les jugera nécessaires pour la défense

de son trône et de son peuple. Jurez de sacrifier votre vie pour les défendre. » Et les soldats s'écrièrent : *Nous le jurons.*

Tous les corps de l'état vinrent ensuite se prosterner aux pieds du nouveau prince, et lui adresser, dans leur langage ordinaire, des compliments que nous nous dispenserons de rappeler ; ce sont toujours les mêmes phrases : la flatterie ne fut jamais plus monotone et moins ingénieuse.

Le Saint-Père reçut sa part de ces fastidieux hommages. Le sénat, le conseil-d'état, le corps-législatif, le tribunal de cassation, etc., eurent ordre d'aller le complimenter. Mais au milieu de ces égards politiques, le Saint-Père ne voyait point arriver les restitutions dont on avait si doucement bercé son espoir avant la cérémonie du sacre. Il essaya plusieurs fois d'en rappeler le souvenir, tant en parlant à l'empereur lui-même qu'à ses ministres. Ce fut en vain ; Buonaparte et ses ministres en éludèrent l'accomplissement sous divers prétextes; plusieurs fois ils joignirent la dérision au refus ; on se moquait ouvertement à la cour de la dévotion, de la bonhomie, de la crédulité du Saint-Père. Buonaparte n'avait plus besoin de lui, il cessa de se contraindre et de lui témoigner même les égards de la plus simple politesse.

Nous avons tout lieu de croire qu'il avait dès-lors conçu l'infâme projet de profiter de son séjour à Paris pour extorquer de lui l'abdication de son pouvoir temporel et spirituel. Mais le temps de consommer ce mystère d'iniquités n'était pas encore venu ; il se contenta de le laisser entrevoir. Des soins plus pressants exigeaient sa présence à Milan : il laissa le Saint-Père visitant modestement les églises de Paris , distribuant aux fidèles des chapelets et des bénédictions , et partit brusquement pour l'Italie.

CHAPITRE II.

Buonaparte se fait couronner roi d'Italie.

L'Italie, depuis dix siècles, n'avait pas cessé d'être la proie de l'étranger, et, depuis dix ans, était devenue le théâtre ensanglanté où les passions les plus viles comme les plus furieuses, excitées par les révolutionnaires de France, appelaient de tous côtés la haine, la vengeance et la mort. Des armées russes, anglaises, autrichiennes et françaises, se précipitaient tour à tour les unes sur les autres, pour décider à coups de canon la question de savoir si cette belle contrée continuerait d'être agitée par les factions, ou retournerait sous le gouvernement paisible de ses anciens maîtres.

La bataille de Marengo l'avait livrée aux mains de Buonaparte, qui l'exploitait à peu près de la même manière que les Espagnols exploitent les mines du Potosi.

Peu de temps après cette bataille, il avait réuni à Lyon quelques-uns des principaux habitants de la Lombardie, du Parmesan et des pays Vénitiens, et donné à ce conciliabule

le titre de *censulte*, et le droit d'accepter, au nom de toute la Haute-Italie, une prétendue Charte constitutionnelle fabriquée dans les bureaux du ministre des relations extérieures. En vertu de cette Charte, la Haute-Italie ne devait plus être connue dans la diplomatie Européenne, et sur nos cartes géographiques, que sous le nom de *République Italienne;* Buonaparte s'en nomma le président, et il donna pour vice-président M. de Melzi, un des plus grands seigneurs du pays, et le plus complaisant de ses flatteurs.

Cet état de choses dura trois ans, au bout desquels M. de Melzi, instruit à l'école des Tuileries, vint dire publiquement à l'empereur qu'il était impossible de conserver plus long-temps la forme actuelle de la *république italienne*, *sous peine de rester bien en arrière dans la marche rapide des événements qui caractérisent l'époque actuelle.* « La constitution de Lyon, » ajouta M. de Melzi, n'était que provisoire, » et un véritable ouvrage de circonstance. Il » est urgent de la changer. »

En partant de ce point, tout était fort simple dans la marche des Italiens. Buonaparte, en se faisant nommer empereur des Français, avait non seulement supprimé le gouvernement républicain en France, mais ouverte-

ment annoncé qu'il ne souffrirait plus de république en Europe. Le systême de la monarchie leur était indiqué par *les lumières du siècle*, et le monarque *par tous les sentiments de la reconnaissance, de l'amour et de la confiance.*

« Sire, lui dirent-ils par l'organe de M. de » Melzi, dans ce pays que vous avez conquis, » reconquis, créé, organisé, gouverné; dans » ce pays où tout atteste vos exploits, votre » génie, vos bienfaits, on ne forme qu'un seul » vœu, c'est que vous en soyez le roi. Vous » avez voulu que la république italienne exis- » tât, elle a existé : veuillez que la monarchie » italienne soit heureuse, elle le sera (1). »

Buonaparte était sur son trône et entouré de tous ses grands dignitaires, quand cet étrange discours lui fut adressé; tous jouaient la comédie, et cependant ils gardaient tous leur sérieux. Et non moins sérieux que les autres, Buonaparte répondit en ces termes :

« Nous avons toujours eu la pensée de créer » libre et indépendante la nation italienne.

(1) Ces phrases sentencieuses et ridiculement imitées de nos livres sacrés, nous paraissent aujourd'hui ce qu'elles sont en effet; mais elles étaient alors à la mode, et vantées dans les salons comme des modèles de goût renouvelés des Grecs et des Orientaux.

» C'est pourquoi nous avons d'abord formé les
» peuples de la rive droite du Pô en *républi-*
» *que cispadane*, et ceux de la rive gauche
» en *république transpadane.*

» De plus heureuses circonstances nous ont
» permis depuis de réunir ces états et d'en for-
» mer la *république cisalpine.*

» *Des circonstances encore plus heureuses*
» *exigent que vous soyez gouvernés par un*
» *roi.* JE CONSENS A ÊTRE LE VÔTRE. J'accepte
» la couronne que vous m'offrez, et je la gar-
» derai tout le temps que vos intérêts l'exige-
» ront... » (1). Tel fut le premier acte de cette
nouvelle comédie.

Le second acte fut joué au palais du Sénat. Buonaparte s'y était rendu en grand cortége, et en costume d'empereur romain. Le ministre des relations extérieures, après avoir pris ses ordres, lut à l'assemblée un discours très long, très entortillé, et qui parut ennuyeux à tout le monde, parce qu'il était très inutile, quoiqu'il tendît à prouver que le bonheur de la France, le salut de l'Italie, les principes de la

---

(1) L'insolence de ce discours n'a pas besoin de commentaire; et si la vérité n'en était attestée par deux cents témoins et par Journal officiel, on refuserait d'y ajouter foi.

politique extérieure, la tranquillité de l'Europe exigeaient impérieusement que Buonaparte fût nommé le successeur immédiat de Théodoric, roi d'Italie (1).

Qu'avait-on besoin de preuves? La volonté du maître en tenait lieu. Toutes celles que le ministre allégua, eussent-elles été plus décisives, n'étaient qu'une superfétation oratoire. Son discours, dans lequel l'embarras perçait à chaque ligne, était d'un bout à l'autre un tissu de sophismes, de pensées fausses et de maximes équivoques, le tout enveloppé dans un style doctoral et sentencieux. Ce fut là le commencement de ces jongleries diplomatiques dont l'Europe fut si long-temps fatiguée, et au moyen desquelles on cherchait à couvrir de quelques mauvais prétextes ce funeste esprit de conquêtes, de violences, d'usurpations et de despotisme universel que Buonaparte annonçait dès ce temps-là.

Les précautions mêmes que ses confidents

---

(1) Théodoric, roi des Ostrogoths, conquit l'Italie sur Odoacre, roi des Lombards, prit le titre de roi d'Italie, fixa son siége à Ravennes, se montra homme supérieur dans la guerre et dans la paix, rendit ses peuples heureux, et serait digne de tous nos éloges, s'il n'avait pas souillé la fin de sa vie par le meurtre de Symmaque et de Boëce.

et ses complices prenaient pour le déguiser, ne servaient qu'à le manifester plus tôt. Avait-il rêvé, par exemple, une nouvelle invasion, ou de nouvelles conquêtes? il en faisait répandre le bruit par les agents de sa police; et puis les secrétaires de son cabinet écrivaient dans le *Moniteur*, que ces bruits étaient l'ouvrage des royalistes, des mécontents, et surtout des *hommes salariés par l'Angleterre*...; et un mois après le rêveur entrait en campagne.

Avait-il besoin d'argent? il annonçait publiquement qu'il n'y aurait point de nouvelles taxes; il faisait répéter, dans tous les journaux, les phrases bannales, « qu'on n'avait aucun besoin d'augmenter l'impôt; que la France avait un système de finances si bien ordonné qu'elle était pour long-temps dispensée de recourir à des augmentations. » Et le lendemain il doublait tous les tarifs.

Voulait-il des hommes et une double conscription dans la même année? il parlait de la guerre avec horreur, et des conquêtes comme Massillon. Il disait que sa modération était assez connue pour être à nos yeux la garantie du bonheur qu'il se proposait de donner à la France, et de la paix qu'il demandait à l'Europe.

Mais, à force d'employer ces misérables ar-

tifices, il avait fini par leur enlever tout ce qu'ils pouvaient avoir de trompeur et de dangereux. Une fois connu, son jeu, en politique comme en guerre, cessa de faire des dupes.

Dans le discours dont nous parlons, l'auteur, malgré tout son esprit, n'en eut pas assez pour tromper les yeux les moins clairvoyants. Chacun vit le piége qu'on tendait à sa crédulité ; chacun devina la pensée mal déguisée et les projets ultérieurs du nouveau roi.

Et ce qu'il y eut de plus singulier, c'est que ce fut l'orateur lui-même qui dévoila l'ambition de son maître, en cherchant à la dissimuler : en allant au-devant de l'objection, il en fit naître l'idée.

« L'avenir et le passé, dit-il, sont pour la malveillance un texte inépuisable de mensonges. Elle calomnie par de vains présages, elle calomnie par de vaines comparaisons; elle a répandu l'alarme en rapelant la gloire, le nom et la destinée de *Charlemagne* et d'*Alexandre*. Frivoles et trompeuses analogies!

» Charlemagne fut conquérant et non fondateur : les fondateurs gouvernent pendant leur vie et pendant des siècles; *Charlemagne n'a eu ni successeurs ni voisins.* (On serait bien embarrassé de dire ce que cette phrase signifie.) *L'héroïque pensée de succession*

n'entra jamais dans l'esprit d'Alexandre. Alexandre et Charlemagne léguèrent leur empire à l'anarchie. »

L'orateur qui s'exprimait ainsi dans le sein du premier corps de l'état, et qui savait que son discours serait imprimé le lendemain, et lu dans toute l'Europe, faisait bien peu de cas ou de l'opinion publique, ou de lui-même, pour oser avancer, avec cette hardiesse, des faits aussi authentiquement faux, et démentis par l'histoire et par les monuments : personne en France n'osa lui donner un démenti ; mais le passé, aurait-on pu lui répondre, est pour les rois, comme pour les peuples, une source inépuisable de leçons ; c'est dans le passé que les uns et les autres peuvent trouver la règle de leur conduite et des présages pour l'avenir ; et l'avenir est pour les peuples qui ont le malheur d'avoir un conquérant pour maître, d'une si haute importance, qu'il peut leur être permis de s'en occuper et de chercher à le pénétrer, en comparant les hommes et les choses qui leur paraissent avoir quelque analogie.

Que Charlemagne et Alexandre n'aient été que des conquérants sans successeurs, *ni voisins*, comme vous le dites, et non des *fondateurs*, comme l'atteste l'histoire, cela ne fait rien du tout à votre affaire ; cela n'empêche

pas que Buonaparte n'inspire beaucoup d'inquiétude comme conquérant et très peu de confiance comme fondateur... Mais voyons jusqu'à quel point Buonaparte avait à se plaindre, comme vous le dites, de la comparaison qu'on faisait de lui avec Alexandre et Charlemagne: voyons sur quoi ce double parallèle est fondé.

« Alexandre, dit M. de Montesquieu, avait » dans la rapidité de ses actions et dans le feu » de ses passions, une saillie de raison qui le » conduisit toujours. Il fut conquérant, sans » doute, mais le seul peut-être qui fut pleuré » de tous les peuples qu'il avait soumis. Il « usurpa le trône de Darius ; mais qu'est-ce » qu'un usurpateur sur la mort duquel la fa- » mille qu'il a renversée du trône verse des » larmes ? »

Ce fut au bruit des chants infernaux, des blasphêmes de l'athéisme, des cris de mort et des longs gémissements de l'innocence égorgée ; ce fut à la lueur des incendies, sur les débris du trône et de l'autel arrosés du sang le plus pur et le plus auguste ; ce fut au mépris des mœurs et de la foi publique, au milieu de tous les forfaits, que Buonaparte fonda et perdit son empire. Il avait vu, sans pleurer, les larmes des Rois et des peuples, des pères et des enfants ; il tomba sans être pleuré de personne ; sa chute,

quoiqu'elle ait été accompagnée de grands désastres, excita une joie universelle.

Buonaparte ne conquérait que pour détruire; Alexandre voulut tout conquérir pour tout conserver.

Le pillage, le meurtre et l'incendie accompagnèrent tous les pas de Buonaparte; ceux d'Alexandre n'étaient accompagnés que de fêtes, de fondations utiles et de cris de joie.

Buonaparte nous fit des ennemis irréconciliables de tous les peuples qu'il voulut incorporer à son empire.

« Alexandre ne chercha qu'à confondre dans le même esprit les vainqueurs et les vaincus; il ne fit de toute la Perse qu'une immense colonie grecque. Il bâtit Alexandrie et une infinité de villes; il cimenta si bien toutes les parties de son empire, qu'après sa mort, dans le trouble et la confusion des plus affreuses guerres civiles, après que les Grecs se furent pour ainsi dire anéantis eux-mêmes, aucune province de Perse ne se révolta... »

Buonaparte prit à tâche de changer la religion, les mœurs et les lois de tous les peuples qu'il soumettait à ses armes.

Alexandre, au contraire, se fit un devoir de respecter les traditions anciennes, les mœurs, les lois et tous les monuments de

la gloire, ou de la vanité des nations conquises.

Voilà un des héros que, d'après les courtisans de Buonaparte, la malveillance et la calomnie se plaisaient à lui comparer !

Etait-ce à celui-ci à s'en offenser et à s'en plaindre ?

Voyons si on a été plus heureux en le comparant à Charlemagne.

Et ce sera encore Montesquieu qui nous fournira la moitié du parallèle :

« Charlemagne, dit l'auteur de *l'Esprit des Lois*, songea à tenir le pouvoir des militaires dans ses limites, et à empêcher l'oppression des hommes libres et du clergé. »

Buonaparte, qui n'avait besoin que de soldats, encouragea leur licence, et se servit d'eux pour écraser tous les ordres de l'état.

« Tout fut uni par la force du génie de Charlemagne ; l'empire se maintint par la grandeur du chef : le prince était grand, l'homme l'était davantage. »

Tout fut divisé par le machiavélisme infernal de Buonaparte ; l'empire ne fut gouverné que par la police et l'espionnage : le prince était artificieux, l'homme l'était davantage.

« Les rois, enfants de Charlemagne, furent ses premiers sujets, les instruments de son pouvoir, et les modèles de l'obéissance. »

Les rois, frères de Buonaparte, furent les instruments de son despotisme, ses premières victimes et ses plus grands ennemis.

« Charlemagne fit d'admirables réglements, et les fit exécuter; son génie se répandit sur toutes les parties de l'empire ; on vit dans les lois de ce prince un esprit de prévoyance qui comprend tout, et une certaine force qui entraîne tout ; il savait punir, et savait mieux pardonner. »

Buonaparte punissait toujours au-delà du délit, et ne pardonnait jamais une offense ; il ne fit que des lois de circonstances qui se contrariaient souvent : son esprit malfaisant se communiqua à tous les ministres de ses volontés. Son conseil-d'état fut l'instrument le plus efficace de sa tyrannie; on ne citera de lui aucune pensée généreuse, aucun réglement utile, aucun acte distingué de bienfaisance.

« Vaste dans ses desseins (Charlemagne), simple dans l'exécution, personne n'eut à un plus haut degré l'art de faire les plus grandes choses avec facilité, et les difficiles avec promptitude. »

Buonaparte se fit, pendant quelque temps, la réputation d'un homme profond dans ses desseins, hardi dans ses vues, persévérant dans leur exécution, amoureux de la gloire et des grandes choses; il dut cette réputation à sa dis-

simulation naturelle, à une taciturnité affectée, à ses regards sombres et inquiets, à son extrême vanité, et surtout à son extrême mépris des hommes: s'il eut de vastes desseins, ils lui furent suggérés ; s'il fit de grandes choses, ce fut avec de grands moyens ; mais il ne fit jamais rien avec facilité, avec noblesse, avec grandeur ; tout en lui sentait la gêne, l'embarras et les efforts d'un petit homme monté sur des échasses.

« Jamais prince ne sut mieux que Charlemagne braver les dangers ; jamais prince ne les sut mieux éviter ; il se joua de tous les périls, et particulièrement de ceux qu'éprouvent presque toujours les grands conquérants, je veux dire les conspirations. »

Buonaparte se joua aussi des conspirations, et avec d'autant plus d'aisance que c'était lui qui les fabriquait ou les faisait naître ; et si l'on demande pourquoi il les faisait naître, nous renverrons au chapitre de la seconde partie de cet ouvrage qui a pour titre : *Théorie des conspirations ;* mais il ne sut jamais ni braver les dangers de la guerre, ni les éviter ; dans toutes les rencontres périlleuses, il pâlissait et perdait la tête.

» Charlemagne était extrêmement modéré, son caractère était doux, ses manières simples ; il aimait à vivre avec les gens de sa cour. »

Direz-vous de Buonaparte qu'il était doux, simple et modéré? Personne ne fut plus que lui violent dans sa colère, immodéré dans ses désirs, roide et affecté dans ses manières; personne n'eut moins que lui de ressemblance, soit avec Charlemagne, soit avec Alexandre... Son ministre pouvait donc se dispenser de le comparer à ces deux grands hommes, pour avoir une occasion de nous dire qu'il était bien supérieur à ces deux héros et que sa gloire était compromise par cette comparaison.

Après ce discours, M. de Marescalchi, ministre des relations extérieures de la république Italienne, lut le statut constitutionnel qui nommait l'empereur des Français, Napoléon Ier., roi d'Italie.

Les membres de la consulte Italienne, qui avaient été convoqués avec le sénat, et dans la même salle, s'approchèrent alors du trône et prêtèrent serment de fidélité à leur nouveau monarque.

Alors celui-ci prononça le discours suivant, qui seul donnerait la mesure de son caractère, si nous ne l'avions pas depuis long-temps.

« Sénateurs, nous avons voulu, dans cette circonstance, vous faire connaître *notre pensée toute entière* sur un des objets les plus importants de l'état.

» La force et la puissance de l'empire Français sont surpassées *par la modération qui préside à toutes nos transactions politiques.*

» Nous avons conquis la Hollande, la Suisse et l'Italie: *nous avons toujours été modérés* au milieu de la plus grande prospérité; de tant de provinces soumises par nos armes, *nous n'avons gardé que ce qui a paru convenable à notre puissance.*

» L'Allemagne a été évacuée, la Hollande a été déclarée indépendante, la Suisse se gouverne elle-même.

» La réunion de l'Italie à la France eût été favorable au progrès de notre agriculture; cependant, nous avons bien voulu déclarer son indépendance à Lyon; nous faisons plus aujourd'hui, nous proclamons le principe de la séparation des couronnes de France et d'Italie.

» Nous avons accepté, et *nous placerons sur notre tête*, cette couronne de fer des anciens Lombards, pour la retremper, et pour qu'elle ne soit pas brisée au milieu des tempêtes qui la menaceront tant que la Méditerranée ne sera pas rentrée dans son état naturel.

» Le *génie du mal* cherchera en vain des prétextes pour remettre le continent en guerre; ce qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles de l'état, y restera réuni;

aucune nouvelle puissance n'y sera incorporée : dans toutes les circonstances, et dans toutes les transactions, *nous montrerons la même modération.* »

Il serait trop long et trop fastidieux de faire remarquer dans ce discours tout ce qu'il offre de faux, d'incohérent, de ridicule et de contraire à toutes les bienséances, comme à toutes les règles du droit public.

Mais qui pourra s'empêcher de sourire de pitié ou même de se sentir le cœur soulevé d'indignation, en lisant les pompeux éloges qu'il donne à sa modération; à cette modération *qui surpasse la force et la puissance de l'empire Français ;* à cette modération *qu'il a constamment gardée au milieu de la plus grande prospérité ;* à cette modération, enfin, *qui lui a fait restituer l'Allemagne, la Suisse, la Hollande et l'Italie...*

Autant de mots, autant de mensonges; mais on ne sait qui l'emporte de l'impudence ou de l'hypocrisie : l'hypocrite voulait cacher son jeu, et l'impudent le dévoile.

Cependant son discours avait un but, quel est-il ? — de nous tromper sur les conséquences ultérieures que devait entraîner son couronnement, en qualité de roi d'Italie; il prévoyait avec tout le monde, l'inquiétude que ce nouvel acte d'usurpation allait exciter dans tous les

cabinets de l'Europe ; il n'ignorait pas que l'Autriche s'en plaignait déjà et très vivement, comme d'une violation manifeste du traité de Lunéville ; cette violation du traité, la guerre qu'elle allait incessamment allumer, les malheurs qu'elle allait entraîner, étaient son ouvrage immédiat ; et il se croyait assez d'autorité sur les esprits pour nous faire accroire, par quelques phrases mal arrangées, que tout cela était l'ouvrage de l'Autriche et de l'Angleterre.

Le génie du mal, qui devait chercher des prétextes pour remettre le continent en guerre, c'était l'Autriche et l'Angleterre ! *Les tempêtes* qui empêchaient la *Méditerranée de rentrer dans son état naturel* (1), étaient excitées par l'Autriche et l'Angleterre !

C'était enfin sur l'Autriche et l'Angleterre que nous devions reporter toute la haine que doivent naturellement inspirer les parjures, les faussaires, les usurpateurs, les ennemis du genre humain !

Voilà quel était son but, il le manqua. Il

---

(1) On ne sait pas trop ce qu'il a voulu dire par l'*état naturel de la Méditerranée*, mais on s'en doute : c'est *la liberté de la navigation* qu'il voulait dire ; mais, je le demande, s'il avait eu à sa disposition les flottes de l'Angleterre, les Anglais auraient-ils navigué librement sur la Méditerranée et sur l'Océan ?

est vrai qu'aucune voix ne s'éleva pour confondre la sienne : qui l'eût osé ? Mais il trouva tous les cœurs fermés à ses insinuations. Il n'avait pas le secret d'y pénétrer, quoiqu'il ait eu souvent celui de nous abuser. Ainsi finit le second acte de cette comédie (1).

Le troisième et dernier devait se jouer à Milan, où il arriva le 6 mai 1805.

Si nous en croyons les journaux du temps, la ville toute entière s'était portée au-devant de lui. A son approche tous les cœurs furent saisis de joie ; à sa vue tous les visages rayonnèrent de bonheur ; *le soleil lui-même voulant prendre sa part d'une si belle fête, était plus beau qu'à l'ordinaire, et semblait arrêter sa marche pour embellir de ses rayons ce spectacle magnifique ;* DIXITQUE STA SOL, ET SOL STETIT : ce sont les propres termes de la relation officielle.

Il est vrai que la plus grande pompe accompagna partout les pas du nouveau monarque. Les fêtes les plus brillantes lui furent données tant à Milan qu'à Pavie, à Gênes, à Turin, à Alexandrie ; dans toutes les villes où il s'arrêta, les

---

(1) Cette comédie, au reste, n'était que la répétition de celle qui avait été jouée à St.-Cloud peu de jours avant celui où il s'empara du trône. *Voyez les Pièces Justificatives*, N°. 2.

compliments les plus exagérés lui furent adressés. En fait de compliments et de démonstrations, les Italiens sont encore restés nos maîtres et nos modèles.

Mais il est certain, d'un autre côté, que l'homme fut très mal vu et très bien jugé par ses nouveaux sujets. Ils l'avaient choisi pour roi, à peu près comme nous l'avions choisi pour empereur, et ils ne se souciaient pas plus que nous de l'avoir pour maître ; il n'y avait pas huit ans qu'il avait promis une *république* aux patriotes de Milan ; ils se rappelaient avec chagrin ses promesses, et leur crédulité ; les dévots se souvenaient du pillage des églises et des farces anti-religieuses qu'il avait fait jouer sur le grand théâtre ; et les propriétaires avaient sur le cœur le sac de Pavie, et les soixante-quatre millions de contributions militaires qu'il avait levés sur le Milanais en 1797. A travers les harangues de félicitations qu'ils lui adressèrent, et les fêtes qu'ils lui donnèrent, il démêla facilement leur véritable pensée ; il devina l'opinion qu'ils s'étaient formée de sa personne et de son caractère ; sa vanité en fut blessée, son humeur s'aigrit, et sa figure prit dès-lors une teinte plus sombre qu'à l'ordinaire. On en fit la remarque pendant tout le temps que durèrent les cérémonies de

son couronnement et les réjouissances qui les accompagnèrent et les suivirent : il ne donna pas un signe de satisfaction, il ne dit pas un mot aimable, ni aux femmes, ni aux hommes ; à peine ouvrait-il la bouche. Ses yeux égarés semblaient chercher dans les autres yeux un traître ou un assassin... Ce fut alors qu'il commença à porter cette fameuse cotte de mailles, dont on a tant parlé, et qui était, dit-on, à l'épreuve de la balle et du poignard.

Il savait que les Italiens n'aimaient ni n'estimaient les Corses ; il croyait voir dans chaque Italien un ennemi mortel ; et voilà ce qui explique l'excès de mauvaise humeur qu'il montra pendant le cours de ce voyage.

Le sacre, qui devait avoir lieu le 23 mai, fut remis au 26 ; c'était un dimanche : la cérémonie fut ce qu'elle devait être, triste et pompeuse. On n'épargna rien pour fasciner les yeux. Après les prières et bénédictions d'usage, Buonaparte fit dans l'église de Milan ce qu'il avait fait dans celle de Paris : il alla prendre la couronne sur l'autel, et se la posant sur la tête, il s'écria d'une voix forte, et d'un air de Matamore :

Dieu me la donne, gare à qui la touche.

Paroles antiques, et consacrées dans le céré-

monial du couronnement des rois Lombards; mais paroles qui n'étaient dans sa bouche qu'une misérable parodie. Sa femme, qui le suivait partout, et à la destinée de laquelle il croyait la sienne attachée, fut sacrée et couronnée avec lui. Il disait volontiers que sa *Joséphine était le talisman de sa fortune.*

Il faut donc croire à quelque chose! Cet homme, qui ne croyait pas en Dieu, et qui se faisait gloire de fouler aux pieds tout ce que les hommes respectent, croyait aux talismans et tremblait devant un astrologue.

Il y eut le soir des courses à pied et à cheval, une illumination générale et un ballon; afin, dit le journal italien, qui rendit compte de cette journée, que le même jour réunît ce que les anciens eurent de plus pompeux, ce que les modernes ont inventé de plus hardi, et la présence d'un héros qui surpasse les anciens et les modernes. »

Dans le même journal on lisait ce qui suit: « Hier 26, la cérémonie du couronnement du roi d'Italie a été exécutée avec la plus grande pompe, et l'ordre le plus imposant. La beauté du temps, *la pureté du ciel*, *la splendeur du soleil*, concouraient à rendre cette cérémonie plus brillante, et telle qu'elle devait être... »

On voit que *la pureté du ciel et la splendeur du soleil* tiennent toujours une place distinguée dans le récit des grandes époques de la vie de notre héros. C'était une de ses manies. Désespérant de se faire passer pour un dieu, il voulait au moins qu'on le crût l'*Enfant du Destin.* Il cherchait tous les moyens de persuader au peuple que le Ciel lui accordait une protection particulière. Il se flattait de l'espoir de répandre cette opinion, et par elle d'accroître son empire, en le fondant sur la superstition, et en faisant tomber naturellement dans ses mains le pouvoir théocratique, qu'il brûlait de réunir au sceptre de la terre.

Voici une anecdote que nous garantissons. Il portait quelquefois au doigt un anneau d'Auguste, trouvé, lui avait-on dit, dans les ruines de Pompeïa, et sur l'exergue duquel on lisait ces mots : AUG. IMP. DICT. PERP. ET SUM. PONT., ce qui signifie : *Auguste, empereur, dictateur perpétuel et souverain pontife...* Montrant un jour cet anneau à un de ses grands-dignitaires qu'il aimait le moins, mais qu'il respectait le plus, à cause de ses lumières et de son esprit d'indépendance, il lui en fit lire l'inscription, et lui dit ensuite avec humeur : *Cet Auguste était bien heureux, il régnait sur les cons-*

ciences! Vous qui cherchez la cause des persécutions du Pape, n'allez pas plus loin, vous la trouverez dans cette pensée.

Le Pape avait quitté Paris le 5 avril précédent, et était arrivé à Rome le même jour que Buonaparte avait fait son entrée à Milan. Il était arrivé au milieu des siens, le cœur navré d'affliction, et de la fausse démarche qu'il venait de faire, et des vaines espérances qu'il avait conçues. Alors il voyait trop clairement que le soldat farouche, sur la tête duquel il avait consenti à placer la couronne de Saint-Louis, ne s'en tiendrait pas là, et ne tarderait pas à venir s'emparer de Rome même, après avoir saisi la couronne de fer des Lombards, et s'être déclaré roi d'Italie. Cette dénomination de *roi d'Italie* n'avait pas été choisie sans dessein: elle annonçait aux états de cette contrée, qui jouissaient encore de quelque indépendance, quel serait leur sort futur. Ils étaient tous destinés à tomber successivement dans le gouffre, où Gênes et Florence furent précipitées à cette époque.

CHAPITRE III.

Il réunit à son empire les états de Gênes, de Naples et de la Toscane.

Depuis quinze ou seize ans la république de Gênes ne conservait plus qu'une ombre de liberté ; son territoire était envahi par les étrangers et son gouvernement était livré à la fureur des factions. C'était un des états de l'Italie où les principes de la révolution française avaient pénétré le plus vite, et fait des progrès plus rapides.

Dès 1792, la petite noblesse, jalouse du sénat, avait écouté, avec une coupable complaisance, les insinuations de démocratie que les démagogues de Paris faisaient répandre dans toute l'Europe, afin d'opérer partout la même révolution qu'ils venaient de consommer en France par la chute du trône et le renversement des autels. (1)

La populace, excitée par elle, ne tarda pas à

(1) J'étais sur les lieux, à cette époque, et j'y recueillis, à ce sujet, des notes importantes, que de puissantes raisons m'empêchent de publier aujourd'hui.

se porter à des excès de toute espèce, au pillage, à l'assassinat et à l'incendie; le livre d'or, les antiques protocoles de la constitution, la toge sénatoriale, les armoiries, tous les signes représentatifs de la noblesse et de la féodalité furent brûlés publiquement... Le petit nombre d'hommes sensés, qui n'avaient pas voulu prendre part à ces violences, furent obligés de prendre la fuite, pour n'être pas mis en pièces par une populace qui ne connaît plus de frein dès qu'elle a brisé celui des lois.

Les nobles restés fidèles à leur état, et d'ailleurs trop faibles pour le défendre, appelèrent les Autrichiens à leur secours, et les autres se jetèrent dans les bras des Français : la guerre étrangère vint augmenter les horreurs de la guerre civile, et Gènes perdit avec son antique gouvernement, son indépendance, son repos, son commerce et ses richesses.

Il est bien difficile sans doute, aux petits états de l'Europe, de conserver leur indépendance et leur neutralité au milieu des grandes commotions qui mettent leurs puissants voisins aux prises les uns avec les autres, et encore plus difficile de résister à la contagion du mauvais exemple que leur donnent les souverains et les peuples, qu'ils sont accoutumés à craindre, ou à respecter.

Mais, en supposant que, par un chef-d'œuvre

de politique, la république de Gênes eût mérité d'échapper à ce double danger, nous doutons qu'elle eût pu en recueillir le prix, parce que le gouvernement Français, sous le comité de salut public, sous le directoire, comme sous Buonaparte, aurait bien su déconcerter toutes ses mesures de prudence, et aurait envahi par la force ce qu'il n'aurait pu obtenir par la subornation.

Un gouvernement qui, comme le nôtre, convertissait tous les habitants mâles en soldats, et dont le premier dogme était de ne reconnaître ni foi, ni loi, devait finir par engloutir tôt ou tard tous les états voisins, quelle que dût être leur conduite.

Gênes ne pouvait donc échapper au sort commun, lors même qu'elle se fût conduite avec plus de sagesse ; mais avant de la réunir à la France, Buonaparte s'était fait un jeu de prolonger son anarchie, sous prétexte de lui donner une constitution : car on ne doit pas oublier qu'il avait la noble ambition d'effacer Lycurgue par la sagesse de ses lois, et Alexandre par l'étendue de ses conquêtes. Malheureusement pour les peuples qu'il soumit à ses armes, rien n'était plus borné, plus faux, plus inexécutable, que ces plans de législation ; rien de moins analogue à leur état civil, moral et politique, que les ordonnances martiales qu'il

leur donna sous le nom de *constitutions :* tandis qu'il leur traçait d'une main des lois absurdes, de l'autre, avec son compas ensanglanté, il circonscrivait les limites de leurs états, comme on dessine des cartes géographiques.

Au lieu d'exécuter le plan raisonnable, conçu jadis par Rienzi, d'écarter les étrangers de l'Italie, de respecter l'indépendance des états, les différences de leurs mœurs, les préjugés de l'éducation ; au lieu de les unir par un pacte fédératif, Buonaparte affecta d'abolir toutes les lois anciennes, et de confondre toutes les limites : il appela les factieux de tous les pays, les jeta pêle-mêle au milieu des Romains, des Vénitiens, des Gènois, et crut qu'on pouvait pétrir des hommes pour en faire des nations, comme le potier pétrit de l'argile pour en faire ses vases.

L'effet répondit aux moyens : ses constitutions, fruits du délire et de l'ineptie, ne furent jamais que des voiles destinés à couvrir ses violences, ou des sources inépuisables de querelles, de guerres civiles et de désordres.

Celle de Gênes, en particulier, n'aurait pas subsisté une année entière, quand la guerre, dont cette ville fut long-temps le théâtre, n'en eût pas suspendu l'exercice au bout de six mois.

Le siége long et meurtrier qu'elle avait sou-

tenu contre une armée d'Autriche, avait achevé d'épuiser ses forces. En vain avait-on supprimé ses directeurs et ses deux conseils, ridicule copie des deux conseils et des directeurs français; en vain lui avait-on rendu son sénat et son doge, *Gênes la superbe* n'existait plus.

Ce n'étaient ni ses trésors, ni son territoire qui tentaient alors l'ambition de Buonaparte; quoique son port lui parût important, en ce qu'il lui offrait un point de communication facile avec la Corse; quoique le golfe de la Spezia lui offrît encore la rade la plus sûre de la Méditerranée (1), il n'y pensait pas.

Ce qui le flatta le plus dans la soumission volontaire des Gênois, ce fut l'exemple qu'ils donnèrent aux peuples de la Toscane, de Rome et de Naples, dont il méditait dès-lors l'invasion : il crut que cet exemple entraînerait l'Italie toute entière, et que, recevant avec bonté des peuples qui se livraient d'eux-mêmes à lui, il n'aurait point à se justifier aux yeux de l'Europe d'avoir ni rompu la paix, ni violé le traité de Lunéville.

Par ces considérations, qui ne font pas hon-

---

(1) Les Anglais avaient essayé plusieurs fois de s'emparer du golfe de la Spezia, et offert inutilement, en 1759, au sénat de Gênes de l'acheter pour la somme de 4 millions sterl.

neur à sa pénétration, il avait envoyé de nouvelles instructions aux nombreuses créatures qu'il entretenait dans la ville de Gênes. Il leur avait spécialement recommandé de tourner en ridicule leurs institutions républicaines, et de faire espérer, dans un changement de gouvernement, au peuple une diminution de charges publiques, et aux nobles des titres magnifiques et des places lucratives. Il avait corrompu et attaché à ses intérêts, parmi ces derniers, les Cambiaso, les Serra, les Durazzo, les Brignole, les Doria et autres familles jadis riches et puissantes dans l'état, aujourd'hui appauvries par la révolution, mais qui, par leur nom, exerçaient encore un reste d'influence sur la multitude.

Le 4 juin 1806, tandis qu'il était à Milan, tout rayonnant de la nouvelle couronne qu'il venait de placer sur sa tête, une nombreuse députation de la *république Ligurienne* vint le trouver et lui dire que tous *les habitants de l'état de Gênes ne seraient heureux qu'autant qu'ils seraient incorporés à la grande nation.*

Après les compliments d'usage, MM. les députés firent apporter aux pieds de leur nouveau maître une lourde cassette qui renfermait les archives de la ville, et les votes de tous les citoyens de l'état.

Buonaparte *daigna sourire* à MM. les députés, et répondit à leur compliment par le discours suivant :

« Messieurs, je suis souvent intervenu dans vos affaires et toujours dans l'intention de faire prospérer les *idées libérales*, mais j'ai découvert que cela était impossible, tant que vous resteriez abandonnés à vos propres forces. Les Anglais et les Barbaresques y mettront constamment obstacle.

» La postérité me saura gré d'avoir voulu vous délivrer, vous et le monde entier, du joug humiliant des Anglais et des Barbaresques.

» Je ne fus jamais animé que par l'intérêt et la dignité de l'homme ; au traité d'Amiens les Anglais refusèrent de coopérer à la propagation des *idées libérales* (1): ce sont les *idées libérales* qui feront le bonheur du genre humain ; vous avez bien fait de venir les recueillir à leur source, et vous ferez mieux en les cultivant

---

(1) Les *idées libérales* ont fait, depuis la révolution, la même fortune que les *grandes pensées*, les *hautes espérances* et les *promptes mesures*, qui ont tant de fois retenti à nos oreilles, et qui composaient une partie de l'éloquence de MM. Regnault de St.-Jean-d'Angely, Lacépède, François de Neufchâteau et autres orateurs célèbres du temps. Ce néologisme révolutionnaire doit être pour toujours exclus du dictionnaire des bons Français.

sous l'égide de ma puissance. Je consens à vous réunir à mon grand peuple ; je vous protégerai de tout mon pouvoir. Retournez vers ceux qui vous ont envoyés, et dites-leur que les barrières qui les séparent du continent seront bientôt levées, et que toutes choses seront remises à leur place. »

Nous ignorons si MM. les députés étaient initiés dans les mystères de la diplomatie de Buonaparte, mais s'ils ne l'étaient pas plus que nous, ils n'auront rien compris aux *idées libérales que les Anglais ne voulurent point admettre lors du traité d'Amiens*, et encore moins au *déplacement des barrières qui les separent du continent*. Ces barrières, si je ne me trompe, sont les Apennins et la Méditerranée.

Il est difficile de comprendre comment les Apennins et la Méditerranée sont aux ordres et peuvent disparaître devant la puissance de Buonaparte.

Quelque fût le sens allégorique, métaphorique ou littéral de ces belles phrases, MM. les députés de Gênes les écoutèrent avec respect, et pour premier gage de leur zèle et de leur soumission, ils offrirent une levée de vingt mille matelots à leur nouveau maître.

Ainsi fut consommée, dans une parade de vingt minutes, la réunion de Gênes à la France,

à laquelle plusieurs de nos rois n'avaient jamais voulu consentir (1).

Celle de la Toscane souffrit plus de difficultés.

La Toscane, long-temps garantie du *mal français*, tant par la sagesse de son gouvernement que par le caractère même de ses habitants, avait pourtant fini par tomber dans les serres du vautour qui avait dévoré l'Italie....

Par le traité de Lunéville, le prince Joseph-Ferdinand d'Autriche avait été forcé de la céder au prince héréditaire de Parme, Louis de Bourbon, en faveur duquel Buonaparte ressuscita le titre de *roi d'Etrurie*, éteint depuis Porsenna.

Ces sortes d'échanges convenaient fort à la politique insidieuse de l'usurpateur, qui trouvait par ce moyen celui de déraciner de leur sol natal toutes les anciennes maisons régnantes, et, bientôt après, de les anéantir sans bruit sur le sol étranger où il les avait transplantées.

Le nouveau roi d'Étrurie ne jouit pas long-

(1) Les Génois vinrent s'offrir un jour à Louis XII, qui, tout bon qu'il était, mais qui connaissait leur caractère inquiet et versatile, leur répondit : « Vous vous donnez à moi, et moi « je vous donne au diable. »

temps de sa couronne : il mourut deux ans après à l'âge de trente ans, non sans laisser le soupçon d'avoir été empoisonné ; soupçon qui n'était peut-être pas fondé, mais que semblait justifier la langueur dont le jeune prince avait puisé le principe dans un voyage qu'il avait été forcé de faire à Paris (1).

Sa femme, Marie-Louise de Bourbon, in-

---

(1) Quelque temps auparavant, le duc de Modène, Hercule Renaud d'Est, le dernier rejeton de cette illustre famille que chantèrent à l'envi les deux plus grands poètes de l'Italie, était mort dans les douleurs des plus affreuses coliques. S'il fallait chercher l'auteur de ces crimes, peut-être le trouverait-on dans le rapprochement de quelques autres victimes semblables. Les morts de Kléber en Égypte, de Desaix à Marengo, de l'amiral Villeneuve à Rennes, de Pichegru à Paris, de la famille entière du comte de Colloredo en Hongrie, de M. Palm, libraire à Nuremberg, de Mme. Benningsen à Zell....., furent généralement imputées à l'homme à qui les crimes ne coûtaient rien, et qui, suivant la belle expression de l'Écriture-Sainte, *buvait l'iniquité comme l'eau*..... Ne sait-on pas d'ailleurs que le capitaine Wright fut massacré au Temple, pour n'avoir pas voulu témoigner contre Moreau; que le comte Bunau, ministre saxon à Paris, fut empoisonné pour n'avoir pas voulu consentir au traité qui livrait la forteresse de Kœnigstein et les trésors qu'elle renfermait; que M. Azzara, ambassadeur d'Espagne en France, mourut subitement, et immédiatement après le refus qu'il avait fait de consentir au détrônement de son maître; que Toussaint-Louverture, amené sur la foi des traités, de St.-Domingue à Paris, fut conduit et étranglé dans le fort de Joux; que M. de Frotté, après la paix de l'Ouest, fut arrêté au sein de sa fa-

fante d'Espagne, nommée régente du royaume, et tutrice de son fils, resta sous la tutelle d'une forte garnison française que Buonaparte entretenait à Florence. Sa situation très précaire ne l'empêcha pas de résister avec beaucoup de fermeté à l'insinuation souvent répétée d'abdiquer. Elle crut que son tyran n'oserait jamais employer la force ouverte pour la chasser d'un pays dont ses droits, l'Autriche et l'Espagne garantissaient la souveraineté à son fils. Elle se trompait.

Le 25 novembre 1807, le ministre de France vint lui annoncer que la Toscane ne lui appartenait plus, et qu'il fallait l'évacuer sur-le-champ. Les persécutions, les menaces, les mauvais traitements que cette malheureuse princesse essuya dès ce moment et jusqu'à la chute du bourreau de sa famille, seraient trop longs à décrire, et n'entrent point dans notre plan (1).

Nous ne ferons qu'une remarque. On aurait lieu d'être aussi surpris que révolté de toutes ces misérables finesses, de tant d'outrages gra-

---

mille et fusillé; que le général Hoche, qui avait deviné le caractère et les desseins de Buonaparte, mourut juste au moment où celui-ci venait recueillir le fruit de ses campagnes d'Italie?.... Cette liste funéraire est longue, et pourrait être encore alongée.

(1) On peut consulter sur ce sujet les *Mémoires de la reine d'Étrurie*, écrits par elle-même, et traduits de l'italien par

tuits, et d'insultes sans motifs envers des femmes et des enfants, de la part d'un homme aussi puissant que l'était alors Buonaparte, si l'on ne savait qu'il avait trois sœurs et quatre frères qu'il voulait établir sur autant de trônes, et que, pour arriver à ses fins, il n'employait la force qu'après avoir échoué dans tous les genres de stratagêmes et de fourberies.

Il destinait depuis long-temps, et il donna alors la Toscane à sa sœur Elise, mariée au sieur Bacciochi, son compatriote, que, par une bizarrerie digne de tout le reste, il nomma gouverneur du même pays dont il donnait l'investiture à sa femme à titre de *grand fief de la couronne impériale.*

Le sénat, qu'il jugea à propos d'associer à la honte de cette nouvelle invasion, lui répondit, par l'organe de M. S... :

« Chaque année, chaque jour, V. M. nous appelle à donner le caractère de lois politiques à ces *hautes pensées* qui, toutes conçues et arrêtées d'avance par votre génie, étonnent avant leur développement, et toutefois ne semblent, lorsqu'elles l'ont reçu, que les conséquences successives et nécessaires du même système. »

M. Lemierre d'Argy, brochure qui a été publiée chez Chaumerot, libraire, dans le mois d'août 1814.

Je ne sais si l'auteur de ce galimathias métaphysique s'entendait lui-même en le prononçant, mais je suis bien sûr qu'il ne le relira jamais sans éprouver le vif regret d'être descendu si bas.

Tandis que ceci se passait en Toscane, le royaume de Naples était le théâtre d'autres scènes à peu près semblables. Buonaparte en chassait l'héritier légitime, pour en gratifier son frère *Joseph*.

Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, était, depuis douze ans, le jouet et la victime de la révolution française. Nul prince en Europe n'en paraissait plus à l'abri par la position géographique de son pays, et nul pays n'en souffrit davantage. Ses états, trois fois envahis par nos armées, avaient expié par le pillage, le meurtre et l'incendie, les torts du roi, qui, écoutant tour à tour les conseils énergiques de sa femme, et ceux de sa faiblesse, n'avait jamais su prendre un parti décisif.

C'est dans les grandes crises, de la nature de celle-ci, qu'il faut délibérer long-temps avant que d'embrasser un parti, mais une fois pris il faut le suivre, quels qu'en soient les suites et les dangers. Un prince doit savoir vivre avec honneur, ou mourir : autrement, ses peuples et lui tombent sans gloire, et finissent par deve-

nir la proie du premier occupant. Nous allons en voir une nouvelle preuve.

Ferdinand n'avait pas vu, sans effroi, le nouveau roi d'Italie s'emparer successivement de Gênes, de Parme, de Florence; l'orage s'approchait de lui. Deux ans plutôt il eût pu l'éviter en s'unissant franchement avec les Anglais ou avec les Autrichiens; mais la crainte de livrer ses forteresses et de se livrer lui-même à ses alliés, ne lui fit prendre que des demi-mesures de résistance, en cas d'attaque de la part des Français. Il se contenta d'ouvrir ses ports aux Anglais.

A l'époque où nous sommes arrivés, l'Autriche était hors d'état de le secourir. Les Anglais n'avaient point d'armée de terre à lui offrir (1). Buonaparte saisit cette occasion pour faire marcher une des siennes sur sa capitale; et, suivant sa noble coutume, il jeta le masque de la modération quand il vit qu'il n'avait plus rien à déguiser.

«Soldats, disait-il à son armée, depuis dix ans j'ai tout fait pour sauver le roi de Naples,

(1) Les Russes et les Anglais avaient débarqué à peu près trois mille hommes à Naples; Buonaparte jeta les hauts cris à cette nouvelle, et prétendit que ce débarquement était une trahison et une infraction des traités. Ce fut là ce qui servit de prétexte à sa déclaration de guerre; mais qu'avait-il besoin de prétextes?

il a tout fait pour se perdre. Trois fois je lui ai pardonné ses trahisons. Pardonnerai-je une quatrième fois? Me fierai-je une quatrième fois à une cour sans foi, sans honneur et sans raison? Non. *La dynastie de Naples a cessé de régner. Son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne.* Soldats, marchez; montrez au monde de quelle manière nous punissons les parjures : ne tardez pas à m'apprendre que *l'Italie toute entière est soumise à mes lois....* Mon frère marchera à votre tête; il connaît mes projets, il est dépositaire de mon autorité. »

Ce frère, dépositaire de ses projets et de son autorité, n'avait accepté sa mission qu'à contre cœur. Il n'avait ni goût pour les armes, ni le talent de régner. (1) Il entra dans la ville de Naples en tremblant, fit une proclamation timide dans laquelle il répéta ce que son frère

(1) La nature avait donné à Joseph Buonaparte des goûts simples et ne l'avait pas destiné à jouer un rôle politique sur la scène du monde. Il aimait le plaisir et craignait la représentation. Lorsqu'après la bataille de Marengo, le premier Consul voulut créer prématurément le royaume d'Italie, il en offrit la couronne à son frère Joseph; mais celui-ci, plus effrayé que flatté d'une offre si magnifique, la refusa positivement, et consigna son refus dans une lettre, curieuse, qu'on peut lire dans nos *Pièces Justificatives*, n°. 2.

avait dit : que *la dynastie de Naples avait cessé de régner ;* il nomma des ministres, parut s'occuper un moment des soins du gouvernement, que bientôt après il abandonna à MM. Salicetti, ministre de la police ; Rœderer, ministre des finances, et Miot, ministre de la guerre.

Le Pape fut invité, par l'empereur, à le couronner, et s'y refusa avec fermeté : le temps des concessions était passé, et le Saint-Père, qui en avait connu l'abus et l'inutilité, répondit à l'empereur : « Que Ferdinand IV, souverain légitime de Naples, étant plein de vie, et n'ayant point abdiqué, il ne pouvait ni ne devait couronner le prince Joseph, en qualité de roi de Naples, *sans être injuste et inconsidéré* (1). »

Immédiatement après l'invasion, Buonaparte fit publier la note suivante dans le *Moniteur* (25 décembre 1805) :

« L'ordre du destin est irrévocable. De trois filles de Marie-Thérèse, l'une a perdu la monarchie de France, l'autre la maison de Parme; la troisième vient de perdre Naples. *Une reine furieuse et insensée*, *une femme méchante et*

---

(1) Pourquoi le St.-Père n'avait-il pas fait la même réponse, lorsque Buonaparte l'avait invité à venir le couronner lui-même ? *Louis XVIII était plein de vie, et n'avait point abdiqué :* pouvait-il couronner l'usurpateur du trône de France, *sans être moins injuste et moins inconsidéré ?*

sans mœurs, *une nouvelle Frédégonde* est le présent le plus funeste que le ciel, dans sa colère, puisse faire à un souverain, à un époux, à une nation. »

Des injures aussi atroces, un style aussi grossier en parlant d'une femme, et d'une reine malheureuse qu'il venait de chasser de ses états, prouvent de sa part une lâcheté de caractère à laquelle nous ne connaissons rien de comparable dans l'histoire.

A côté de ce style digne des halles, on ne sera pas fâché de trouver un échantillon de celui de M. R. . ., lequel fut chargé, avec deux autres sénateurs, d'aller complimenter le nouveau roi sur son avènement au trône de Naples.

M. R..., parlant au nom de ses collégues, commença par féliciter le prince sur le bonheur qu'il avait de régner dans ces belles contrées, et ensuite le pays sur le bonheur d'être gouverné par un tel prince ; puis, exprimant les sentiments dont le sénat avait été pénétré, en apprenant cette nouvelle, il dit :

« Lorsque le sénat reçut le décret impérial qui reconnaît Votre Majesté roi de Naples et de Sicile, notre premier mouvement fut de joie et d'orgueil ; il nous semblait entrer en partage de vos nouvelles destinées.

» Mais lorsque la première impression eut cessé ; lorsque les sénateurs, rendus aux affec-

tions de l'homme privé, eurent quitté leurs sièges pour rentrer dans leurs foyers, ils se disaient tristement : *C'en est donc fait, il est perdu pour nous....!*

» Puisse la nation qui va vivre sous vos lois, Sire, connaître tout le prix du sacrifice que lui fait la France, et payer vos *vertus* d'un égal amour! Puisse Naples connaître bientôt, comme nous, les éminentes qualités qui vous distinguent, cette sagacité qui pénètre si avant dans les hommes et dans les choses, cette prudence qui prévoit de si loin, cette *sagesse qui fait une part si juste aux desseins de l'esprit et aux inclinations du cœur*, cette modération ferme, cette *douceur fière* qui s'allient si bien avec la force du caractère, etc... ! »

On ne fera certainement pas à ce discours les mêmes reproches qu'à ceux de l'empereur; mais on lui en fera peut-être d'une autre espèce, et qui appartiennent à la critique littéraire plus qu'à nos fonctions d'historien : le temps et les événements nous pressent.

Quand on veut suivre un homme aussi prodigieusement actif que Buonaparte, il ne faut jamais le perdre de vue, et par conséquent on ne peut accorder qu'un léger degré d'attention à tous les figurants de sa cour; nous allons rentrer avec lui dans l'intérieur.

CHAPITRE IV.

Camp de Boulogne.

Au milieu de ses plus brillants succès, comme de ses plus hardis forfaits, le tyran n'était jamais tranquille ; ses craintes et ses inquiétudes augmentaient avec son pouvoir, et par une juste disposition de la Providence, c'était dans l'excès même de ses torts qu'il trouvait toujours son premier châtiment.

Tandis que toutes les puissances de l'Europe fléchissaient ou tremblaient devant la sienne, l'Angleterre seule, avons-nous déjà dit dans la seconde partie de cet ouvrage, conservait une attitude menaçante, signalait toutes ses injustices, et troublait toutes ses jouissances ; la gloire et la prospérité de cette île lui étaient insupportables : c'était le vautour qui déchirait son cœur.

Ses familiers, ses courtisans, les princes et dignitaires de son empire, tous révolutionnaires comme lui, non seulement partageaient à cet égard ses opinions et sa haine, mais ils

faisaient tous leurs efforts pour la faire partager à la nation.

Lorsqu'ils étaient sujets des rois de France, ces patriotes fameux, que la révolution a fait sortir des musées, des librairies, des ateliers et du barreau, pour en faire des princes, des ducs, des comtes et des barons, admiraient à outrance la constitution anglaise; mais dès qu'ils eurent tiré de la poussière du *Contrat social*, de *Selden*, de *Marckmout-Needham*, et des pamphlets des *Levellers*, la doctrine de *la souveraineté du peuple* et de *l'égalité des droits*, ils abjurèrent leur anglomanie, et déclarèrent les Anglais en état de servitude.

Si l'épreuve qu'ils ont faite avec nous de leurs absurdes théories, a désabusé leur fanatisme, la force de la vérité est venue échouer contre une vanité qui n'avoue aucun repentir, contre l'insolente domination qui caractérise des ignorants dogmatiques, contre le besoin de détruire qui agite des coupables puissants, inventant des théories pour leurs crimes, et des crimes pour le succès de leurs théories, et toujours malheureux, tant qu'ils n'auront pas aboli la conscience du genre humain.

Ils enseveliraient, s'ils le pouvaient, l'Angleterre sous les eaux, pour prouver la supériorité de leurs vues, et pour effacer la honte de leurs bévues. Et voilà la cause de cette haine

implacable, qu'ils essayaient, mais en vain, de faire partager à la nation.

Avant la révolution, l'éducation, la politesse, les rapports personnels, la modération naturelle des sentiments, les liaisons civiles et une saine philosophie tempéraient l'activité des rivalités nationales.

Depuis lors, toutes les modifications ayant disparu, à la haine telle que peuvent la ressentir des hommes sans retenue comme sans éducation, se sont jointes une convoitise âpre et désordonnée des biens de la fortune, et les irritations de l'orgueil de nouveaux patriciens, offensés de ne pas recevoir assez d'hommages de leurs anciens camarades, et de ceux qu'ils ont dépouillés de leur ancienne fortune.

Tels ont été pendant quatorze ou quinze ans nos précepteurs de morale, nos maîtres en législation, nos oracles du goût, les seuls canaux enfin par où nous arrivaient les nouvelles doctrines politiques qu'on voulait nous faire adopter.

Buonaparte surtout détestait la constitution britannique, comme fondée sur la triple autorité d'un roi, d'une chambre des pairs, et d'une assemblée de propriétaires; il la détestait comme modèle des limitations du pouvoir monarchique, et comme un obstacle éternel à la tyrannie universelle qu'il se proposait d'établir; il la détes-

tait enfin comme une source de patriotisme, de force et de stabilité.

Il avait souvent permis à ses soldats le pillage de Londres, comme la dernière et la plus magnifique récompense de leurs services; tous les coups qu'il fut en son pouvoir de porter aux fabriques et au commerce de la Grande-Bretagne, il les tenta. Tous les moyens d'y introduire des divisions, et d'armer le parlement contre le ministère, le peuple contre le parlement, la multitude d'Irlande contre celle d'Angleterre, il les a cherchés et multipliés (1).

Il crut enfin que le moment de frapper ce qu'il appelait *le grand coup* était arrivé, il osa du moins s'en vanter avec la plus insolente confiance, et en même temps avec la plus ridicule emphase. Voici le manifeste qu'il fit insérer dans son journal officiel, et répéter dans tous les journaux de Paris. (Les 7 et 8 août 1805).

« *Il faut détruire Carthage*, répétait souvent

---

(1) Il entretint constamment des liaisons avec les *méthodistes*, fanatiques de nouvelle date, qui affectent une vie fort austère, mais qui, sous le voile de cette austérité, cachent des projets d'ambition fort dangereux. Ce fut par leurs mains que Buonaparte essaya plusieurs fois de mettre le feu à Londres, et fit brûler en effet les théâtres de *Cowent-Garden* et de *Drury-Lane*.

Caton dans le sénat de Rome; on ne vaincra jamais les Romains que dans Rome, disaient Annibal et Mithridate; le maréchal de Saxe disait aussi qu'on ne vaincrait jamais les Anglais que dans Londres. L'Anglais ne fut jamais plus faible que dans ses foyers: les Romains, les Saxons, les Danois, les Normands ont conquis la Grande-Bretagne; Louis VIII a été couronné roi à Londres: le chemin pour y arriver n'est pas plus difficile que le passage du Rhin, du Danube, de l'Adige et du Pô.

» Napoléon, vengeur des droits des nations et de l'humanité, veut punir les attentats d'un *infâme gouvernement* qui trahit la foi des traités, et qui, pour satisfaire son ambition, veut ensanglanter la terre et *détruire l'espèce humaine* (1).

» Napoléon s'arme de toute la puissance de la *grande nation*, et se prépare à passer les mers pour forcer Georges à accepter l'olivier de la

---

(1) Les Anglais qui veulent *détruire l'espèce humaine*, et Napoléon qui se donne pour le *vengeur de l'humanité*, sont deux images d'une justesse vraiment admirable, et faites pour être mises à côté l'une de l'autre dans un *Manifeste impérial*..... Il n'y a plus d'empereur en France, Dieu merci! mais il y a, sans qu'on s'en doute, beaucoup de gens qui ont retenu son style, qui regrettent ses images, et ont la bonhomie de répéter, après lui, que les Anglais veulent *détruire l'espèce humaine*.

paix. Ce *héros magnanime* n'a d'autre désir et d'autre volonté que de rompre les anneaux de cette chaîne qui garotte le commerce et l'industrie des nations. »

Ce manifeste de l'empereur fut appuyé de la présence d'une armée de deux cent mille hommes, qu'il réunit sur les côtes de la Manche, et d'environ trois mille bateaux, chaloupes, péniches, chasse-marées et canonnières, qu'il rassembla dans les ports de Boulogne, d'Etaples, d'Ambleteuse et de Calais.

Mais, malgré toute son extravagance, il sentait bien que ni son armée ni ses flotilles ne pourraient traverser la Manche, si elles n'étaient protégées par un nombre de vaisseaux de ligne suffisant pour écarter ou pour combattre les flottes que l'Angleterre ne manquerait pas d'opposer à son invasion. Et, en conséquence, il s'était arrangé pour avoir cette flotte dans les eaux de Boulogne vers le mois de juin 1805.

Elle devait se composer de soixante-quatre vaisseaux de ligne, savoir : vingt-huit vaisseaux français sous le commandement de l'amiral Villeneuve, dix-huit vaisseaux espagnols sous celui de l'amiral Gravina, dix vaisseaux hollandais sous celui de l'amiral Werrhuel, et huit vaisseaux danois.

Malheureusement pour lui la bataille de Trafalgar dérangea ces combinaisons, anéantit les restes de la marine française, et fit évanouir toute espérance.

Il était encore à Paris, quand il apprit la nouvelle de cette défaite, et il la savait quand il partit pour Boulogne : on conçoit la rage qu'il dut ressentir contre l'amiral Villeneuve, que, suivant sa coutume, il rendit responsable d'un événement qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher ; mais il ne serait pas aussi facile de la peindre.

Aucun journal français ne rendit compte de la bataille de Trafalgar; la police reçut les ordres les plus positifs de n'en pas laisser transpirer un seul mot ; quiconque eût osé en parler dans les salons, eût été dénoncé et traité comme un conspirateur : on n'en parla point; mais ce silence ne guérissait aucune blessure, et ne remplaçait point les vaisseaux de ligne que nous perdîmes, et dont l'absence devait faire manquer la descente en Angleterre (1).

---

(1) Ce ne fut que plus de deux mois après l'événement que l'*Argus* et des extraits de journaux anglais, rédigés dans les bureaux du ministère de la police de Paris, nous apprirent que les amiraux Villeneuve et Gravina avaient eu avec l'amiral Calder un engagement, dans lequel *celui-ci avait été*

Les opinions furent singulièrement partagées en Europe, comme en France, sur le succès éventuel de cette fameuse expédition, lors même que la flotte, battue sur les côtes d'Espagne, fût arrivée à sa destination.

Elle réussira, disaient les uns, et doit réussir, si tous les calculs de la prudence humaine ne sont pas trompeurs; d'abord les forces avec lesquelles on l'entreprend sont immenses, et le chef qui les commande n'a jamais rien épargné pour arriver à ses fins; ensuite les Anglais ne savent pas se défendre dans leur pays, soit que comptant beaucoup trop sur la mer qui les protège, ils aient toujours négligé l'art de fortifier leurs places, soit que la liberté, dont ils sont si jaloux, entretienne sans cesse le feu des factions qui appèlent et favorisent l'arrivée des étrangers. Enfin, les Français excités par l'amour de la gloire, et l'espoir du pillage, ne sont pas des hommes ordinaires, ce sont des diables qui escaladeraient le ciel, et qui franchiront la mer malgré toutes les escadres anglaises. Ils éprouveront des pertes, mais ne sont-ils pas en état de les supporter? Ces pertes sont prévues et calculées : « Je perdrai, a dit Buonaparte, une

---

fort maltraité. On ne pouvait porter plus loin le mépris de la nation et l'insolence du mensonge.

première, une seconde et une troisième division, je m'y attends, c'est un sacrifice nécessaire; mais la quatrième passera, et fera sauter le palais de Saint-James et la banque de Londres.»

La quatrième division ne passera pas plus que les trois premières, disaient les adversaires de l'expédition; aucune ne passera, parce qu'elles trouveront toutes les mêmes obstacles devant elles, et qu'elles échoueront toutes les unes après les autres devant ces obstacles insurmontables. Tous les genres de courage sont inutiles, et toutes les péniches du monde périront sous le feu des vaisseaux de ligne anglais; et quand quelques-unes de ces péniches arriveraient sur les côtes d'Angleterre, quand elles y transporteraient dix, vingt ou trente mille hommes, ce qui est tout ce qu'on peut accorder, que ferait cette faible armée contre la population entière de la Grande-Bretagne, qu'ont soulevée vos insolentes provocations et vos menaces indiscrètes? Les Anglais ne sont pas plus disposés que vous à se laisser piller, désarmer, assassiner par des brigands qui, sous le vain prétexte de les délivrer de la tyrannie de leur constitution, viennent les asservir au joug du tyran le plus farouche qui ait jamais ravagé la terre. Ils se défendront avec courage; ils vous repousseront dans la mer, et de toute cette expédition si

formidable, il n'en restera qu'un souvenir de honte éternelle pour ceux qui l'ont entreprise....

Quoi qu'il en soit de ces conjectures qui étaient, comme on le voit, plutôt une affaire d'opinion, que le résultat d'un calcul réfléchi, Buonaparte ne croyait plus lui-même au succès de son expédition depuis la perte de la bataille de Trafalgar; mais il feignait toujours d'y croire et d'y prendre le plus vif intérêt; il ne pouvait reculer sans se perdre de réputation, et peut-être même sans perdre la vie; son armée, furieuse, l'eût massacré s'il eût renoncé tout à coup à la descente, dont il ne cessait de l'entretenir depuis six mois; il avait encore un autre motif (dont nous parlerons plus bas), pour ne pas discontinuer ses préparatifs et ses manœuvres militaires.

Sa flotille et son armée de Boulogne avaient, au reste, une apparence capable d'éblouir encore les yeux de la multitude; l'armée se composait de deux cent mille hommes bien vêtus, bien nourris, bien exercés, et tous déterminés à le suivre partout où il voudrait les conduire; cent mille devaient s'embarquer à Boulogne, dix mille à Calais, vingt mille à Etaples, vingt mille à Ambleteuse; cinquante mille devaient rester au camp, comme armée de réserve.

Il y avait un autre corps de réserve de cent

cinquante mille hommes, disposés en échelons de Boulogne à Metz, et destinés à appuyer la descente, si elle avait lieu, ou à servir d'avant-garde à l'armée qui devait marcher contre l'Autriche, dans le cas où la guerre contre cette puissance éclaterait.

La flotille se composait d'environ trois mille bâtiments de toute grandeur, et de toute espèce, parmi lesquels on comptait quarante prames à trois mâts, qui portaient six canons de 36 à chaque bord, un à la poupe et l'autre à la proue, et devaient être montées par cent hommes chacune.

Il y avait sept cent cinquante canonnières à trois mâts et pontées, qui portaient douze pièces de 6 et quatre-vingts hommes de débarquement; deux cent soixante embarcations hollandaises destinées à transporter la cavalerie, les fourages et les munitions; le reste était composé de chaloupes et de bateaux plats armés de quatre pierriers à chaque bord, et montés par 50 hommes de débarquement.

Tout cela était en mouvement depuis trois mois, et tout cela présentait un coup-d'œil vraiment imposant.

Buonaparte avait cru devoir en augmenter l'éclat par sa présence; il était venu s'établir avec toute sa cour au milieu du camp; il y

donnait des fêtes, il passait des revues, il distribuait des récompenses; il n'épargnait aucun de ces étalages dont il possédait si bien le secret, et qui tendaient à éblouir et à tromper la multitude.

Il avait donné ordre à sa police de lui envoyer à Boulogne tous les Français qui savaient parler anglais, ou qui avaient des notions sur l'Angleterre: ce fut à cette époque qu'il nomma le général Clarke, Irlandais d'origine, secrétaire de son cabinet.

Il fit venir au camp les acteurs du théâtre du Vaudeville; M. Barré fut nommé directeur de cette troupe, et son brevet portait : *Directeur de la troupe du Vaudeville à Londres* (1).

Il y fit venir des savants de l'Institut, des poètes, des journalistes, des imprimeurs, des négociants et des banquiers, qui tous devaient le suivre à Londres, et y former des établissements. Buonaparte se moquait intérieurement de leur crédulité, et l'encourageait publiquement.

---

(1) C'est dans le même esprit de jactance, que depuis, et lors de l'expédition de Moscou, il envoya l'ordre à Paris de faire frapper une médaille qui portait d'un côté l'image de Napoléon, avec cette inscription : *Napoléon, empereur de France et czar de Russie ;* et de l'autre pour exergue : *Dieu dans le ciel, et Napoléon sur la terre.*

Cependant il faisait embarquer du biscuit, des chevaux et des troupes; lui même s'embarqua un matin sur un de ces bateaux plats qu'on nommait *péniches;* la *coquille de noix* chavira et l'empereur but de l'onde amère, et faillit périr avec tous ceux qui l'accompagnaient.

Un autre jour il donna ordre à cent de ces péniches de sortir du port pour aller combattre une *flotte anglaise* qui se tenait à l'ancre à trois milles du port; *cette flotte* se composait d'un vaisseau de ligne, et de trois frégates: l'escadrille française sortit en bon ordre, se tint à une distance respectueuse de l'ennemi, fit un feu continuel pendant huit heures, et rentra fièrement au port; les Anglais ne bougèrent pas, et ne tirèrent pas un seul coup.

Quelques jours après, le *Moniteur* rendit compte de ce combat naval d'un nouveau genre, en ces termes:

« Le capitaine de vaisseau Moras, commandant une escadrille de cinq prames, trente canonnières et quarante péniches, s'est porté sur la croisière ennemie à plus de deux lieues en mer. Le combat s'est engagé à la vue de toute l'armée; les vaisseaux ennemis ont reçu un grand nombre de boulets à bord, et ont pris

le parti de se retirer; l'alarme a été générale sur toute la côte d'Angleterre. »

Cependant l'Autriche et la Russie avaient conclu avec l'Angleterre un traité, dont l'objet immédiat était l'indépendance de l'Allemagne, de la Suisse, de la Hollande et de l'Italie. M. de Novosiltzoff vint à Paris avec l'ordre de son maître d'en communiquer les principaux articles à Buonaparte, et de négocier avec lui sur le même pied (1). Il n'était plus temps: Buonaparte connaissait parfaitement ce traité; il avait dans tous les cabinets de l'Europe des hommes qui lui étaient vendus, qu'il payait fort chèrement et qui l'instruisaient exactement de tout ce qu'il avait besoin de savoir. Ce fut, pendant dix ans, un de ses plus grands moyens de succès en guerre comme en diplomatie, et nous sommes forcés d'entrer ici dans quelques détails nécessaires, et peu connus. M. de Novosiltzoff fit un voyage inutile en France; il ne put parvenir jusqu'à Buonaparte, qui, par son refus de le voir, lui fit entendre suffisamment qu'il était mécontent de son maître.

Il l'était bien davantage de l'Autriche, dont il connaissait les dispositions et les armements;

---

(1) *Cabinet secret.*

mais pour la tromper sur les siens et l'entretenir dans une sécurité dangereuse, il fit écrire à Vienne, par le comte de Cobentzel (1), qu'il n'y avait rien à craindre, pour l'Allemagne, des armements de la France; que l'armée de Boulogne s'embarquerait infailliblement; que toute l'armée autrichienne pouvait se porter en Italie, et qu'il fallait profiter du moment où il n'y avait pas trente mille hommes de troupes étrangères dans ce pays, pour le reprendre, et en chasser tous les Français.

Dans le même temps il fit insérer, dans la gazette officielle de la Haye (20 juillet 1805), l'article suivant :

« Napoléon ne peut plus différer l'exécution de son grand plan; il fera partir l'expédition destinée à envahir l'Angleterre, et forcera cette puissance à faire une paix séparée avant que les puissances du continent puissent se

---

(1) M. le comte Philippe de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche à Paris, était, par on ne sait quel motif, un des plus grands admirateurs de Buonaparte, et par conséquent un des hommes les moins propres à défendre les intérêts de son maître; il ne cessait d'écrire à sa cour que celle de France était, à son égard, dans les dispositions les plus pacifiques. Il ne faut pas le confondre avec son cousin, M. le comte Louis de Cobentzel, qui pensait bien autrement et de Buonaparte et de ses projets.

joindre au traité. Napoléon a prévu la possibilité d'un grand et soudain changement dans les dispositions des puissances du continent, et il a résolu de les prévenir, en leur portant un coup auquel elles ne sont pas préparées. »

Ce fut en conséquence de ces avis perfides, que l'Autriche arrangea son plan de campagne, et envoya en Italie ses meilleures troupes sous le commandement de son meilleur général, l'archiduc Charles.

Cependant il (Buonaparte) ne voulait pas laisser croire qu'il ignorât complètement les projets qui se tramaient contre lui ; il laissait même échapper de temps en temps des propos d'humeur contre l'Autriche. En passant ses troupes en revues, il les haranguait et leur rappelait les exploits de *Marengo* et de *Hohenlinden*. Il fit refuser au comte de Stahremberg, ministre de la cour d'Autriche à Londres, la permission de séjourner à Paris ; il fit arrêter par sa police un conseiller aulique, par représailles, disait-il, de ce qu'on avait arrêté en Allemagne des *agents commerciaux* (des espions de police).

Dans la vérité, il voulait piquer l'Autriche sans avoir l'air de l'attaquer; il voulait la pousser à commencer les hostilités, et que l'aggression parût venir entièrement de sa part : il voulait enfin prendre à nos yeux le caractère

de la modération, lorsqu'il n'était réellement conduit que par un esprit de fureur, de vengeance et d'ambition.

Lorsque tout fut ainsi préparé, et après s'être assuré du roi de Prusse (1), par ses moyens ordinaires, il leva soudain son camp de Boulogne, et l'armée des côtes prit à grandes journées la route de l'Allemagne.

(1) La France entretenait une nuée d'espions à Berlin, et payait 5 millions de subsides au roi pour le prix de sa neutralité. On voit que Buonaparte restituait, par des voies souterraines, les sommes énormes qu'il enlevait à l'Europe par ses contributions de guerre.

CHAPITRE V.

Première guerre d'Autriche, bataille d'Austerlitz.

Le cabinet d'Autriche avait épuisé toutes les ressources de la modération et tous les genres de patience, lorsqu'il se détermina à signer, avec l'Angleterre et la Russie, le traité d'alliance dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Buonaparte affecta autant de surprise que de mécontentement, en apprenant officiellement cette nouvelle qu'il savait avant tout le monde, et qui comblait tous ses vœux.

Il était à Boulogne ; il accourut à Paris, et, dès le lendemain, il se rendit en grand cortége au sénat, où tout était préparé d'avance pour le recevoir, et où tous les rôles étaient distribués et bien appris pour la comédie qu'on allait y jouer.

Le ministre des relations extérieures commença par lire un long *exposé de la conduite réciproque de la France et de l'Autriche, depuis la paix de Lunéville.* C'était, d'un bout à l'autre, un tissu de mensonges et de bravades,

fabriqué depuis long-temps, revu, corrigé et augmenté depuis huit jours, et dans lequel l'orateur, inspiré par son maître, et affectant ce ton d'hypocrisie qu'il savait prendre quelquefois, manifesta un profond chagrin d'être obligé de reprendre les armes, lorsqu'il ne soupirait qu'après les douceurs de la paix; vantait les immenses sacrifices qu'il avait faits pour l'obtenir, accusait l'Autriche d'une ambition démesurée, d'une perfidie sans exemple, d'invasions renouvelées tous les jours, et notamment *d'avoir acquis, sur le lac de Constance, l'île de Mesnau*, dans laquelle elle pouvait établir, à peu de frais, un jardin anglais aussi grand que celui de Mousseaux.

« Toute explication ultérieure, ajouta le ministre, étant désormais impossible, la voie des armes est devenue la seule compatible avec l'honneur. L'empereur, obligé de repousser une injuste aggression, qu'il s'est vainement efforcé de prévenir, a dû suspendre l'exécution de ses grands desseins; il a retiré des bords de l'Océan ces vieilles bandes tant de fois victorieuses, et il marche à leur tête: il reviendra victorieux. »

Quand le ministre eut achevé de parler, l'orateur bannal du conseil-d'état appuya, confirma, développa, par tous les moyens de

sa rhétorique ordinaire, les espérances de gloire et de succès que *l'autre* n'avait laissé qu'entrevoir.

« J'en atteste, sire, s'écria-t-il, et cette marche de votre armée des côtes de l'Océan aux rives du Rhin, et le vœu de ces conscrits que vous appelez sous vos drapeaux, et le noble sentiment de toute la France: vous reviendrez victorieux et vengé (1). »

Après ces discours, l'empereur prononça le sien, et dit :

« Sénateurs, je vais quitter ma capitale pour me mettre à la tête de mes armées: j'espérais encore la paix, il y a peu de jours, mes espérances se sont évanouies. L'armée autrichienne a passé l'Inn; Munich est envahi, l'électeur de Bavière est chassé de ses états: je gémis du sang qu'il en coûtera à l'Europe; mais le nom Français en obtiendra un nouveau lustre.

» *Français, votre empereur fera son devoir, mes soldats feront le leur, vous ferez le vôtre.* »

---

(1) On est étonné aujourd'hui comment, avec trois ou quatre phrases de cette espèce, retournées de deux ou trois manières, de l'audace et une voix sonore, on acquérait, dans ce temps-là, une réputation d'homme d'état, une grande fortune et des places éminentes. L'étonnement cesserait, si on voulait se donner la peine d'étudier la fable du *Corbeau et du Renard.*

Cette dernière phrase parut admirable, fut répétée par tous les échos de la France, et devint le refrain de tous les discours et de toutes les chansons du temps.

Le sénat ne pouvant trouver dans la langue de termes pour exprimer les sentiments de reconnaissance d'amour et d'admiration qui l'agitaient dans ce moment, prit le parti de décréter par acclamation, *que tous les Français sans exception avaient résolu de répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour venger l'outrage qu'une aggression aussi inattendue faisait à leur empereur.*

Un pareil décret aurait dû mettre toute la nation en mouvement, elle ne bougea pas; les ministres furent obligés d'écrire à tous les administrateurs de leur département des lettres circulaires et pressantes, à l'effet de réchauffer leur zèle pour la conscription, et de leur prescrire les mesures de rigueur qu'ils devaient prendre, si leur amour pour l'empereur n'entraînait pas tous les jeunes gens sur ses traces.

Le grand-juge écrivit aux procureurs-généraux : « Pour assurer la plénitude et la durée de nos succès, il faut que tout s'enflamme du saint amour de la patrie; guerriers, magistrats, citoyens, nous devons tous, par un commun effort, contribuer autant qu'il est en

nous à soutenir la plus juste des guerres; pressez donc et surveillez exactement la levée des conscrits: *votre empereur fera son devoir, les soldats feront le leur, vous ferez le vôtre.* »

Le ministre de l'intérieur écrivit aux préfets :

« La guerre sera vive; *l'homme du siècle* guide nos phalanges à la victoire ; il a fait un appel à l'honneur français, l'honneur parlera avec force à tous les cœurs. Appelez, pressez les conscrits, encouragez le zèle de ceux qui se montrent prêts à obéir à la loi; déployez contre les autres toutes ses rigueurs : *votre empereur fera son devoir, les soldats*, etc. »

Le ministre des finances écrivait aux receveurs-généraux : « La guerre se rallume sur le continent ; l'empereur marche à la tête d'une armée formidable, l'honneur des aigles françaises sera bientôt vengé. Ceux dont les enfants sont appelés à l'honorable devoir de défendre leur pays, doivent presser leur réunion à leurs émules dans cette glorieuse carrière : *votre empereur fera son devoir*, etc. »

Il n'y eut pas jusqu'au ministre des cultes qui ne crût devoir joindre sa voix, ordinairement si pacifique, à ce concert de voix guerrières; il écrivit aux cardinaux, évêques et archevêques français : « C'est à votre zèle,

Monsieur, à développer dans votre diocèse ces affections généreuses, et ce dévouement héroïque qui distinguent notre nation; c'est la patrie, c'est l'empereur, c'est la religion même qu'il s'agit de défendre; qu'une sainte émulation embrâse à votre voix tous les cœurs ! Qu'on se dispute l'honneur de servir sous celui qui a rétabli le culte de nos pères: *votre empereur fera son devoir*, etc..... » C'était le refrain général.

Le moyen de résister à tant et de si puissantes sollicitations ! Tandis qu'on levait de toutes parts des troupes et de l'argent pour satisfaire aux ordres des ministres, les vieilles bandes s'avançaient rapidement en Allemagne. D'après un état qui paraît exact, et qui fut publié dans la gazette de Francfort, en date du 21 septembre 1805, voici celui de nos forces à cette époque :

L'armée de Boulogne qui s'avançait sur le Rhin, était de deux cent dix mille hommes; celle de l'Italie de cent vingt-deux mille.

Nous en avions une de vingt-cinq mille en Hollande, une autre de vingt-cinq mille dans le Hanovre, et cent soixante mille conscrits étaient sur le point d'augmenter cette masse imposante; le tout devait former au mois d'octobre un état militaire de cinq cent quarante

mille hommes sur pied, divisés en dix grands corps d'armée, et commandés par des généraux exercés, accoutumés à vaincre, et dirigés par un chef suprême à qui les sacrifices d'hommes et d'argent ne coûtaient rien pour arriver à ses fins.

La campagne s'ouvrit sous les auspices de la ruse et de la mauvaise foi; tous les territoires neutres furent violés; à Bade et à Stuttgard, on força les hôtels des ministres d'Autriche, de Suède et de Russie, et on enleva tous leurs papiers; le palais même de l'électeur de Wittemberg fut pillé.

Une armée française traversa violemment le territoire de Bayreuth, pour se rendre en Hanovre. L'Europe crut un moment que cette violence allait jeter le roi de Prusse dans le parti des alliés; et, dans ce cas, Buonaparte pris à revers, eût été infailliblement perdu; mais on se trompa: le roi de Prusse gagné, trompé ou intimidé, resta froid spectateur et de la violation de son territoire et de la dévastation de l'Allemagne, et mérita, par cette conduite, le sort qu'il subit peu de temps après.

Cependant la grande armée s'avançait rapidement dans le cœur de l'Allemagne, et arriva, sans livrer de combats importants, devant la ville d'Ulm, que défendaient un camp retran-

ché et quarante-cinq mille hommes sous le commandement du général Mack.

Il était naturel de penser qu'une position militaire si formidable dût arrêter, au moins pendant quelques jours, et les forces et l'impétuosité des Français; vaines conjectures! le camp et la ville furent emportés en vingt-quatre heures, et une armée entière fut faite prisonnière de guerre.

On ne sut comment expliquer cette étrange capitulation; les uns dirent que le général Mack avait été trahi par les siens; d'autres assurèrent qu'il n'était lui-même qu'un traître; ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il fut malheureux, et que s'il avait été un traître, il n'eût pas attendu, il n'eût pas provoqué le jugement du conseil de guerre qui le condamna à une détention perpétuelle dans une forteresse.

Nous remarquerons à cette occasion, qu'on a beaucoup parlé de trahison dans cette campagne: pour expliquer les étonnants succès de Buonaparte, on a eu recours, tantôt à ses intelligences dans le cabinet d'Autriche, et tantôt à l'or qu'il répandit à pleines mains dans les camps ennemis; je crois que c'est une erreur. Avec un peu plus d'attention, il eût été facile de trouver la solution du problême que l'on cherchait, dans la différence même

des deux gouvernements qui étaient en guerre.

Le conseil aulique était composé d'hommes fidèles et instruits, mais affaiblis par l'âge, et opiniâtrément attachés à leurs vieilles pratiques, et à leurs systêmes de routine.

Le conseil des Tuileries était conduit par un chef révolutionnaire, entreprenant, absolu et dans la vigueur de l'âge.

Les généraux de l'armée autrichienne ne connaissaient ni les vues, ni les plans, ni les secrets de leur cabinet. Buonaparte était l'ame du sien ; il nommait et dirigeait ses ministres et ses généraux : il exécutait lui-même ce qu'il avait conçu.

On se tromperait d'ailleurs essentiellement, si on attribuait ses succès militaires à la supériorité de son génie ; un général d'un talent médiocre, avec les hommes que Buonaparte conduisait, avec les capitaines que Pichegru et Moreau avaient formés, avec les avantages que la révolution avait mis entre ses mains, aurait obtenu les mêmes avantages, et en aurait mieux profité.

Je ne doute point qu'il n'ait entretenu beaucoup d'espions dans les cabinets étrangers, qu'il n'ait acheté beaucoup de secrets, qu'il n'ait suborné beaucoup d'agents ; mais je pense qu'il faut aller chercher ces traîtres parmi les

valets et les commis subalternes, et non parmi les ministres et les généraux de l'Autriche.

La veille de la bataille d'Ulm, Buonaparte, toujours fanfaron, avait dit à ses soldats : « La journée de demain sera plus brillante et plus célèbre que celle de Marengo. »

Le lendemain il leur dit : « Soldats de la grande armée, nous avons fait une campagne en quinze jours ; vous ne vous arrêterez pas là : cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons *l'exterminer.* »

Propos d'un soldat ivre dans un corps-de-garde. Il répétait ces mêmes extravagances dans ses *bulletins de la grande armée*; dénomination que, par parenthèse, il inventa pour exalter l'enthousiasme de ses troupes, et entretenir la crédulité de ses sujets, et qu'il employa pour la première fois dans cette campagne.

On sait comment il fabriquait ces bulletins. Ecrits dans sa tente ou dans son cabinet par le chef de son état-major, ils étaient vus et corrigés par lui, puis revus et corrigés encore par M. l'archi-chancelier, auquel on les adressait; puis encore revus et corrigés dans les bureaux du ministre de la police, chargé de les envoyer aux journaux.

C'était après avoir subi cette triple épreuve,

qu'on *daignait* les publier à Paris, et nous apprendre, par ce moyen, les grandes victoires que nous remportions sur tous les points de l'Europe, victoires qui coûtaient toujours à l'ennemi quatre fois plus de monde qu'il n'en avait perdu, et à nous quatre fois moins.

Buonaparte connaissait bien le peuple français et le peuple en général; on savait, on disait partout qu'il était de mauvaise foi, qu'il n'y avait pas un mot de vérité dans ses bulletins; il était même passé en proverbe de dire *menteur comme un bulletin.*

Hé bien! on les attendait avec impatience, on les lisait avec avidité, on y croyait sans s'en douter. Bizarrerie de l'esprit humain!

Lorsque l'armée française fut arrivée aux portes de Vienne, elle se trouva arrêtée par le prince d'Auersberg, qui défendait la tête du pont du Danube; il n'était pas aisé de le forcer, et il était dangereux de rester dans cette position: la ruse vint au secours de la force. On parlementa; le général Murat, qui commandait l'avant-garde, demanda une entrevue au prince, lui dit que trop de sang avait coulé, et jura qu'un armistice était signé. Le prince se fiant trop légèrement à cette déclaration, négligea des précautions; le pont fut enlevé, et les Français entrèrent dans la ville.

François II l'avait évacuée peu de jours auparavant, et s'était retiré à Brunn en Moravie, avec une partie de son armée. Ce fut là qu'il fut joint par l'armée russe, que l'empereur Alexandre commandait en personne; et ce fut là que se donna la bataille décisive qui termina cette campagne et la guerre.

Il n'y a peut-être rien au monde de plus imposant que le spectacle de ces grandes batailles qui doivent décider du sort des empires; c'est en vain que la philosophie en blâme sévèrement les motifs; c'est en vain que l'humanité pleure amèrement sur leurs effets, l'imagination subjuguée porte des regards avides sur cette immensité d'hommes qui vont s'égorger pour une cause qui leur est étrangère, et qui, mus par une seule volonté, vont déployer tout ce que la valeur a de plus brillant, tout ce que la prudence a de plus consommé, tout ce que le génie a de plus hardi, tout ce que la science humaine a recueilli d'observations; du moins telle est l'idée qu'on s'en forme: on admire, on reste en extase; et la gloire, *cette grande erreur de tous les siècles*, suivant l'expression d'un orateur chrétien; *ce prestige qui étonne, trouble et domine la raison*; *ce fantôme chargé de palmes et de deuil, tour-à-tour objet d'idolâtrie et d'exécration*,

d'enthousiasme et d'horreur (1), nous sommes tous tacitement convenus d'en faire le prix d'une victoire qui n'est souvent due qu'au hasard.

Le 2 décembre 1805, les deux armées se trouvèrent en présence, dans les plaines de Brunn, qu'il a plu au vainqueur de nommer *plaines d'Austerlitz* (2), l'armée française, forte de cent quarante mille hommes, celle des ennemis de cent vingt-cinq; savoir : quatre-vingt-quinze mille russes, et trente mille autrichiens.

La veille au soir, il était échappé à Buonaparte de dire, en considérant ses nombreux bataillons sous les armes, *voilà la plus belle soirée de ma vie;* mais s'apercevant aussitôt de l'impression fâcheuse que ce mot, digne de Néron, avait produite sur quelques officiers de son état-major, il crut devoir en corriger l'effet, en ajoutant d'un ton hypocrite : Mais je regrette de penser que je perdrai demain un bon nombre de ces braves : je sens

---

(1) *Oraison funèbre de Marie-Thérèse*, par M. de Boismont.

(2) Le nom de cette bataille a été le sujet d'une grave et longue délibération ; on la nomma d'abord la *bataille des trois empereurs*, puis celle de l'*anniversaire*, puis celle de *Brunn*, puis enfin la *bataille d'Austerlitz*.

au mal que cela me fait, qu'ils sont véritablement mes enfants. »

Il fit lire à la tête de chaque bataillon la proclamation suivante :

» Soldats, l'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm. Ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollebrun ; les positions que nous occupons sont formidables, et pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc.

» Soldats, je me tiendrai loin du feu, si avec votre bravoure accoutumée vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis ; mais si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups.

» Que, sous prétexte d'emmener les blessés, on ne dégarnisse pas les rangs. Cette victoire terminera notre campagne, et la paix qui la suivra sera digne de vous et de moi. »

Signé, NAPOLÉON.

Le maréchal Soult commandait la droite, le maréchal Lannes la gauche, le maréchal Bernadotte le centre, le prince Murat la cavalerie ; l'empereur avec son fidèle compagnon le maréchal Berthier, *se trouvait en réserve.*

L'armée impatiente de combattre, bivouaqua toute la nuit, et à huit heures du matin le feu commença des deux côtés ; à neuf heures, une canonnade épouvantable s'engagea sur toute la ligne : deux cents pièces de canon de part et d'autre, faisaient un vacarme affreux ; on se rapprocha, on se battit à la bayonnette avec un extrême acharnement. Les succès furent long-temps balancés ; la garde impériale française fit des prodiges de valeur contre la garde impériale russe qui, non moins brave, fut repoussée quatre fois, et quatre fois revint à la charge.

Le maréchal Lannes, surnommé le *brave des braves*, paya plusieurs fois de sa personne, et rallia lui-même ses bataillons mis en désordre. Le général Saint-Hilaire fut blessé dès le commencement de l'action. L'action durait depuis six heures, sans qu'on pût dire encore de quel côté penchait la victoire, lorsque l'empereur Alexandre, qui ne sacrifiait pas les hommes avec la même légèreté que Buonaparte, fit ordonner la retraite, qui fut faite en bon ordre, lentement, et de manière à laisser croire que la bataille n'était que suspendue.

Le champ de bataille nous resta, couvert de quarante mille morts, parmi lesquels il y avait quinze mille Français.

En parlant de cette horrible boucherie, dans son trentièmebulletin, Buonaparte disait : » Le cœur saigne à la vue de ce vaste cimetière : puisse tant de sang versé retomber sur les perfides insulaires qui en sont la cause ! Puissent les lâches oligarques de Londres porter la peine de tant de maux ! »

Si on demande ce que *les lâches oligarques de Londres* avaient de commun avec la bataille d'Austerlitz, nous répondrons hardiment, rien ; mais l'auteur véritable de cette guerre, et de tous les maux qu'elle entraîna, croyait en imposer à l'univers par cette affectation de sensibilité, et par ses déclamations éternelles contre les Anglais, qu'il aurait bien voulu rendre responsables de ses fureurs, de ses crimes et de toutes les larmes qu'il coûtait à l'humanité.

Les généraux d'Alexandre tinrent, pendant la nuit, un conseil dans lequel il fut résolu qu'on recommencerait le combat le lendemain; cette décision, approuvée par Alexandre, fut communiquée à l'empereur d'Autriche, qui recula d'effroi, déclara qu'il n'y pouvait consentir, et fit demander en même temps une entrevue au vainqueur ; elle lui fut accordée sur-le-champ.

« J'attends de vous, mon frère, lui dit Buo-

naparte, sans autre préambule, que vous signerez cette nuit un armistice. »

François II hésita, et balbutia le nom *d'Alexandre.* — « Alexandre, reprit brusquement Buonaparte, fera ce qu'il voudra; je sais qu'il se propose de recommencer la bataille demain, je l'attends; mais je dois vous dire que sa cause n'est plus la vôtre: signez l'armistice, ou je vais donner l'ordre de brûler Vienne, et toutes les villes de vos états dont je suis maître. »

A cette terrible menace, que son barbare vainqueur n'était que trop disposé à exécuter, François II pâlit, et signa tout ce qu'on voulut.

Quand Alexandre apprit cette nouvelle, il plaignit sincèrement son malheureux allié; et ne voulant pas l'exposer à de plus grands malheurs, en prolongeant une guerre que, dans le fait, il n'avait entreprise que pour sa cause, il se retira avec son armée, mais sans vouloir entendre parler d'aucun accommodement avec le vainqueur d'Austerlitz.

On a imprimé dans les journaux de Paris que le général Savary avait obtenu de l'empereur de Russie une entrevue, au nom de son maître, et que dans l'entretien qui s'en était suivi, Alexandre avait fait un éloge pompeux de Buonaparte....

Cette historiette est tout-à-fait controuvée,

comme la plupart de celles qui enrichissent tous les matins les journaux de Paris ; et de plus elle a été démentie formellement et d'une manière un peu sèche, dans le *Correspondant de Hambourg.*

« *Le fait est faux*, dit le journaliste allemand, et prouve peu d'esprit de la part de ceux qui l'ont inventé.

» Est il croyable que l'empereur de Russie se soit étendu en éloges pompeux sur le compte de l'homme qui, dans le mois de juillet précédent, avait rempli les feuilles françaises d'injures grossières contre lui et ses sujets, qui avait traité ceux-ci *d'hommes sauvages et féroces, incapables d'aucune civilisation, ineptes aux sciences, à la guerre et à tous les arts ;* qui avait dit de leur souverain, que *c'était un jeune insensé, en qui l'esprit et le génie n'avaient point devancé l'expérience.* »

On ne concevrait pas cet oubli de toutes les bienséances de la part d'un homme qui a joui pendant quatorze ans d'un si grand pouvoir, et d'une si grande célébrité pendant vingt ans, si l'on ne savait que cet homme, porté des dernières classes de la société, où il était né, dans les premières qu'il redouta toujours, n'en voulut jamais prendre ni le style, ni les habitudes, ni les manières; il parlait des souverains

comme on en parlait à la convention et dans les comités révolutionnaires; il ne se doutait pas qu'étant devenu souverain lui-même, le ton grossier avec lequel il traitait ses illustres collégues, rejaillissait sur lui-même avec d'autant plus de force, que chacun pouvait dire et disait : *C'est son ton naturel; naturam expellas furcâ*, etc....

Le 26 décembre 1805, c'est-à-dire trois semaines après la bataille d'Austerlitz, François II et Buonaparte signèrent à Presbourg un traité par lequel le premier reconnaissait le second en qualité de roi d'Italie, et lui cédait les états de Venise, de Parme, de Plaisance, de Florence, de Gênes; reconnaissait les électeurs de Bavière et de Wittemberg en qualité de rois, indépendants de l'empire Germanique; cédait au roi de Bavière la ville impériale d'Ausbourg et le margraviat de Brisgaw...

Par ce traité, que dicta l'orgueil et que la faiblesse souscrivit, l'Autriche perdait toute sa considération en Allemagne, et son influence sur la confédération germanique; Buonaparte la dépouillait peu à peu de toutes ses prérogatives et la mettait insensiblement hors d'état de résister aux bouleversements qu'il se proposait d'opérer très prochainement dans l'antique constitution de l'Empire.

Il fallait ou que le cabinet autrichien fût bien aveugle, s'il ne voyait pas, avec tout le monde, cette marche évidente de son plus grand ennemi, ou bien dépourvu de toute espèce d'energie, si, en la voyant, il ne s'ensevelissait pas sous les ruines de la monarchie, plutôt que de se laisser entraîner par elle et avec elle.

Après avoir obtenu par les armes et par ses négociations tout ce qu'il pouvait désirer, Buonaparte fit de très tendres adieux aux habitants de Vienne, prétendit qu'ils devaient lui savoir gré de tout le mal qu'il pouvait leur faire pendant qu'il était maître de leur ville, et qu'il ne leur avait pas fait, et partit pour Paris.

Il s'arrêta quelques jours à Munich, où l'on célébra, pendant ce temps-là, le mariage d'Eugène Beauharnais son fils adoptif avec la princesse Auguste Amélie, fille de l'électeur de Bavière : ce fut là le premier exemple de ces mésalliances qu'il désirait avec tant d'ardeur, qui étaient si nécessaires à ses vues secrètes, qui ont scandalisé l'univers, et causent aujourd'hui de si grands embarras au congrès de Vienne (1).

---

(1) L'auteur écrivait ce paragraphe le 4 novembre 1814.

Buonaparte arriva de nuit à Paris, le 29 janvier 1806, après une absence de cinq mois. Nous allons voir quelle fut sa conduite dans l'intérieur.

CHAPITRE VI.

Sa conduite dans l'intérieur.

Ce n'était pas sans dessein qu'il arrivait de nuit à Paris; il calculait tout ce qui pouvait augmenter sa gloire et son influence, et il voulut se donner les airs d'un héros qui, la tête ombragée de lauriers, évite modestement les regards d'un public avide de le contempler, et les honneurs d'un triomphe qu'il avait si bien mérité.

Mais c'était un jeu où sa vanité trouvait beaucoup à gagner; les choses étaient arrangées de manière qu'au lieu de quelques misérables cris, payés par sa police, et qui n'eussent été entendus que des oisifs de la place du Carrousel, il allait recevoir des compliments magnifiques, dont il était extrêmement jaloux, et qui devaient retentir dans l'univers entier.

C'est pourquoi, dès le lendemain de son arrivée, et jours suivants, toutes les autorités constituées, prévenues d'avance, vinrent, en grand appareil, déposer à ses pieds le tribut accoutumé de leur amour et de leur admiration.

Cette fois-ci la dose d'encens fut plus forte que jamais, parce que notre héros ne reconnaissait plus ni rivaux, ni modèles.

Nous demandons à nos lecteurs la permission de citer encore, mais ce sera pour la dernière fois, quelques phrases extraites littéralement de ces archives curieuses de la plus servile éloquence.

Organe du sénat, M. François de Neufchâteau lui dit :

« Quel beau jour, sire, pour la France entière que celui qui semble lui rendre la *lumière et la vie*, en lui restituant l'aspect de Votre Majesté. »

Le tribunal de cassation, par l'organe de M. Muraire :

« Sire, après avoir admiré le héros dans sa gloire, après avoir béni le pacificateur dans ses vues pleines d'humanité, que Votre Majesté nous permette de féliciter le *père de famille dans ses tendres délassements.* »

La cour d'appel, par l'organe de M. Seguier :

« Aux plus vives émotions, succède une *douce ivresse* pour le retour de notre invincible empereur. »

Le clergé, par l'organe de M. Portalis, ministre des cultes :

« Sire, *deux fêtes nouvelles* seront au milieu

de nous les signes permanents des grandes choses opérées par la puissance de votre génie; l'une rappellera le rétablissement du culte, et l'autre la fuite honteuse des barbares du Nord.»

Le département, par l'organe de M. Frochot :

« Nous pouvons donc enfin contempler le front victorieux de notre auguste souverain, et reconnaître à travers les lauriers qui l'ombragent, l'empreinte de cette *bonté paternelle qui est l'image de celle de Dieu!* »

L'institut, par l'organe de M. Arnault :

« Sire, vos victoires ont chassé les barbares de l'Europe, vos traités leur en ferment à jamais l'entrée; *vous avez reculé les bornes du possible*, et vos historiens, pour être sublimes, n'auront besoin que d'être exacts. »

Tandis qu'il s'enivrait de la vapeur d'un si grossier encens, et que sur la parole de ses vils courtisans il croyait régner sur des peuples nageant dans l'abondance et la joie, les mères désolées redemandaient leurs enfants perdus aux champs de Marengo et d'Austerlitz, les campagnes étaient vides de cultivateurs, et nos plus opulentes cités d'artisans; les commerçants se plaignaient d'être livrés au monopole exercé par une trentaine de fripons privilégiés, et les artistes d'être obligés de ramper sous la férule d'un insolent visir, ou de mourir de

faim ; la France entière gémissait sous le triple et insupportable fardeau des impositions, des conscriptions et de la misère.

Un mois après son retour, il fit annoncer par son ministre de l'intérieur au corps-législatif, et par ses journaux à l'Europe, l'étalage magnifique de ses occupations dans l'intérieur ; disant qu'il consacrait tous ses jours, et même toutes ses nuits à revoir dans le plus grand détail toutes les branches de l'administration ; que sa présence, ses lumières et son activité imprimaient à tous les ressorts une force plus élastique, et à tous les rouages un mouvement plus rapide ; qu'il *était aussi bon pour son peuple qu'il avait été généreux envers ses ennemis ;* qu'il avait examiné lui-même la comptabilité de la ville de Paris, et trouvé moyen *d'en doubler les revenus ;* qu'il s'occupait efficacement de ceux d'éteindre la mendicité dans tout son empire ; qu'il avait procuré à l'agriculture d'immenses encouragements par le desséchement des marais de Rochefort et du Cotentin ; diminué d'un tiers les frais de justice, en augmentant le traitement des juges ; employé quarante millions aux travaux publics, malgré le fardeau d'une double guerre contre l'Europe entière ; affranchi l'industrie française des tributs qu'elle avait jusqu'alors

payés à l'industrie étrangère; fait creuser six grands canaux, parmi lesquels celui de Saint-Quentin seul avait coûté plus de cinq millions; ouvert ou réparé une infinité de grandes routes, celles de Paris à Mayence, de Valognes à la Hogue, de Caen à Honfleur, d'Alexandrie à Savone, d'Ajaccio à Bastia, etc.; reconstruit les ponts de Kehl et Brisack sur le Rhin, de Givet sur la Meuse, de Tours sur le Cher, de Nevers sur la Loire, d'Avignon sur le Rhône; fait creuser des bassins pour la navigation à Anvers, à Ostende, au Hâvre, à Dunkerque; rétabli les ministres du culte et les écoles de droit; fondé cinquante lycées, trois maisons d'éducation pour les filles, et trois cent soixante-dix écoles communales; consolidé la banque, diminué tous les impôts, et amélioré le sort de tous les Français.

« En un mot, tout ce qu'il a fait depuis deux ans, dans l'intérieur, est si admirable, disait le ministre, écho fidèle de la pensée de son maître, que lui seul est capable d'en parler comme il convient. »

Voilà ce qu'il osa dire, ce qu'il osa faire imprimer dans son Journal officiel, et ce que répétèrent jusqu'à satiété tous ses ministres dans leurs circulaires, ses conseillers-d'état dans leurs rapports, ses écrivains dans les feuilles

périodiques, ses courtisans dans les salons. Malheureusement toutes ces merveilles n'existaient que sur le papier; et par l'examen rapide et impartial que nous allons faire des diverses branches de son administration, nous allons voir jusqu'à quel point d'impudence le maître et les valets se jouaient de notre crédulité.

Section première.

Son gouvernement.

Il faut en convenir, son gouvernement fut le chef-d'œuvre du despotisme; mais ce ne fut pas tout-à-fait son ouvrage: c'était une combinaison jusqu'alors inouïe, d'esprit et de sottise, de talent et d'ignorance, d'audace et de bassesses, de ruses et de violences, d'impostures et de forfanteries, de roideur et de souplesse; combinaison dont les éléments rapprochés par des mains plus habiles que les siennes, dans l'intention de nous asservir, ou peut-être de le perdre, étaient avidement saisis par lui, incorporés dans son édifice, et finirent par offrir au monde étonné le spectacle d'une tyrannie plus savante que celle de Tibère et plus affreuse que celle de Domitien.

Le conseil-d'état fut l'instrument le plus

actif et le plus efficace de cette tyrannie; il était chargé en apparence de discuter les grandes questions de politique, d'administration et de législation, et dans le fait il était destiné à neutraliser les pouvoirs du sénat, du corps législatif et des tribunaux.

C'est là qu'allaient s'engloutir tous les mémoires, toutes les pétitions, tous les droits et toutes les plaintes de trente millions de sujets.

C'est là qu'on minutait, qu'on rédigeait tous les actes du gouvernement, les décrets du prince, les arrêtés des ministres, les lois et les sénatus-consulte. Les sénateurs, les députés des départements, les ministres et les juges n'étaient que les agents du conseil-d'état, etleurs noms, les *griffes* apposées au bas de ses décisions.

C'est là qu'un avocat de Rennes décidait durement en deux mots, et en dernier ressort, des questions de finances qui entraînaient la ruine de vingt, trente, et cent familles.

C'est là qu'un avocat de Douai faisait casser, sans discussion, les jugements les plus solennels, qui avaient encouru la disgrâce de son maître.

C'est encore là qu'un autre avocat de Saint-Jean-d'Angely essayait ses talents oratoires, et pompait dans les yeux du tyran l'esprit,

l'ergotage, les déclamations, les sottises qu'il allait débiter le lendemain au sénat ou dans la chambre des députés.

Mais ce même conseil, qui dictait des lois à tout l'empire, était soumis à quatre ou cinq personnages, connus sous le nom de *présidents de sections*, lesquels étant plus spécialement dévoués aux volontés du prince, avaient l'avantage de les connaître un peu plutôt que les autres, et l'honneur de les signifier avant la discussion, d'où il s'ensuivait que la discussion, quand elle avait lieu, n'était qu'une comédie jouée par des mannequins, devant l'archi-chancelier qui jouait son rôle avec une gravité merveilleuse, ou devant l'empereur qui, la plupart du temps, n'entendait pas ce qu'on disait, ou se moquait des uns et des autres en les écoutant.

L'empereur avait la singulière prétention de tout savoir, sans avoir jamais rien appris; il se croyait de bonne foi le plus savant jurisconsulte, le plus fin politique, le plus habile théologien, le plus profond calculateur de l'Europe; dans ses discussions avec le clergé, il se prit d'une belle passion pour les questions de discipline ecclésiastique, et après avoir lu dans une nuit quelques pages de la *Défense de la déclaration du clergé de France, sur la puis-*

sance ecclésiastique, il se crut plus savant que le célèbre évêque de Meaux, et se déclara en état de disputer contre les membres les plus éclairés du Concile.

Avec cette prétention à la science universelle, qui n'était que ridicule, il joignait l'habitude plus fâcheuse de n'écouter aucune réplique, et de ne souffrir aucune contradiction; ses conseillers-d'état et ses ministres en étaient si convaincus, que ce n'était jamais ni la raison, ni la justice qui réglaient leurs décisions, mais bien la volonté de l'empereur : *l'empereur le veut ; l'empereur l'a dit ;* telles étaient leurs formules et leur dernier mot.

Mais si ses ministres tremblaient devant lui et n'osèrent jamais résister à aucun de ses ordres, ils savaient s'en dédommager hors de sa présence; ils le trompaient toute la journée; ils partageaient avec lui et le pouvoir et les émolumens de la tyrannie.

A l'exception des actes qui lui étaient directement inspirés par ses confidents ou ses correspondants secrets, ou qui émanaient brusquement de sa fougue naturelle, il n'avait de la tyrannie que le faste et l'ostentation; les ministres étaient les véritables tyrans de la France; il passait sa vie à signer, sur leurs rapports, des arrêtés injustes, des décisions

cruelles, des projets subversifs de toute espèce de liberté et de propriété.

Dès qu'une fois la chose était signée, quelque absurde ou violente qu'elle fût, elle devenait loi pour tout le monde; elle passait sous la protection immédiate de l'empereur; il n'était permis à personne ni de s'en moquer, ni de s'en plaindre: se plaindre ou se moquer d'un ministre étaient des crimes de lèse-majesté; qui l'eût osé? et à qui s'adresser? un mystère impénétrable couvrait leurs conseils, une impunité absolue les dégageait de toute responsabilité; leurs lettres étaient à la fois insultantes et impérieuses; leurs audiences publiques étaient ridicules et dérisoires: hors la colère de l'empereur, ils n'avaient rien à craindre.

Richement salariés, couverts de broderies et de cordons, accablés sous le poids de leur dignité, ils n'avaient qu'un intérêt et qu'un but, plaire à leur maître, se maintenir dans leurs places et insulter à nos misères par leur morgue et leur luxe.

Au reste, jamais aucun prince ni d'Europe, ni d'Asie n'étala un aussi grand luxe de ministres que Buonaparte.

Il en avait douze, savoir:

Un grand-juge ministre de la justice, (M. Régnier).

Un ministre de l'intérieur, (MM. Lucien, Chaptal, Cretet, Champagny et Montalivet).

— Des relations extérieures, (MM. de Talleyrand, Champagny, Maret et Caulincourt).

— De la guerre, (MM. Berthier, Clarke).

— De l'administrat. de la guerre, (M. Dejean).

— De la marine, (M. Decrès).

— Des finances, (M. Gaudin).

— Du trésor public, (M. Mollien).

— De la police, (MM. Fouché de Nantes, et Savary).

— Des cultes, (MM. Portalis et Bigot de Préameneu).

— Du commerce, (M. Collin de Sussy).

— Secrétaire-d'état, (MM. Maret et Daru).

SECTION II.

Ministère du grand-juge.

Le chancelier de France, dont le grand-juge tenait la place sous le gouvernement de Buonaparte, était autrefois la seconde personne de l'état, et jouissait, comme chef de la justice, de la considération attachée à ses éminentes fonctions.

Mais lorsque la justice était exercée militairement par le chef de l'armée, lorsque les lois n'étaient que les actes arbitraires d'un soudan d'Egypte, lorsque surtout nous avions déjà un archi-chancelier qui, par sa place, sa réputation de talent et son ancienne profession, nous laissait croire qu'il était chargé de régler souverainement toutes les juridictions, à quoi pouvait servir un grand-juge ministre de la justice? c'était une superfétation dans la hiérarchie des pouvoirs; sa place pouvait être considérée comme un bénéfice simple, et ses fonctions se réduisaient à peu près à l'envoi du bulletin des lois et à présider le tribunal de cassation quand cela lui faisait plaisir. Cela ne valait assurément pas les frais de plusieurs millions auxquels son ministère était porté dans le budjet de 1807.

Cette place a été occupée depuis le moment de sa création, jusqu'à celui de sa suppression, par M. Régnier, ci-devant avocat à Nancy, nommé duc de Massa, homme sans talent, sans vertu, sans caractère, mais doué d'un esprit subtil, adroit, intelligent et attentif à suivre les routes ténébreuses de l'intrigue et de la fortune; il eut le bonheur de rendre quelques services à Buonaparte, le jour où celui-ci s'empara des rênes du gouvernement;

il en fut récompensé par la place dont nous parlons, et dans laquelle il eut l'adresse de se maintenir jusqu'à la fin, par les mêmes complaisances qui la lui avaient procurée.

Section III.

Ministère des cultes.

Ce ministère était une autre superfétation non moins inutile que la première, mais qui pouvait avoir et aurait eu de plus dangereuses conséquences, si l'esprit qui présida à son établissement n'avait pas changé dès le lendemain, ou peu de jours après, par des circonstances imprévues.

Buonaparte, en montant sur le trône, avait d'abord conçu le projet d'un catholicisme intolérant, comme base fondamentale de son pouvoir; il en avait reçu l'idée, sans le savoir, de quelques écrivains mercenaires et partisans du pouvoir absolu, qui ne cessaient de répéter cette ancienne maxime des siècles d'ignorance : *un roi, une foi, une loi;* et qui nous ont fatigué de leurs bassesses pendant tout le cours de son règne.

Ils avaient fini par lui persuader que la religion catholique était la seule en état de retenir efficacement les peuples dans l'obéissance, et

il se préparait à faire de cette maxime la règle de sa conduite, lorsque ses querelles avec le souverain Pontife et les suites imprévues qu'elles eurent tant pour l'Europe que pour lui-même, changèrent le cours de ses idées et lui firent adopter un autre système, d'après lequel il devait commencer à faire regarder toutes les religions comme également bonnes en elles-mêmes, à fondre ensuite tous les cultes en un seul, et à se faire reconnaître enfin pour le chef suprême, et, bientôt après, pour le dieu de cette nouvelle religion.

Dès que ce plan fut arrêté, on ne parla plus que de tolérer et de protéger tous les cultes; ses confidents, ses apôtres et ses prêtres se mirent à prêcher de tous côtés une espèce de fatalisme religieux et moral, qui n'était que le commentaire de ces deux vers de *Mahomet* (1):

> Il faut un nouveau culte, il faut de nouveaux fers,
> Il faut de nouveaux dieux à l'aveugle univers.

Ce fut alors qu'il donna de nouvelles instructions à son ministre des cultes et que celui-ci fut chargé spécialement de lui rendre compte de ce que faisaient, de ce que disaient,

---

(1) *État de la France sous le gouvernement de Buonaparte*, par M. Pichon.

de ce que pensaient les évêques, les curés et les vicaires des campagnes les plus éloignées.

Ce fut alors que la plupart des ecclésiastiques, placés entre l'indigence et l'infamie, prirent ce dernier parti, et devinrent les apôtres du despotisme et les espions du gouvernement, qu'ils détestaient au fond du cœur.

Ce fut alors que la religion, dont il se vantait d'avoir relevé les autels, ne fut entre ses mains qu'un instrument de son pouvoir, et le gage de l'obéissance aveugle des peuples.

Les catéchismes et tous les livres élémentaires furent rédigés dans cet esprit, entremêlèrent le profane au sacré, assimilèrent les princes aux dieux, érigèrent le despotisme en institution divine, et la servitude en devoir de religion.

C'était autant de blasphèmes et d'impiétés, car la religion chrétienne, ses dogmes sacrés, sa discipline la plus pure, les traditions les plus respectables proscrivent ces monstrueuses doctrines; le plus beau triomphe de la religion chrétienne est d'avoir affranchi les hommes du joug affreux du fatalisme et de la nécessité.

Au reste, il annonça, qu'en établissant un ministère des cultes, son intention était de protéger tous les cultes ; et cette promesse, comme toutes les siennes, ne fut qu'un vil men-

songe et une amère dérision : il fut infidèle et parjure envers tous ceux qu'il promit de servir et de protéger.

N'avait-il pas compris les Israëlites dans cette protection ? et peu de temps après, il voulut les forcer d'abjurer leur croyance antique et leurs habitudes les plus invétérées.

On n'a point oublié qu'il fit proscrire M. de Villers, sous je ne sais quel prétexte, mais, dans le fait, pour avoir publié un ouvrage sur le *Luthéranisme*, qui insinuait des principes contraires au pouvoir absolu.

Personne n'ignore enfin les persécutions acharnées et les traitements barbares qu'il a fait éprouver aux membres du clergé Romain qui sont restés fidèles à leur culte, à leur conscience et à leur chef spirituel.

La nomination de M. Portalis au ministère des cultes parut d'un bon augure à tous les hommes qui se hâtent de juger sur les apparences. M. Portalis, ci-devant avocat au parlement d'Aix, s'était fait, avant et pendant la révolution, une haute réputation d'éloquence : il avait prononcé, dans une de nos assemblées délibérantes, deux discours, l'un sur *la liberté des cultes*, et l'autre sur *celle de la presse*, qui avaient produit le plus grand effet; ce fut probablement au premier de ces discours qu'il

dut sa nomination au ministère ; mais ce fut à cette place éminente qu'il dut la perte de sa réputation ; il prouva une chose que nous savions déjà, c'est qu'il y a une grande différence entre un homme d'état et un homme de talent ; entre un grand orateur et un bon administrateur.

Je ne sais s'il concourut à donner à son ministère la fausse direction qu'il a suivie tant qu'il a vécu, mais il est au moins certain qu'il n'y mit aucun obstacle, et il ne l'est pas moins qu'il fut par sa réputation d'honnête homme, et par son talent oratoire, un des plus forts et des plus coupables appuis de la tyrannie de Buonaparte.

SECTION IV.

Ministère des relations extérieures.

Ce ministère a joué, sous le gouvernement de Buonaparte, un rôle extrêmement actif, mais dont le fâcheux éclat se répandit dans les pays étrangers plus qu'en France ; c'était aussi celui qui renfermait le plus d'hommes d'esprit et de talent, et où l'on abusa davantage de ces dons, si précieux quand ils sont joints à la probité, et si dangereux quand ils sont unis à la bassesse et à la cupidité.

C'est en vain que nous voudrions le dissimuler, on n'ignore nulle part aujourd'hui que tous ces pamphlets imposteurs, tantôt *sur la situation de la France,* et tantôt *sur celle d'Angleterre;* ces déclamations violentes contre tout ce qui faisait jadis la sûreté des états, ces anathêmes contre la liberté des peuples, ces projets tendant à leur spoliation, le systême enfin de la monarchie universelle; que tout cela, disons-nous, est sorti des bureaux du ministère des relations extérieures.

« Il fut un temps, dit l'auteur que nous avons cité précédemment (1), où, dans ces bureaux, on découpait sur la carte de l'Europe les nouvelles limites des états, comme on découpe sur la table d'un dessinateur le plan d'une maison ou d'un jardin. »

C'est de-là qu'est sortie cette fameuse théorie diplomatique, si long-temps et si audacieusement proclamée à la face de l'Europe, dont le principe était qu'il ne fallait qu'un maître au monde, et dont la conséquence fut d'aller brûler Moscou, et d'ensevelir cinq cent mille hommes dans les déserts de la Lithuanie.

C'est là que, par les plus adroites insinuations, et en même temps par la plus fausse des

(1) M. Pichon.

politiques, on ne cessait d'entretenir Buonaparte dans la haine *qu'il croyait ressentir* contre l'Angleterre, haine qui lui a fait dire et faire tant de sottises, haine qui lui a fait rompre si malheureusement pour lui le traité d'Amiens (1), et qui, de guerre en guerre, l'a conduit stupidement à sa ruine.

Ce ne fut toutefois qu'après la sortie de M. de Talleyrand du ministère, que se manifesta dans ce département l'esprit de violence et de despotisme qui semblait vouloir lutter d'impétuosité avec la fougue naturelle de Buonaparte.

Ses successeurs disaient naïvement : *nous ne voulons point de principes*; et ce fut en conséquence de cette abnégation de principes, qu'ils publièrent leurs *offices*, relativement à

---

(1) Le traité d'Amiens fut pour Buonaparte un coup de fortune dont il ne sut pas profiter ; car il n'a rien fait de plus malheureux dans sa vie que d'en rompre les conditions. En le signant, l'Angleterre avait cédé au vœu général de l'Europe, qui demandait la paix à grands cris, et qui commençait à croire, sur la parole de Buonaparte, que l'Angleterre seule y mettait obstacle. « Cette paix, répondait M. Pitt, nous la signerons ; mais comme elle sera sans garantie, elle sera de très courte durée. L'ennemi du genre humain en profitera pour faire de nouveaux préparatifs de guerre, etc...... » Ce que M. Pitt avait prévu arriva, et on lui rendit justice.

nos discussions avec les Etats-Unis ; leurs *notes* sur les *fameux décrets de Berlin et de Milan ;* leurs *rapports*, tant sur la guerre de Prusse que sur celle d'Autriche ; rapports dans lesquels on voit que rien n'était capable de rebuter leur complaisance, ni de fatiguer leur souplesse.

Un jour ils découvrirent que le *système continental* inventé par eux ou par leur maître, n'était que l'exécution du traité d'Utrecht signé en 1713, et crurent, par cette découverte, avoir donné le change à la France et à l'Europe ; personne n'y fut trompé.

Tout le monde savait, au contraire, que le *prétendu système continental* était le produit de deux idées funestes que Buonaparte avait conçues et auxquelles il avait attaché son existence.

Il s'était mis en tête d'abord que pour se rendre maître de l'univers il fallait commencer par soumettre l'Angleterre ; ensuite, que pour soumettre l'Angleterre, il devait lui fermer tous les ports du continent. Mais ce qu'il n'avait pas conçu, c'est que son raisonnement n'était qu'un cercle vicieux et revenait à ceci : *pour me rendre maître du continent, il faut que j'abatte l'Angleterre ; et pour abattre l'Angleterre, il faut que je me rende maître du continent.*

Son raisonnement était celui d'un fou, ou d'un homme qu'aveuglaient ses succès, qu'enivraient ses flatteurs, et qui n'avait plus le sang-froid nécessaire pour apercevoir le piége qu'on lui tendait, et le précipice qu'on creusait sous ses pas.

Section V.

Ministère de l'intérieur.

Laissez faire et *laissez passer*, disait peut-être imprudemment M. Turgot, ministre d'un bon roi, sujet fidèle et ami d'une sage liberté.

On pouvait amender cette maxime : on a mieux aimé la proscrire.

Empêchez de faire, *empêchez de passer*, disait un tyran farouche à ses ministres, et répétaient ceux-ci à leurs serviles employés.

Et ceux de l'intérieur ajoutaient naïvement : « Le grand secret de notre administration, c'est qu'on ne doit plus rien faire en France sans notre permission. »

Sous un gouvernement libre, tout est public, tout est à découvert ; tout est sombre et mystérieux sous un gouvernement despotique : sous celui de Buonaparte, le mystère enveloppait les opérations des ministres comme celles du despote.

Le ministère de l'intérieur qui, de sa nature, devait être le plus accessible et le plus popu-

laire, était devenu, par la plus étrange accumulation de pouvoirs, une espèce de *visirat*, dont le chef était invisible, dont les bureaux étaient inaccessibles, et où les affaires allaient s'engloutir comme dans un gouffre sans fond.

Le visir était avide d'affaires, insatiable de pouvoir, sourd aux réclamations, insensible au malheur, le plus vil des esclaves devant son maître, le plus insolent des maîtres devant les sujets.

De tous les ministères de Buonaparte, c'était aussi celui qui employait le plus de ces demi-philosophes, demi-hommes de lettres, demi-hommes d'esprit, espèces qui sont en général très ineptes, très pédants et très vains. Les chefs de division étaient dans leurs départements aussi despotes que le ministre, et les expéditionnaires aussi effrontés et non moins ignorants que les chefs de division.

Pour obtenir la réparation de l'injustice la plus éclatante et la plus pressante, il fallait solliciter, pendant des mois entiers, une audience qui n'était pas toujours accordée; et lorsqu'on avait la bonté de vous recevoir, si vous n'aviez en votre faveur que vos droits et la justice, vous étiez éconduit d'un air superbe, avec ces mots de consolation: « *J'en parlerai à son excellence.* »

Tandis que son excellence accordait à quelques imbécilles la permission de faire du sagou avec des pommes-de-terre, du café avec de la chicorée, de l'indigo avec du pastel, et du sucre avec des betteraves, des monopoleurs vendaient, sous son nom, des *licences* pour faire venir d'Angleterre du sucre de canne, du café de la Martinique et de l'indigo de la Caroline.

Tandis que tous les ports de France étaient soigneusement fermés aux vaisseaux anglais, qui venaient enlever nos vins de Bordeaux, nos eaux-de-vie de Cognac et nos soieries de Lyon, ils étaient ouverts à tous les fripons qui osaient fonder leur fortune sur les premiers besoins du peuple, en vendant nos blés à l'Angleterre.

Tandis qu'on nous éblouissait à Paris de colonnades, d'arcs de triomphe, de statues et de monuments égyptiens, les grandes routes, éloignées de la capitale, devenaient impraticables, les ponts tombaient en ruine; la France était grevée de centimes additionels, dont la somme toujours croissante venait s'engloutir dans le trésor impérial (1).

---

(1) Les travaux publics qui, sous le règne de Buonaparte, ont tant excité l'admiration de ses partisans, ne sont l'ouvrage ni de son génie, ni de sa bienveillance. Ils avaient été conçus par Louis XVI, et ordonnés par un édit publié dans le mois de

Que dirai-je des canaux et des mines que, sous prétexte d'une meilleure exploitation, et sans nul respect pour les propriétés, ce ministère a fait réunir au domaine?

Que dirai-je des manifestes odieux, indécents et anti-français que le même ministère publiait régulièrement tous les mois contre le prétendu monopole anglais, pour avoir occasion d'en exercer un plus oppressif et plus ruineux sur l'industrie française?

Au milieu de ces monopoles, de ces vexations, de l'oppression la plus froidement calculée, le ministre de l'intérieur, organe des plus grossières impostures, ne craignait pas de présenter à la France des tableaux annuels, desquels il résultait que jamais notre agriculture n'avait été plus prospère, notre industrie plus active, notre commerce plus florissant; un jour il ajouta que *notre population croissait en raison des désastres de la guerre:* on n'a jamais porté si loin l'audace du mensonge et le délire de la flatterie.

---

septembre 1786. Buonaparte en fit exécuter une partie, tant pour distraire l'attention publique de ses opérations militaires, que pour occuper les bras d'une foule d'ouvriers, dont l'oisiveté eût pu troubler son repos.

Section VI.

Ministère de la police.

Le pouvoir absolu que le ministre de l'intérieur exerçait sur les choses, le ministre de la police l'exerçait sur les personnes.

Avant la révolution, je n'avais jamais ouï parler de la police, que pour entendre vanter ses bienfaits; et le portrait que, *dans son Eloge de M. d'Argenson*, Fontenelle avait tracé d'un lieutenant de police, me paraissait alors aussi satisfaisant pour ma tranquillité, qu'admirable par le talent du peintre.

Dans ce temps-là les fripons seuls tremblaient au nom de la *police;* sous Buonaparte, ce nom ne faisait trembler que les honnêtes gens.

Lorsque le vice règne, disait Tacite, *la place d'honneur est dans l'obscurité;* mais ici l'obscurité ne mettait personne à l'abri des coups du tyran, qui, par sa police, avait trouvé moyen de pénétrer dans les retraites les plus ignorées, et jusque dans l'asyle de l'indigence et de la douleur.

Nul n'était sûr, en se couchant, de passer la nuit dans son lit; nul, en se levant, n'était assuré de coucher le soir dans le même lit:

tantôt des gendarmes venaient nous enlever brutalement d'entre les bras de nos femmes et de nos enfants, et tantôt des inspecteurs nous engageaient poliment *à les suivre*; d'autres fois, et plus souvent, c'était une lettre signée *Rovigo*, qui nous invitait à passer dans ses bureaux; il n'y avait pas moyen de se refuser à cette invitation; c'est en vain qu'on aurait cherché à s'y soustraire par la fuite: M. le duc de Rovigo nous eût atteints aux extrémités de l'Europe, et nous eût poursuivis jusqu'au fond des enfers.

Il était donc nécessaire d'obéir, et d'aller à la police quand on y était mandé; on y allait avec effroi, et l'on n'en sortait souvent que pour être précipité dans les cachots.

Et pourquoi? quel était le crime de ceux que l'on traitait ainsi, dans ces temps déplorables? leur crime, c'était de ne pas applaudir aveuglément à tout ce qui se passait; c'était d'avoir exprimé un doute léger sur les grandes victoires *d'Esling*, *d'Eylau* ou de *Leipsick*; c'était d'avoir versé quelques larmes sur la perte d'un fils, d'un frère ou d'un ami, que la conscription venait de leur enlever.

Leur crime encore, c'était d'avoir épanché, dans une lettre, une opinion indiscrète sur un ministre, sur sa maîtresse, ou sur son valet-

de-chambre; d'avoir émis un voeu, dans *un cercle d'amis*, sur la paix de l'Eglise, sur la liberté du Saint-Père, et sur son retour à Rome; d'avoir enfin répété quelque mauvais calembourg sur des personnages en place, d'autant plus chatouilleux sur leur réputation, qu'ils méritaient moins d'estime.

Un propos équivoque, un murmure arraché par la douleur, une liaison trop intime avec une personne en disgrâce, tout jusqu'au silence, était mal interprêté par la police; tout excitait ses soupçons et provoquait ses rigueurs.

« Vous serez donc toujours royaliste, me dit un jour M. Fouché d'un air sévère, qu'il n'avait pas coutume de prendre avec moi? Qu'ai-je donc fait, monseigneur, pour m'attirer un reproche aussi grave? Comment ce que vous avez fait! mais c'est précisément parce que vous n'avez rien fait, que vous le méritez: tandis que tous les poètes, tous les orateurs, tout les journalistes célèbrent avec enthousiasme les dernières victoires de l'empereur, tandis que toute la France est à ses pieds, vous seul osez rester debout, et garder un silence coupable? Non, monsieur, cela n'ira pas ainsi: ou cessez d'écrire, ou écrivez comme tout le monde, *que la France ne fut jamais plus heu-*

reuse que sous le gouvernement du grand Napoléon. »

M. Fouché n'était pourtant pas méchant, mais il était ministre d'un homme qu'on ne pouvait servir sans être, ou sans paraître aussi méchant que lui. M. Fouché eut souvent l'adresse d'éluder ses ordres et quelquefois le courage de braver sa colère.

Par une administration tout à la fois sage et vigoureuse, il trouva moyen de maintenir la paix dans l'intérieur, d'imposer silence à tous les partis, et d'obtenir une grande influence sur l'opinion publique; mais cette influence fut cause de sa chute.

Lorsque les Anglais firent leur descente dans l'île de Walcheren, Buonaparte était malade au château de Laxembourg; on disait publiquement à Paris qu'il était devenu fou, et que les affaires étaient gouvernées par un conseil de régence, composé de MM. M... D... et C.... Il n'y avait entre les Anglais et Paris ni armée ni place forte pour les arrêter; ils pouvaient y arriver en cinq jours; et Buonaparte, à la place de lord Chatam, y fût arrivé en moins de temps.

M. Fouché vit le danger, et n'en fut pas effrayé. En homme d'état, il prit une mesure décisive, et fit un appel aux Français: quarante

mille hommes répondirent à sa voix, se mirent en campagne, et l'ennemi fut repoussé.

Ce succès était d'autant plus heureux, qu'il nous coûta peu de sang, mais il perdit son auteur. Le tyran farouche qui devait eu recueillir les fruits, en conçut une violente jalousie, ne pardonna point à M. Fouché d'avoir été plus puissant et plus heureux que lui, chercha et ne tarda pas à trouver le plus misérable des prétextes pour le destituer.

M. Fouché partit pour le lieu de son exil, au milieu des regrets universels, ce qui n'était peut-être jamais arrivé à aucun ministre avant lui (1).

La conduite de son successeur ne servit pas à les diminuer. M. Savary, duc de Rovigo, avait été long-temps chef de la police secrète de Buonaparte et avait mérité sa confiance par un dévouement sans bornes, une obéissance aveugle et une ponctualité sévère dans toutes les commissions dont il avait été chargé.

Buonaparte était son idole et son modèle; il l'adorait en tremblant, et il cherchait à faire

---

(1) Car il ne faut pas confondre les regrets sentis, dont nous parlons, avec ces pleurs et ces cris commandés ou payés par une faction coupable, lesquels accompagnèrent la retraite de M. Necker, en 1789.

trembler à son tour ceux auxquels il communiquait ses ordres, en parlant comme lui, en jurant comme lui, en menaçant comme lui de Bicêtre, de coups de pieds et de coups de canne tous ceux qui avaient le malheur de lui déplaire.

Cet homme si violent et si dur dans l'exercice de ses fonctions, était dans son intérieur facile à conduire, élégant dans sa parure, recherché dans ses meubles, sensuel dans ses amusements.

Enfant de la révolution, étranger à nos moeurs, ignare et non lettré, qui croirait que ce même homme s'était entouré de gens de lettres, de poètes, et de journalistes, qui déjeûnaient tous les jours avec lui, qui vantaient son esprit, son goût et sa bienveillance, et nourrissaient son inquiétude naturelle d'épigrammes, de diffamations et de rapports calomnieux?

Il payait leur bassesse et leurs adulations avec des gratifications, des places et des pensions. Les places de l'Institut étaient tombées, on ne sait comment, à sa disposition: c'était, a-t-on dit, le *cordon bleu* des gens de lettres; ce fut l'amorce à laquelle il prit leur sotte suffisance; ce fut lui qui fit nommer MM L. F. C. T. E., etc..

La nomination de ce dernier passait toutes les bornes, et réveilla l'attention du public,

qui se permit quelques légères plaisanteries à ce sujet. M. le duc, qui ne plaisantait jamais, menaça de Bicêtre tous les impies qui osaient se moquer de l'idole, ou refusaient de brûler de l'encens sur ses autels.

Ce ministère odieux comptait parmi ses agents des enfants de cinq à six ans, et des vieillards de soixante-dix ans, dont il était également difficile de se défier, et contre lesquels il était impossible de se prémunir. Il avait en outre à sa disposition une réunion des deux sexes, que Buonaparte nommait plaisamment *sa cohorte Cythérienne*. Tout ce que la jeunesse, la beauté, les grâces, les talents agréables avaient de plus séduisant dans les deux sexes se trouvait dans cette société. Des hommes superbes, des femmes célestes, la plupart perdus de dettes, affamés d'or, se prêtaient sans rougir à l'infâme métier de séduire, pour envoyer les victimes de leur séduction périr dans les cachots. Il est presque impossible de croire à l'énormité des sommes que dévoraient tous ces misérables; la seule division dont nous parlons (la cohorte Cythérienne) a coûté, depuis le 10 mars 1812, jusqu'au 22 janvier 1813, 5,332,500 fr. pour frais d'enlèvements, appointements et gratifications; il en a coûté 402,000 francs pour l'arrestation du seul chevalier de Rivière-Saint-

Hyppolite, officier de marine impliqué dans la correspondance du général Lemercier (1).

La police avait la *direction de l'esprit public* dans ses attributions; et, certes, on ne pouvait pas se moquer plus ouvertement du public.

C'était là que se fabriquaient les nouvelles, les journaux, les pièces de théâtre, les livres élémentaires, etc...; c'était là qu'allaient s'engloutir la vérité, le bon sens, le goût de la littérature, les lumières, les anciennes traditions et toutes les bonnes doctrines qui jadis avaient fait le bonheur et la gloire des Français. C'était enfin là qu'on étouffait sous le poids de la sottise, de l'ignorance et de l'esclavage, tous les talents, l'industrie et l'émulation.

Et, pour ajouter la dérision à la cruauté, c'était sous le double titre de *direction de l'esprit public*, et de *commission de la liberté de la presse* que MM. E., L. M., L. C. et d'A... s'étaient chargés, sous les ordres de M. de Rovigo, de river nos fers, et de nous conduire à la barbarie par le chemin le plus court.

Nous verrons dans un autre chapitre, par quels moyens Buonaparte vint à bout d'enchaîner à ses pieds les écrivains de tous les partis.

---

(1) *Mémoires secrets.*

Section VII.

Le sénat.

Le premier janvier 1806 le sénat conservateur, après une mûre délibération, prit la résolution suivante :

« Le sénat conservateur, au nom du peuple français, consacre un monument triomphal à Napoléon-le-Grand. »

A Napoléon-le-Grand! — Qui lui avait donné ce titre ? et par quelles actions l'avait-il mérité ?

Au nom du peuple français! cela n'est pas vrai : le peuple français écrasé sous les pieds de fer de Napoléon le tyran, n'eut jamais, ni le pouvoir, ni la volonté de conférer au sénat le droit d'ériger des monuments à *Napoléon-le-Grand.*

Le sénat Romain n'était arrivé à l'état d'avilissement, dont l'histoire nous a conservé les révoltants détails, que par des causes morales, qui tôt ou tard agissent sur les corps délibérants, et par des gradations qui, pendant longtemps, empêchèrent qu'il ne présentât aux peuples le tableau de sa profonde corruption.

Il était réservé au sénat français d'offrir

le spectacle nouveau d'une assemblée d'hommes qui, avant leur réunion et individuellement, ayant la réputation d'être doués de quelque esprit, de talent, et même de courage, se trouvèrent immédiatement après leur formation en qualité de premier corps de l'état, subjugués, avilis, et manifestant dès leur origine la lâche et muette complaisance qui caractérisa la décrépitude du sénat Romain (1).

Ils n'ont jamais rien su refuser à l'homme qui les avait établis, comme si, dès le moment de leur établissement, un pacte tacite s'était établi entr'eux et lui, par lequel l'un ne devait mettre aucune borne à ses demandes, et les autres aucun terme à leur déférence; comme s'ils étaient convenus qu'aussi long-temps qu'il leur laisserait leurs places et leurs appointements, il pourrait impunément disposer de leurs volontés et de leurs décrets, de la vie et de la fortune de tous les Français.

---

(1) Le sénat qui, dans son origine, ne devait être composé que de quatre-vingts membres, se trouva, lors de sa dissolution, composé de cent quarante-trois membres, parmi lesquels on distinguait des noms célèbres dans les sciences, dans les arts, dans la politique, dans la noblesse ancienne et dans les annales révolutionnaires. C'était l'amalgame le plus bizarre qu'on ait jamais vu, le corps le plus inutile et le plus richement salarié qui ait jamais existé.

Si tout ce qu'il exigea de leur lâche soumission s'était borné à lui livrer, sans examen, tous les hommes qu'il devait immoler à ses projets gigantesques, on pourrait excuser jusqu'à un certain point leur faiblesse par sa tyrannie, et dire que leur volonté n'eut aucune part à leur conduite; mais il n'y a pas moyen de leur laisser cette planche de salut.

Au tourment insupportable d'entendre les mensonges effrontés, sur lesquels les conseillers-d'état fondaient leurs rapports, se joignait, de la part du sénat, la honte ineffaçable de les avoir constamment approuvés par des adresses rampantes, quoique les faits évidemment dénaturés que contenaient ces rapports ne pussent en aucune manière leur laisser l'excuse de la crédulité (1).

Il faut être juste, tous les sénateurs ne furent pas coupables, et ne doivent pas être accusés de cette honteuse condescendance. Quelques-uns la désapprouvèrent par leur silence; d'autres, en plus petit nombre, osèrent la blâmer ouvertement, mais inutilement; l'un de ces derniers, encouragé par les regards de ses amis, et plus encore par l'absence de l'empereur (qui était alors

(1) *Moniteur secret.*

à Vienne), tint un jour à ses collégues stupéfaits le discours que nous allons rapporter.

« Il m'est impossible de garder plus long-temps le silence, au sein de la douleur publique qui se manifeste de toutes parts. Dût la foudre, qui gronde sur nos têtes, m'écraser à l'instant, je dois à ma conscience et à mon pays de dire mon opinion avant de mourir, et de demander à M. l'archi-chancelier ici présent, dans quelle intention et par quel motif on nous demande une nouvelle conscription, au moment même où l'on nous annonce la nouvelle d'une paix prochaine.... (L'archi-chancelier garda le silence).

» Il est donc vrai que chacune de nos victoires n'est qu'un acheminement à une nouvelle guerre ! il est donc vrai que toutes ces guerres n'ont d'autre but que de satisfaire une ambition sans bornes !

» Est-ce donc pour cela que nous avons mis Napoléon sur le trône ? Ces sacrifices immenses, qu'il nous demande tous les ans ; ces tributs d'hommes que nous nous empressons d'offrir à ses vœux ; ces générations entières que nous envoyons à la boucherie, cette jeunesse que nous arrachons au sol de la patrie, aux soins de la famille, aux premières affections du cœur, pour les envoyer contracter dans les

camps des habitudes féroces, je vous le demande, Messieurs, tout cela n'accuse-t-il pas sa tyrannie et notre faiblesse ?

»Vous frémissez, mais je n'ai pas tout dit ; et je vous prie de m'écouter jusqu'au bout. (L'attention redouble.)

» C'est vous, Messieurs, qui, établis pour être les gardiens des droits de la nation, et le dernier asyle de la liberté, c'est vous qu'on charge de tout le poids de la tyrannie; c'est vous qui devez allez poursuivre jusque dans les bras de leur épouses éplorées les hommes qui avaient échappé jusqu'ici aux horreurs des réquisitions et des conscriptions...

» C'est ainsi que dans les mornes, où il croyait avoir trouvé un asyle contre les cruautés de son tyran, le nègre fugitif se voit tout-à-coup attaqué, au sein de sa petite famille, par des dogues sanguinaires, dressés pour cette horrible chasse ! » (1)

Ce discours jeta la terreur dans l'ame de l'archi-chancelier et de tous les sénateurs, mais ne produisit pas d'autre effet.

Le sénatus-consulte, par lequel on accordait à l'empereur une levée de deux cent mille hommes, était dressé; il fut mis sur le

(1) *Moniteur secret.*

bureau, *adopté à l'unanimité*, et souscrit par MM. le président, vice-président et secrétaires du sénat.

Un autre sénateur, consulté par Buonaparte sur un projet d'impôt, dont les bases étaient arbitraires et révoltantes, osa lui dire :

« Votre Majesté veut donc oublier que l'excès du pouvoir tient de près à sa dissolution. Votre projet est intolérable; ceux qui vous l'ont conseillé ne sont pas vos amis ; et si le sénat fait son devoir, Votre Majesté peut s'attendre à un refus. »

Quatre personnes présentes à cet entretien, stupéfaites d'étonnement, tremblaient pour le sénateur et le croyaient perdu ; l'empereur même le regardait des pieds à la tête, et semblait chercher sa réponse ; il finit par lui dire : « Vous êtes parfois trop vif, M. Lanjuinais, et si je ne connaissais pas le fond de votre cœur, vous iriez coucher ce soir à Vincennes.— Votre Majesté ferait une injustice, répondit l'intrépide sénateur. — C'est autre chose, répliqua Buonaparte ; et s'adressant aux personnes qui étaient là : *J'en appelle à vous, Messieurs ; mais que cela soit fini : un homme de bien qui s'égare est excusable.* »

La modération de l'empereur fut, dans cette

occasion, aussi étonnante que la hardiesse du sénateur; mais ce qu'il y eut de plus étonnant encore, c'est que l'empereur ne parla plus de son projet d'impôt.

Le sénat ne bornait point sa juridiction à l'intérieur de l'empire; il étendait sa puissance sur l'Europe entière. En vertu des pouvoirs qu'il avait reçus de Buonaparte, il s'empara et réunit à la France, ou donna à de simples particuliers, l'île d'Elbe, les principautés de Bénévent et de Guastalla; les départements du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sesia et du Tanaro; les villes de Kell, de Cassel, de Wesel, de Flessingue, de Hambourg, de Brême, de Lubeck; les duchés de Parme et de Plaisance; les états de Toscane et du Pape; le Valais et la Hollande... Tous ces faits sont constatés par les sénatus-consulte des 8 et 24 fructidor an 10; 14 août 1806; 28 janvier et 14 mai 1808; 1er. mai 1812...

»Au milieu de ces concessions politiques, le sénat ne s'oubliait pas lui-même. Nous avons sous les yeux neuf sénatus-consulte rendus à son bénéfice; les uns règlent les traitements pécuniaires de ses membres; un autre ordonne la création des sénatoreries; un autre fixe les biens attachés à ce genre de dotation; un autre

indique les palais et les monuments qui dépendent de ces nouveaux bénéfices, etc... » (1).

On voit avec chagrin que les dangers de la patrie, les malheurs de la guerre, et les cris de l'indignation publique, que leur conduite ne cessait de provoquer, ne les empêchaient ni de toucher régulièrement leurs riches appointements, ni d'obéir aveuglément aux ordres du tyran.

Section VIII.

Le corps législatif.

Celui qui inventa le *sénat conservateur* et imposa silence au *corps législatif*, peut se flatter d'avoir été plus habile que Machiavel, et d'avoir ouvert plus de routes à la tyrannie que n'en soupçonna jamais la sombre imagination de Tibère (2).

Il n'y a rien d'égal au mépris où le corps législatif tomba dès sa naissance : on le réunissait une fois par an pour écouter, pendant un mois ou six semaines, les discours que les

---

(1) *Le Sénat*, ou *Encore une Constitution.*

(2) Ces deux inventions sont dues à M. l'abbé S....., qui n'en a pas recueilli les fruits : c'est pourquoi il est juste de lui en attribuer au moins l'honneur.

orateurs du conseil-d'état venaient débiter à la tribune, à l'effet de faire passer en lois les résolutions du conseil, sur les levées d'hommes et d'argent dont Buonaparte avait besoin.

Les membres du corps législatif défilaient processionnellement devant l'urne, où chacun laissait tomber une boule blanche. Cela s'appelait, parmi eux, une *délibération*, et dans le public, une *mystification*.

Un rôle aussi ridicule ne pouvait leur donner aucune influence. Cependant, malgré toute leur nullité, ils inspirèrent de l'ombrage au tyran, et voici à quelle occasion.

Lorsque l'impératrice Josephine, dans la réponse qu'elle fit à une députation de ce corps, s'avisa, par inadvertance ou par habitude, de nommer les députés *représentans de la nation*, ces mots choquèrent étrangement les oreilles de son mari, et alarmèrent vivement sa présomption. Il se hâta de les démentir, et peu de jours après, il fit publier dans le *Moniteur* l'article suivant :

Paris, 14 décembre 1808.

« Plusieurs journaux ont imprimé que S. M. l'impératrice, dans sa réponse à la députation du corps législatif, avait dit qu'elle était bien

aise que le premier sentiment de l'empereur eût été *pour les représentants de la nation.*

» S. M. l'impératrice n'a point dit cela. Elle connaît trop bien nos constitutions, elle sait trop bien que le premier représentant de la nation c'est l'empereur; car tout pouvoir vient de Dieu et de la nation.

» Dans l'ordre de nos constitutions, après l'empereur, est le sénat; après le sénat est le conseil d'état; et après, c'est le corps législatif. Après le corps législatif viennent chaque tribunal et fonctionnaire public, dans l'ordre de ses attributions. Car s'il y avait dans nos constitutions un corps représentant la nation, ce corps serait souverain, ses volontés seraient tout, les autres corps ne seraient rien.

» La convention, et même le corps législatif, ont été *représentants.* Telles étaient nos constitutions. Aussi le président disputa-t-il le fauteuil au roi, se fondant sur ce principe que le président de l'assemblée de la nation était avant les autorités de la nation.

» Nos malheurs sont venus en partie de cette exagération d'idées. Ce serait une prétention chimérique et même criminelle que de vouloir représenter la nation avant l'empereur.

» Le corps législatif, improprement appelé de ce nom, devait être appelé *conseil législatif,*

puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. Le conseil législatif est donc la réunion des mandataires des colléges électoraux; on les appelle *députés des départements*, parce qu'ils sont nommés par les départements.

» Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation c'est l'empereur et ses ministres, organes de ses décisions. La seconde autorité représentante, c'est le sénat; la troisième, le conseil d'état, qui a de véritables attributions législatives. Le conseil législatif a le quatrième rang.

» Tout rentrerait dans le désordre si d'autres idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques ».

Ce galimathias double était tout à la fois ridicule et inutile : inutile, parce que personne ne songeait alors à troubler l'empereur dans ses extases monarchiques; ridicule, parce que la langue et la raison y étaient également défigurées. Suivons-le dans ses nouvelles invasions.

CHAPITRE VII.

Il distribue des sceptres et des couronnes.

Tout réussissait au gré de ses désirs. Sa puissance, dans l'intérieur comme à l'extérieur, était devenue si formidable, qu'il pouvait désormais tout entreprendre impunément. Il le sentit, il l'essaya. Ce fut alors qu'il prit la résolution de renverser tous les anciens trônes de l'Europe, et de s'entourer de rois qui, lui devant leur couronne, s'attacheraient à la sienne par le plus puissant de tous les liens, celui d'un intérêt commun.

Dans l'indécision où cette orgueilleuse pensée le jeta, il ne sut d'abord par où commencer; mais un événement de très peu d'importance fixa son attention, et fit tomber le sort sur le malheureux roi de Naples.

Lorsqu'il était encore à Vienne, il apprit qu'un vaisseau russe avait débarqué quelques hommes dans la Calabre. Il n'y avait rien là que de fort simple; les Russes et les Napolitains n'étaient point en guerre, et aucune loi ne les empêchait de communiquer les uns avec

les autres. Mais alors la volonté de Buonaparte était la loi suprême du Continent. Feignant d'ignorer ce qui se passait, il détermina le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Paris, à signer un traité d'alliance, offensive et défensive, entre son maître, la France et l'Autriche. Puis, supposant ce traité bien connu du roi, il lui fit un crime d'en avoir violé les conditions, en recevant des Russes sur son territoire; il en accusa surtout la reine, et il fit mettre dans son *Moniteur* du 25 décembre 1805, la note infâme qu'on a pu lire dans un des chapitres précédents (1).

Bientôt après, un décret impérial nomma Joseph roi de Naples, comme il l'eût nommé préfet de Soissons ou maire de l'un des arrondissements de Paris.

Le 21 février 1806, la ville de Naples, que le roi Ferdinand et toute sa cour avaient quittée pour se rendre en Sicile, ouvrit ses portes aux Français; et Joseph, en prenant possession du royaume, déclara dans une proclamation solennelle, que *la dynastie des Bourbons n'y*

---

(1) Ayant voulu réunir dans un seul tableau toutes les couronnes que distribua ce nouveau roi des rois, nous avons été obligés de répéter ici quelques faits qu'on a déjà lus dans le chapitre III.

rentrerait jamais. Joseph imitait assez heureusement le style de son frère, mais ni l'un, ni l'autre n'avaient le talent de lire dans l'avenir. En félicitant l'empereur sur cette brillante expédition, l'orateur du corps législatif lui dit, que *l'univers semblait être devenu le prix d'une course plutôt que celui de la victoire.* (Voyez le Chap. 3).

Quatre mois après cet événement, qui laissa l'Europe muette de surprise et d'effroi, la Hollande devint le théâtre d'une scène à peu près semblable. Le 5 juin de la même année, une députation de Bataves, présidée par le vice-amiral Werhuel, arriva à Paris et demanda pour roi le *prince Louis*, connétable de France, *afin*, dit l'orateur, *de voir renaître les jours de notre ancienne prospérité sous la glorieuse protection du plus puissant des monarques.*

Le plus puissant des monarques répondit qu'ayant profondément médité sur le gouvernement qui convenait le mieux aux Hollandais, il s'était assuré que c'était le gouvernement monarchique; et que de tous les monarques qu'ils pouvaient choisir, il n'y en avait pas un dans l'univers dont le caractère, les sentiments et les vœux fussent plus d'accord avec les siens pour assurer le bonheur de leur pays.

En conséquence, ajouta-t-il, *je proclame roi de Hollande le prince Louis.*

Et en se retournant du côté de celui-ci : « Et vous, prince, régnez sur ces peuples, et souvenez-vous des devoirs *que vous avez à remplir envers moi et envers eux.* »

Le même jour il nomma son oncle, le cardinal Fesch, coadjuteur de l'archi-chancelier de l'empire d'Allemagne, électeur de Ratisbonne et primat de Germanie.

« Si cette nomination, dit-il en l'annonçant par un message au sénat, est utile à l'Allemagne, elle n'est pas moins conforme à la politique de la France.

» Ainsi, le service de la patrie appelle loin de nous nos frères et nos enfants, mais le bonheur et les prospérités de nos peuples commandent aussi nos plus chères affections. »

Cette damnable hypocrisie n'en imposait à personne, mais personne aussi n'osait la signaler, et tout marchait sous ses ordres comme sous l'influence des plus nobles sentiments.

Le 12 juillet suivant, fut signé à Paris le fameux traité *de la Confédération du Rhin*, qui donnait à la France la prépondérance qu'avait si long-temps exercée la maison d'Autriche sur les états du midi de l'Allemagne, et qui rendait tout-à-fait illusoire le titre de *chef de l'Empire germanique*, que l'empereur d'Allemagne avait conservé.

Par ce traité, les électeurs de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg abandonnaient leurs anciens titres d'électeurs, consacrés par sept cents ans d'exercice et de succession non interrompue, pour recevoir des mains d'un usurpateur, d'un intrus, d'un homme qui n'avait aucun titre, qui ne pouvait exercer aucun droit, le titre de ROI, lequel n'ajoutait rien ni à leur puissance, ni à leurs prérogatives!

Nemo dat quod non habet, est un principe devenu proverbe. Comment Buonaparte aurait-il pu conférer des honneurs qu'il n'avait pas? Comment un usurpateur pouvait-il faire des rois légitimes? Tout ce qui vient d'une source impure, est impur. Tout ce qui provenait de la puissance illégitime de Buonaparte était illégitime comme elle. Les électeurs de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg abdiquèrent donc, en effet, leur couronne, le jour où ils consentirent à l'échanger contre la couronne royale que leur offrait le tyran de leur pays et du nôtre (1).

(1) Tout cela serait incontestable, si les affaires des souverains se traitaient comme celles des particuliers, et si ce qu'on appelle le *droit public* était toujours fondé sur l'équité; mais la diplomatie a, comme la providence, des voies secrètes et inconnues du vulgaire, et des règles qui s'écartent souvent de celles de la jurisprudence.

Par le même traité furent nommés *grands-ducs* l'électeur archi-chancelier de l'Empire, l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, et le landgrave de Hesse-d'Armstadt.

Le général Murat fut nommé grand-duc de Berg (1), M. d'Alberg grand-duc de Francfort, etc., et Napoléon protecteur de la Confédération.

Le lendemain du jour où ce traité, chef-d'œuvre de M. de T...., fut publié dans les journaux, Buonaparte fit insérer dans le sien « que ce nouveau pacte était moins un changement qu'une suite nécessaire de tous les changements qui, depuis cent ans, avaient lieu en Allemagne; qu'il diminuait à peine l'importance politique et le pouvoir effectif

---

(1) Le général Murat, aujourd'hui roi de Naples, est fils d'un aubergiste de....... dans le Querci. Il embrassa d'abord l'état ecclésiastique, qu'il quitta pour l'état militaire. Une bravoure étourdie le fit remarquer de Buonaparte, qui se l'attacha et lui donna une de ses sœurs en mariage. Depuis ce temps, la fortune de Murat s'accrut rapidement. Il fut nommé prince de l'empire, grand-duc de Berg, général de toute la cavalerie française, et enfin roi de Naples. Il passe pour avoir de l'esprit, des connaissances, un ton chevaleresque et des manières agréables. Mais on ne croit pas que ces titres soient suffisants pour assurer la couronne de Naples sur sa tête.

de la maison d'Autriche, tandis qu'il n'ajoutait rien à celui de la France.

Nous répétons ses propres paroles pour ne laisser aucun doute sur la bonne foi qu'il mettait dans ses déclarations, comme dans ses traités.

Il lui restait encore un frère à pourvoir; c'était Jérôme, qu'il avait déjà nommé grand-amiral de France. Mais cette place, toute éminente qu'elle était, et dont se contentaient autrefois les enfants de nos rois, ne suffisait plus à la grandeur d'un frère de Buonaparte. Tous les autres étaient souverains; celui-ci ne pouvait manquer de l'être : il fut nommé *roi de Westphalie.*

Mais avant de lui placer la couronne sur la tête, Buonaparte crut qu'il était à propos de le faire connaître à l'Europe.

Il l'était à peine à Paris, et il ne l'était que par des fredaines d'écolier. Il reçut l'ordre d'aller s'embarquer dans je ne sais quel port de France, de faire son apprentissage de grand-amiral, en faisant quelques promenades sur mer, et d'éviter le plus qu'il pourrait les croisières anglaises.

Fidèle à ses instructions, Jérôme partit, s'embarqua, se promena sur la mer, alla jusqu'en Amérique, épousa Mlle. Paterson, fille

d'un riche négociant de Baltimore, revint en Europe, et débarqua à Lisbonne.

Sur-le-champ, et d'après un ordre de son frère, il fut séparé de sa femme; et tandis qu'on r'embarquait celle-ci sur un bâtiment américain qui la conduisit à Portsmouth et de là à Londres, où elle fit ses couches, Jérôme, amené en France à peu près comme un prisonnier, reçut pour dédommagement la couronne de Westphalie, et l'ordre de se préparer à un nouveau mariage, *plus digne de sa famille et de lui-même.*

Le 23 août suivant (1807), à huit heures du soir, il épousa, dans la chapelle des Tuileries, une fille du roi de Wurtemberg, en présence de l'empereur, de l'impératrice, du grand-duc de Berg, des princes de Bade et de Neuchâtel. Le prince-primat, grand-duc de Francfort, leur donna la bénédiction nuptiale.

Ce mariage étonna et scandalisa tout le monde; tout le monde savait que Jérôme était marié très-légitimement avec une femme assortie de tout point à sa première fortune, et dont aucune loi civile ou ecclésiastique n'avait prononcé le divorce. On ne fut pas moins étonné du consentement de la princesse que son frère avait choisie pour la remplacer. Fille de l'électeur de Wurtemberg et petite-fille du

roi d'Angleterre, celle-ci venait épouser le frère du plus cruel ennemi de son grand-père, de celui qui ne faisait des voeux que pour le détrôner, et qui ne cessait de remplir les feuilles publiques du continent d'outrages et d'injures contre lui et toute sa famille. Il faut avouer que ce choix était bien bizarre!

En annonçant cette cérémonie, le *Moniteur* dit : « Le jardin des Tuileries était rempli par une foule immense, qui manifestait son allégresse par des acclamations vives et prolongées. La violence de l'orage qui a éclaté vers les huit heures du soir, n'est point parvenu à l'éloigner. »

Excepté l'*orage*, il n'y a pas un seul mot de vérité dans ce récit : celui qui écrit ces lignes, eut occasion de traverser les Tuileries avant et après l'orage, et il certifie qu'il n'y vit pas une ame, et qu'il n'entendit pas un seul *cri d'allégresse*. Mais c'était ainsi que Buonaparte voulait qu'on écrivît son histoire. Je veux, disait-il à ses familiers, qu'on ne sache dans le public que ce qui me plaît, et non pas ce qui est.

Quatre jours après son mariage, le prince Jérôme reçut les députés de Magdebourg, de Brunswick, de Minden, de Paderborn et de Cassel, qui, bien instruits de ce qu'ils devaient

dire et faire, lui offrirent une couronne qu'il avait déjà sur la tête.

L'orateur de la députation débita tous les lieux communs que nous connaissons, sur le besoin qu'ont les peuples d'être gouvernés; sur le bonheur que promettait à ceux de Westphalie un prince aussi sage, aussi bon et d'une valeur aussi brillante que celui qui daignait les entendre; sur la reconnaissance enfin dont ils étaient tous pénétrés pour le grand Napoléon, qui les avait pris sous sa protection, et leur donnait une preuve de son ineffable bonté, en leur *permettant de choisir un roi* dans son auguste famille......

La réponse du roi fut parfaitement assortie à cette noble harangue : S. M. remercia messieurs les députés de la bonne opinion qu'ils avaient conçue de ses sentiments, et promit de la justifier par tous les moyens qui seraient en son pouvoir, etc.....

Le soir, le prince et sa femme parurent en grande loge à l'Opéra, où ils furent accueillis à plusieurs reprises par les applaudissements d'une vingtaine de *compères* apostés par la police (1).

---

(1) Par une loi de famille, qui fut publiée dans le même temps, Buonaparte s'arrogea une tutelle absolue sur tous ces rois de sa

Nous n'avons pas voulu interrompre le récit de toutes ces nominations et de ces arrangements politiques, qui tenaient au même système, pour transporter nos lecteurs sur les champs de bataille, et leur offrir le tableau des événements militaires qui se sont passés dans cet intervalle de temps. Mais nous allons reprendre ces événements.

---

façon. En vertu de cette loi, la qualité de prince du sang de la dynastie Napoléon impliquait une minorité éternelle. Ainsi, les diadêmes que cet homme plaçait sur la tête de ses frères et de ses alliés, n'étaient, en effet, que la chaîne qui les tenait asservis à ses caprices; et les titres d'*esclaves couronnés*, que des philosophes de mauvaise humeur ont quelquefois donnés aux rois, se trouvèrent alors exactement applicables.

CHAPITRE VIII.

Guerre de Prusse et de Russie ; batailles d'Iéna, d'Eylau et de Friedland ; paix de Tilsitt.

Les princes qui ne sont arrivés au pouvoir suprême que par des crimes, dit Machiavel, ne peuvent s'y maintenir que par la ruse ou par la force. Plus habile que Machiavel, Buonaparte a perfectionné sa méthode, et l'eût inventée si Agathocle, Alexandre VI et tant d'autres usurpateurs ne l'avaient pas employée avant lui. Il employa tour à tour, et avec le même succès, la ruse et la force. Il faisait trembler tous les princes de l'Europe, quand il était las de les tromper. Il entretenait dans leurs cabinets des espions titrés qui lui rendaient un compte fidèle de leurs plus secrètes délibérations, lors même qu'il était en guerre avec eux.

On aurait peine à croire que d'anciens ministres, des secrétaires-d'état, des hommes respectables par leurs services et par leurs

talents ; en Russie, M. Kourakin ; à Vienne, M. de Metternich ; à Madrid, le prince de la Paix ; à Berlin, M. Haugwitz ; à Munich, M. de Montglas, etc., se fussent abaissés au rôle odieux d'espions de leurs maîtres et d'agents secrets de Buonaparte ; et cependant, rien n'est malheureusement plus vrai. Ce fut par leur entremise et au moyen des sommes considérables qu'il leur faisait passer, qu'il se rendit successivement maître des conseils de Vienne, de Prusse, de Russie, de Saxe et de Bavière.

Ainsi que les Romains, ses illustres maîtres, il se servait de ses alliés pour faire la guerre à ses ennemis. Et quand *il avait plusieurs ennemis sur les bras, il accordait une trève au plus faible, qui se croyait heureux de l'obtenir, comptant pour beaucoup d'avoir différé sa ruine* (1).

Deux fois la Prusse aurait pu l'écraser en joignant à propos ses forces à celles de l'Autriche, et deux fois elle manqua cette belle occasion, et frustra l'attente de l'Europe.

Cette conduite serait inexplicable, si l'on ne savait que, depuis la paix de Bâle, conclue

---

(1) Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains.*

entre le père du roi de Prusse actuel et le comité de salut public, la Prusse recevait de la France un subside annuel de cinq millions tournois pour garder la neutralité. Ce subside lui fut exactement payé jusqu'en 1804, époque à laquelle Buonaparte, croyant avoir assez compromis le roi de Prusse pour n'en avoir plus rien à craindre, lui retira sa pension, et lui envoya à la place le grand cordon de la légion d'honneur.

Une armée française était alors à ses portes et occupait le Hanovre; le roi de Prusse avait non seulement souffert cette invasion, qu'il pouvait et qu'il devait empêcher, mais il avait consenti à partager avec l'usurpateur les dépouilles de son allié, le roi d'Angleterre.

Toutes ces condescendances l'avilissaient aux yeux de l'Europe, et ne le sauvèrent pas des griffes du tigre. Son heure était arrivée. Il reconnut, mais trop tard, son fatal aveuglement.

Jusqu'alors les journaux français et les écrivains salariés de Buonaparte n'avaient cessé de vanter ses dispositions pacifiques, comme le chef-d'œuvre de la sagesse humaine. « M. Haugwitz était venu à bout de lui persuader, qu'en persistant dans sa neutralité, il tenait dans ses mains la balance de l'équilibre

européen; et le rusé Buonaparte était un des flatteurs les plus empressés de ce bon monarque, qu'il appelait *son allié naturel* (1) ».

La Prusse était restée intacte. Les sécularisations l'avaient amplement dédommagée de ses pertes sur le Rhin. En y joignant la part qu'elle avait obtenue dans le dernier partage de la Pologne, elle était plus riche en territoire, en population et en moyens de toute espèce qu'elle ne l'avait été dans les temps les plus prospères de Frédéric second.

Mais celui-ci aurait prévenu les événements au lieu de les attendre. Il n'aurait pas cru que les affaires de l'Allemagne méridionale lui fussent étrangères. Il n'aurait pas laissé refouler l'Autriche derrière l'Inn; et, d'accord avec elle, il aurait reconstruit une digue assez forte pour arrêter les débordements d'un torrent qui menaçait d'engloutir l'Europe entière.

Cependant il faut le dire, une des principales causes de l'aveuglement du roi et de la nation, fut la confiance que l'un et l'autre avaient prise dans les succès du grand Frédéric.

Depuis douze ans, les institutions civiles et militaires de la Prusse n'avaient pas été mises à l'épreuve. Personne ne s'apercevait de leur

---

(1) *Système continental*, par M. Schlegel.

insuffisance, au milieu des grands changements qui venaient de s'opérer en Europe.

Et voilà le danger dont les neutres sont toujours menacés, pendant ces grandes luttes qui mettent en jeu tous les ressorts de la politique et de la guerre : l'inactivité à laquelle ils sont condamnés par leurs craintes ou par leur faiblesse, diminue de moitié leur force et leur énergie.

On a dit que les neutres devaient à la longue rester les plus forts, parce que les combattants s'affaiblissent nécessairement de toutes leurs pertes réciproques.

Mais ce raisonnement ne me paraît pas juste. La force des états ne se compose ni de l'étendue du territoire, ni des masses de sa population. Elle se compose, d'une part, de l'industrie des habitants, et de l'autre, du mouvement qu'on sait imprimer à cette industrie, soit par l'ame du patriotisme, soit par l'aiguillon du point d'honneur militaire.

Le gouvernement prussien avait suffisamment prouvé ses intentions pacifiques, en se prêtant avec complaisance à toutes les propositions de paix que lui avait fait faire le cabinet de Saint-Cloud.

En mettant tout amour-propre de côté, la Prusse avait consenti à céder des provinces

qu'elle possédait légitimement, en échange de l'électorat d'Hanovre, sur lequel le roi d'Angleterre n'avait ni perdu ni abdiqué ses droits.

Il ne faut pas oublier de remarquer que, tandis que Buonaparte invitait la Prusse à prendre possession de cet électorat, il offrait de le rendre aux Anglais, comme gage de la paix qu'il leur demandait.

Ainsi, c'était au moment qu'il allait fondre sur elle, comme un vautour sur sa proie, qu'il avait l'attention de la brouiller avec l'Angleterre; et voilà ce que Machiavel, malgré toute sa politique, n'aurait jamais deviné.

La Prusse, inquiète des forces que la France rassemblait sur ses frontières, en demanda plusieurs fois la raison, et ne reçut que des réponses évasives. Elle se crut menacée par ces rassemblements, et insultée par le silence qu'on affectait de garder sur leurs causes. En conséquence, elle se mit sur ses gardes, et prit les précautions que tous les états ont droit de prendre en pareil cas.

Buonaparte s'en offensa, ou fit semblant de s'en offenser. Il écrivit à tous les princes de la Confédération du Rhin, une lettre circulaire, dont le sens était que la Prusse armait depuis un mois, sans cause et sans raison; que ces armements lui paraissaient le résultat d'une

coalition avec la Russie contre la Confédération du Rhin, ou la suite des intrigues de la reine et de l'irréflexion du cabinet ; que, dans ces deux cas, il lui paraissait nécessaire de convoquer les forces que la Confédération s'était obligée de fournir pour la défense de ses intérêts ; qu'au lieu de 200,000 hommes que la France devait mettre sur pied, dans cette même hypothèse, elle en mettrait 300,000, et qu'il avait ordonné que les troupes nécessaires pour compléter ce nombre fussent transportées, en poste, sur le Bas-Rhin.

Le 25 septembre 1806, l'empereur quitta Paris, arriva le 28 à Mayence, et le 6 octobre à Bamberg.

Le 14, il écrivit au sénat une longue lettre, dans laquelle il tâchait de mettre tous les torts de l'agression sur le compte de la Prusse et de la Russie.

« Les armées prussiennes, dit-il, portées au grand complet de guerre, se sont ébranlées de toutes parts, ont dépassé leurs frontières et envahi la Saxe. Notre premier devoir, à cette nouvelle, a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps, et de faire entendre le cri de guerre. Il a retenti au cœur de tous nos guerriers. Tous nos camps sont formés ; nous allons marcher contre les armées prussiennes,

et repousser la force par la force. Dans une guerre aussi juste, où nous ne prenons les armes que pour nous défendre, que nous n'avons provoquée par aucun acte, par aucune prétention, et dont il nous serait impossible d'assigner la véritable cause, nous comptons entièrement sur le secours de Dieu, sur l'appui des lois et sur l'affection de nos peuples.... »

Cette lettre hypocrite était accompagnée de deux rapports du ministre des relations extérieures, et de trois notes de M. le général prussien Knobelsdorff, tendant, celles-ci, à justifier les démarches de la cour de Berlin, ceux-là à les blâmer. Mais les rapports blâmaient avec amertume, et du ton que prennent dans toutes les disputes ceux qui ont tort au fond; et les notes justifiaient les intentions du roi de Prusse avec une modération qui en garantissait la sincérité.

La lettre et les notes, telles qu'on les présentait, avaient un autre but; c'était de mettre le sénat et la nation dans les intérêts de l'empereur : cela ne suffisait pas, il fallait tromper et gagner l'armée; c'est ce qu'on se proposa dans la proclamation que voici :

Proclamation de l'empereur et roi.

Soldats,

« Des cris de guerre se sont fait entendre à

Berlin. Depuis deux mois nous sommes provoqués à outrance.

» La même faction qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit il y a quatorze ans les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne domine dans leurs conseils. Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler, c'est la Saxe qu'ils veulent soumettre, ce sont vos lauriers qu'ils veulent flétrir : les insensés ! qu'ils sachent qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale, que de flétrir l'honneur des enfants du grand-peuple: leurs projets seront confondus. Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que par celui de l'honneur; nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe. »

Le 7 octobre, l'empereur reçut à Bamberg par un courrier du prince de Bénévent des dépêches importantes, parmi lesquelles était *une lettre du roi de Prusse*, qui, voulant éviter l'effusion du sang, tentait un dernier effort auprès de l'empereur, et lui offrait tous les moyens de terminer à l'amiable la querelle qui menaçait d'embraser tout le continent; mais celui-ci, qui voulait la guerre à tout prix, se garda bien d'écouter les propositions raisonnables du roi; loin de là, il essaya de les tourner en ridicule; et voici le compte qu'il en ren-

dit dans son premier bulletin, daté de Bamberg le 8 octobre 1806.

« La lettre du roi de Prusse, longue d'une vingtaine de pages, n'est réellement qu'un mauvais pamphlet contre la France, dans le genre de ceux que le cabinet anglais fait faire par ses écrivains à 500 liv. sterling par an. L'empereur n'en acheva point la lecture, et dit aux personnes qui l'entouraient : « Je plains *mon frère le roi de Prusse*, il n'entend pas le français; il n'a sûrement pas lu cette rapsodie. » A cette lettre était jointe la célèbre note de M. Knobelsdorff.

« Maréchal, dit l'empereur au maréchal Berthier, on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8 : jamais un Français n'y a manqué; mais comme on dit qu'il y a une belle reine, qui veut être témoin des combats, soyons courtois, et marchons sans nous coucher pour la Saxe. »

« L'empereur avait raison de parler ainsi : car la reine de Prusse est à l'armée, habillée en amazone, portant l'uniforme de son régiment de dragons, écrivant vingt lettres par jour, pour exciter de toute part l'incendie. Il semble voir Armide, dans son égarement, mettant le feu à son propre palais. Après elle, le prince

Louis de Prusse, jeune prince plein de bravoure, excité par le parti, croit trouver une grande renommée dans les vicissitudes de la guerre. A l'exemple de ces deux grands personnages, toute la cour crie à la guerre... toute la jeunesse est sous les armes, etc. etc. » (*Premier bulletin de la grande armée*).

La reine de Prusse, une des plus belles femmes de son temps, avait des sentiments très élevés et un courage au-dessus de son sexe. Elle voyait avec une peine extrême son pays soumis au joug du plus insolent des despotes; elle fit tout ce qu'elle put pour réveiller dans le cœur de son mari des sentiments dignes de son rang, et du petit-neveu du grand Frédéric, et en vint à bout; voilà pourquoi Buonaparte ne l'aimait pas et ne cessa dans tous ses bulletins de vomir contr'elle les injures les plus grossières et les calomnies les plus infâmes: ces bulletins étaient pour le ton et par le style, des libelles au-dessous du *Colporteur* et du *Gazettier encuirassé*.

Citons-en quelques passages :

« L'empereur est logé au palais de Weymar, où logeait quelques jours avant la reine de Prusse; il paraît que tout ce que l'on dit d'elle est vrai; elle était ici pour souffler le feu de la guerre; c'est une femme d'une jolie figure, mais de peu d'esprit, et incapable de *présager*

les conséquences de ce qu'elle faisait. » (*VIIIe. bulletin*).

« Il n'y a qu'un cri contre la reine dans tout le pays. » (*XIVe. bulletin*).

« Jeunesse inconsidérée, taisez-vous; et vous femme, retournez à vos fuseaux. » (*XVIe. bulletin*.

« La reine a quitté le soin de sa toilette pour se mêler des affaires d'état, et *susciter* partout le feu dont elle est possédée. (*XVIIe. bulletin.*)

Voici quelque chose de plus grave :

« On vend dans toutes les boutiques à Berlin une gravure qui excite le rire même des paysans; on y voit le bel empereur de Russie auprès de la reine, et de l'autre côté le roi qui lève la main sur le tombeau du grand Frédéric. La reine drapée d'un schall, comme les gravures de Londres représentent lady Hamilton, appuie la main sur son cœur, et a l'air de regarder fort tendrement le bel empereur de Russie. » (*Ibid*).

Cette guerre de plume était au moins inutile; elle était scandaleuse, et d'autant plus lâche qu'elle frappait sur une femme belle et malheureuse, qui avait voulu sauver son pays, et qui se trouvait alors ensevelie sous ses ruines.

Le 13 octobre les deux armées se trouvèrent

en présence, dans les plaines de Saxe, entre Weymar et Jena ; l'armée prussienne, forte de cent cinquante mille hommes et commandée par le roi en personne, avait pour lieutenants-généraux les deux célèbres compagnons de Frédéric II, le duc de Brunswick et le feld-maréchal Moellendorff; l'armée française, forte de cent quatre-vingt mille hommes, était partagée en sept grands corps, commandés par les maréchaux Lannes, Bernadotte, Davoust, Ney, Soult, Augereau et le grand-duc de Berg ; tous commandés par l'empereur. Une bataille était inévitable ; les deux partis la désiraient également : elle devait être décisive.

Elle eut lieu le 14. Les Prussiens manœuvrèrent avec une grande précision, et se battirent avec une extrême bravoure. Le duc de Brunswick et le feld-maréchal Moellendorff furent blessés. Le prince Louis-Ferdinand de Prusse fut tué. Le roi montra tout le sang-froid de son grand-oncle et le courage d'un soldat : il eut deux chevaux tués sous lui. Toute l'armée fit son devoir ; mais rien ne put résister à la *furie française*, qu'on avait trouvé moyen d'exciter au plus haut degré par tous les motifs de haine, de vengeance et de cupidité. Suivant sa tactique ordinaire, Buonaparte attaqua et enfonça le centre de l'ennemi, et par cette manœuvre jeta

le trouble dans les deux ailes. Sa nombreuse artillerie portait partout le désordre et la mort. Sa garde fit des prodiges. La bataille avait commencé avec le jour; à deux heures après midi la victoire était décidée en notre faveur: elle nous coûta seize mille hommes, et six mille blessés. De leur côté les Prussiens n'en perdirent guère davantage; mais leur armée fut entièrement disloquée, et le roi perdit son royaume avec son armée: tel est le sort des gouvernements militaires.

Le cinquième bulletin, qui nous annonça cette victoire, nous apprit en même temps que les Prussiens avaient eu vingt mille hommes tués, et perdu quarante mille prisonniers, trois cents pièces de canon et quatre-vingts drapeaux. Quant à nous, notre perte fut évaluée à mille morts et trois mille blessés.

Après la bataille d'Jena, Buonaparte établit son quartier-général à Brunswick, dans le palais du duc de Weymar; la duchesse, femme de tête et d'esprit, n'en était pas sortie, et s'était retirée dans une des ailes avec ses femmes. Buonaparte arrive impétueux, ivre de sa victoire, bouillant de vanité, la tête perdue. Dans la seconde pièce, la duchesse se présente à lui.— Qui êtes-vous, lui dit-il? — Sire, la duchesse de Weymar. — *Je briserai votre mari*, je ne

lui laisserai pas un moment de repos. — Sire, son devoir, l'honneur et son rang lui commandaient le parti qu'il a pris. — Mauvais parti, Madame; il devait savoir qu'on ne me résiste pas. Depuis long-temps le cabinet de Berlin me pressure et m'outrage; je lui ferai rendre gorge. La noblesse prussienne, insolente et bravache, apprendra à ses dépens qu'on ne m'insulte pas impunément : *je veux la réduire à mendier son pain*... A ces mots la duchesse fit une profonde révérence et se retira.

L'empereur ne donna pas le temps à l'ennemi de se rallier; tandis que ses généraux poursuivaient vivement les débris de l'armée vaincue, il alla droit à Postdam, où il entra le 24. Le maréchal Augereau entra à Berlin le 26. Le grand-duc de Berg attaqua Spandau, et le maréchal Ney bloqua Magdebourg. En moins de quinze jours toute la Prusse électorale fut prise et inondée de nos troupes... «Une des premières puissances militaires de l'Europe est anéantie», disait froidement Buonaparte dans la proclamation qu'il adressa à son armée le 28 octobre; et par un décret, en date du 9 novembre, il frappa d'une contribution de 150 millions cette puissance anéantie.

L'armée française, après quelques jours de repos, reçut ordre de marcher sur Varsovie, où

l'on apprit que les Russes étaient entrés le 12 novembre. Dans le troisième bulletin, qui nous annonçait cette nouvelle, on trouve une prophétie qui ne s'est pas vérifiée.

« L'armée française, dit cet illuminé, ne quittera désormais la Pologne et la Prusse que lorsque la Valachie et la Moldavie seront rendues à la Porte, lorsque toutes les colonies envahies par l'Angleterre seront restituées à la France, à l'Espagne et à la Hollande. »

Le 28 novembre, le grand-duc de Berg et le maréchal Davoust entrèrent à Varsovie par une porte, tandis que les Russes, qui n'étaient pas en forces, sortaient par le faubourg de Praga, et brûlaient le pont de la Vistule.

A notre arrivée, les Polonais se crurent une nation ressuscitée, et manifestèrent une joie extraordinaire, qui ne fut pas de longue durée. L'empereur avait promis solennellement et à plusieurs reprises de leur rendre leur antique indépendance; sur cette parole ils convoquèrent une diète, ils formèrent une confédération; ils s'unirent à nous pour repousser les Russes, qui, d'après cette défection, se retirèrent en bon ordre, et en défendant le terrain pied à pied, d'abord derrière la Vistule, ensuite derrière le Bug, puis à Grodno, derrière le Niémen.

Chacune de ces retraites fut précédée d'un combat, et chacun de ces combats nous coûta beaucoup d'hommes. C'était un plan de campagne conseillé, dit-on, par le général Kutusoff, et qui était fort bien conçu dans leur intérêt, quoiqu'il parût défavorable à la gloire de leurs armes.

Cependant tous ces combats partiels, livrés de part et d'autre entre les lieutenants des deux empereurs, ne décidaient rien. Le 6 février 1807, tous les corps de l'armée française se trouvèrent réunis à Preussych-Eylau, ayant devant eux, à deux portées de canon, l'armée russe, fortement retranchée.

Les deux armées cherchaient avec la même impatience un engagement général. Il dura trois jours avec un acharnement sans exemple, malgré la neige, le vent, le froid et toutes les incommodités réunies du climat et de la saison. Le corps du maréchal Augereau fut exterminé, et lui-même fut blessé d'une balle. Le général Corbineau fut enlevé par un boulet. Les colonels Lacuée, Lemarrois, Bouvières et vingt-deux autres furent tués. Le général d'Hautpoul mourut de ses blessures. Nous perdîmes vingt-sept mille braves dans ces trois journées, mais nous restâmes maîtres du terrain; et le cruel Buonaparte appelait ces boucheries des *vic-*

toires! Il écrivait dans ses bulletins: *Cette expédition est terminée; l'ennemi est battu et rejeté à cent lieues de la Vistule.* Il fit chanter des *Te Deum* à Paris, pendant que les Russes en faisaient chanter de leur côté à Saint-Pétersbourg.

Ce n'est pas la première fois qu'on a vu les deux partis chanter victoire après une bataille; mais Buonaparte est le premier général peut-être qui ait cherché à tromper l'univers par des mensonges grossiers, que cinq cent mille témoins pouvaient démentir : il osa dire dans ses bulletins et dans une proclamation, qu'il avait gagné la bataille d'Eylau, parce qu'il resta le dernier sur le terrain. Mais il sentit bientôt l'impossibilité de s'y maintenir; et sans s'inquiéter du soin d'enterrer ses morts ni de celui de panser ses blessés, il se rapprocha de la Vistule, où il prit ses cantonnements. Le 63e. bulletin, daté d'Osterode, annonçait que les Russes avaient perdu à cette bataille vingt généraux, neuf cents officiers et trente mille hommes (1).

---

(1) Le lendemain de cette journée, a dit un témoin oculaire, Buonaparte parcourut le champ de bataille; il faisait un froid glacial; des blessés respiraient encore. La foule des cadavres et les cavités noirâtres que le sang des hommes avait creusées dans

Ce bulletin et la fête que M. l'archi-chancelier donna à cette occasion à l'impératrice, ne séchèrent pas une seule des larmes que les nouvelles particulières de l'armée faisaient répandre alors dans toute la France.

Le reste de l'hiver se passa en escarmouches et en négociations également inutiles. Le printemps, tardif dans ces climats, en ramenant les beaux jours, ramena toutes les horreurs de la guerre. Les grandes armées toujours impatientes d'en venir aux mains, se réunirent de part et d'autre dans les environs de Friedland, et ce fut là que se donna la dernière grande bataille de cette campagne mémorable.

Au premier coup de canon qui l'annonça, le 14 juin 1807, à trois heures du matin, Buonaparte, qui avait toujours un mot de circonstance préparé vingt-quatre heures d'avance, s'écria au milieu de son état-major : *Bonne*

---

la neige, faisaient un affreux contraste ; l'état-major qui suivait le général était péniblement affecté ; lui seul contemplait froidement cette scène de deuil et de sang ; il paraissait un homme détaché de toutes les affections humaines. Il parlait des manœuvres de la veille, des fautes de l'ennemi et des siennes même, comme s'il n'eût été témoin que d'une représentation théâtrale. En passant devant un groupe de grenadiers russes, étendus sans vie, le cheval d'un de ses aides-de-camp eut peur ; Buonaparte s'en aperçut, et dit : *Ce cheval est un lâche.*

nouvelle, Messieurs, c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo.

Ce mot courut et fit fortune: l'armée fut ce qu'elle n'avait pas cessé d'être, intrépide et victorieuse. Les officiers généraux qui dirigeaient ses mouvements, Lannes, Mortier, Latour-Maubourg, Ney, Victor et Grouchy, se distinguèrent par leur bravoure et par leurs manœuvres. Les Russes soutinrent nos efforts pendant seize heures, et ne démentirent point leur antique réputation; mais ils avaient affaire à des hommes exaltés au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. Ils furent battus; et cette fois-ci la victoire ne fut pas incertaine. Kœnisberg en fut le premier gage, et la paix de Tilsitt le second et le plus précieux.

Notre armée victorieuse était sur les bords du Niémen, c'est-à-dire sur l'extrême frontière de la Prusse ducale et de la Russie, mais à quatre cents lieues de la France, et diminuée de moitié par l'effet des armes, de la fatigue et des maladies. De son côté l'empereur de Russie craignait de transporter le théâtre de la guerre dans le cœur de ses états.

Ces motifs agissant séparément sur l'esprit des deux redoutables rivaux, les rendirent également humains, également modérés, également disposés à entendre parler de paix.

Ils commencèrent par signer un armistice, le 21 juin; et le 25, les deux empereurs s'embarquèrent, chacun de son côté, sur le Niémen, se réunirent au milieu de la rivière, dans un radeau préparé à cet effet, et s'embrassèrent avec une apparente cordialité qui annonça à toute l'armée que la paix ne tarderait pas à être signée.

Ce fut alors que Buonaparte eut avec la reine de Prusse cette fameuse entrevue dont on a tant parlé, qu'on a si mal rendue dans tous les papiers publics, et qu'un témoin oculaire raconte ainsi :

« Le commencement de cette entrevue fut charmant. « Je croyais bien, dit Buonaparte à la reine, voir une belle reine, mais je ne m'attendais pas à voir la plus belle femme du monde.» La reine rougit et s'inclina. Des roses étaient dans un vase; Buonaparte en prit une, et la lui présenta. « *Nous nous connaissons si peu*, dit la reine confuse et timide, *que je ne sais si je dois accepter cette fleur.* » Buonaparte irrité de cette réponse, lui porta brutalement sa fleur sous le nez, en lui disant: « *Acceptez toujours Madame, acceptez; c'est un gage d'amitié.* » La reine pâle et tremblante, prit alors la rose, mais garda le silence. Buonaparte reprit: « Rassurez-vous, Madame, *je ne veux point*

vous faire de mal; et si je peux faire quelque chose pour vous, ne me privez pas de ce plaisir. » Le tartuffe! il ne fit rien pour elle: il ruina son pays, et il peut se vanter d'avoir été son bourreau, car elle mourut de chagrin peu de temps après.

La paix fut signée le 8 juillet, à Tilsitt, par le prince de Bénévent pour l'empereur des Français, et par les princes Kourakin et Labanoff pour l'empereur de Russie, et ratifiée le lendemain.

Par ce traité, Buonaparte consentait à laisser régner le roi de Prusse, mais à des conditions fort dures et qu'il trouva moyen d'aggraver encore par la suite; il lui ôtait la partie de la Pologne qui lui était échue par le partage de 1792, pour la donner en toute propriété au roi de Saxe. Il rendait à la ville de Dantzick son indépendance; il rétablissait dans leurs états les ducs de Saxe-Cobourg, d'Odenbourg et de Mecklenbourg-Schwrin, etc.

De son côté, Alexandre reconnaissait le prince Joseph comme roi de Naples; le prince Louis, comme roi de Hollande; le prince Jérôme, comme roi de Westphalie, et l'empereur Napoléon comme chef de la Confédération du Rhin. Il promettait de retirer ses troupes des provinces de Valachie et de Moldavie, etc...

Outre ce traité public, il y eut entre la France et la Russie un traité secret, qui est peu connu, qui est fort curieux, et qu'on peut lire dans les *pièces justificatives*, n°. IV.

Ces deux traités donnaient à Buonaparte tous les avantages qu'il pouvait désirer; ils le rendaient maître du Continent, et semblaient assurer son pouvoir sur des bases inébranlables. Qui aurait osé l'attaquer?... La terre se tut; la France se résigna ; l'espérance même était perdue. Nous verrons bientôt à quel point la prévoyance humaine était en défaut!

CHAPITRE IX.

Etat de l'Europe et de la France après la paix de Tilsitt.

LORSQUE Buonaparte usurpa la couronne qui appartenait à Louis XVIII, par un reste de pudeur, fort extraordinaire, il n'osa pas prendre le titre de *roi*, qu'avaient proscrit ses complices. Il connaissait la puissance des mots sur l'esprit de la multitude; le mot d'*empereur* lui parut celui qui pouvait le mieux concilier ses vues d'ambition avec les vieilles idées républicaines. *Auguste*, disait-il, *avait pris le titre d'empereur dans une république.*

Mais il sentait bien que, sous ce nouveau titre, il ne jouerait qu'un rôle de comédie, tant qu'il ne serait pas reconnu par les autres souverains. Il sentait encore mieux que, s'il ne devait cette reconnaissance qu'à la force des armes, son rôle deviendrait plus fâcheux, sans être plus honorable. Telle fut une des causes du bouleversement politique de l'Europe. Pour assurer la couronne impériale sur sa tête, il ne trouva qu'un moyen, celui de briser toutes les autres sur la tête de leurs antiques possesseurs,

d'en recréer de nouvelles, et de se placer au milieu de cette création comme le chef et le plus ancien des souverains (1).

Leur résistance ne l'inquiétait pas; il était accoutumé à les combattre, et il pensa qu'il n'était pas plus difficile de les destituer que de les vaincre.

La peur qu'il inspirait, lui épargna la moitié de son ouvrage; des princes qui attachaient plus de prix à leur couronne qu'à leur honneur, coururent au devant du joug, prévinrent tous ses vœux et le reconnurent pour maître, avant même qu'il leur eût signifié ses ordres. Mais les cabinets de Vienne et de St.-Pétersbourg prirent le ton qui convenait à leur rang, et entrèrent en campagne pour le soutenir.

Nous avons vu comment le sort des armes trahit leurs desseins; l'Autriche, vaincue la première à Austerlitz, fut aussi la première à donner à M. Buonaparte le titre d'*empereur des Français*. Deux ans après, la Russie, vaincue à Friedland, en fit autant, et le reconnut, en qualité d'empereur, par le traité de Tilsitt.

Quelle était alors la puissance dans l'univers

---

(1) Voyez *Pièces justificatives*, N°. IV *bis*.

en état de lui résister? Qui aurait osé lui contester ses nouveaux titres, lorsque l'Europe entière les avait reconnus? Il était au faîte des honneurs et au comble de ses vœux.

Si, après la paix de Tilsitt, cet homme eût été doué de la moitié du sens nécessaire pour apprécier les avantages de sa position; s'il eût été capable de régler ses désirs, de mettre un terme à son ambition, et de jouir des hommages de l'univers; s'il eût voulu laisser l'Europe en paix, et gouverner avec modération un peuple de trente millions de sujets soumis et respectueux, il serait encore sur le trône, il eût pris place parmi les plus grands princes de nos temps modernes, il eût fondé vraisemblablement la quatrième dynastie, dont il n'a fait qu'entrevoir le berceau.

« Sans doute une grande injustice aurait été commise, d'augustes droits auraient été foulés aux pieds; mais ce fut ainsi que de tout temps s'établirent les dynasties nouvelles; et le repos de trente millions d'hommes l'aurait emporté sur les droits d'une seule famille.

» Reconnu chef d'un grand peuple, accoutumé à lui obéir, et à célébrer sa gloire militaire, sans calculer ce qu'elle lui coûtait, ce qui lui restait à faire, c'était de sacrifier au bonheur réel de la paix les illusions de cette

gloire, c'était d'entrer dans les vues et les intérêts de la politique européenne, c'était d'y prendre la place qu'avaient honorablement occupée Henri IV et Louis XIV, c'était de rassurer ses voisins au lieu de les effrayer, de calmer les tempêtes au lieu de les exciter, de faire voir enfin l'arc-en-ciel qui vient après l'orage rappeler à l'homme la fin du céleste courroux (1). »

A ces conditions, qui pouvaient sinon l'absoudre, au moins l'excuser, les rois qui venaient de le reconnaître sous l'influence de la victoire en auraient pris l'habitude dans le sein de la paix, et l'auraient admis pour toujours à cette *fraternité* qui désigne en eux les pères d'une même famille. Ils eussent cessé de rougir de lui donner un nom dont il aurait cherché à se rendre digne; et le titre d'empereur, au lieu de rester pour eux un tribut imposé par la violence, serait devenu le prix qu'ils eussent accordé à sa valeur.

Mais notre supposition ne peut être admise, parce qu'elle implique contradiction. Le caractère de Napoléon, donné tel qu'il est, ne peut pas plus admettre de modération qu'un cercle ne peut être carré. Cet homme n'a jamais su

(1) *Tableau politique de l'Europe.*

qu'effrayer ou tromper. Sa vie entière n'offre qu'une suite non interrompue de violences et d'actes insensés. Ses victoires l'avaient placé d'abord dans un ordre de choses supérieur, au jugement du commun des hommes ; ses défaites l'ont fait descendre à la portée de tous les yeux. Il a été jugé sévèrement, mais avec justice; il a été jugé par ses contemporains comme il le sera par la postérité.

N'ayant jamais eu de pitié pour personne, personne n'a eu pitié de lui. On a déjà dit, avec raison, que l'assassin du duc d'Enghien, le conspirateur de Bayonne et l'incendiaire de Moscou, n'était pas fait pour s'asseoir au banquet des rois. Avant sa chute, il en était indigne ; après sa chute, on le lui prouva.

Mais cette chute tarda trop long-temps au gré de notre impatience. A l'époque où nous sommes arrivés, beaucoup de gens la désiraient vivement, mais peu l'espéraient et nul ne la prévoyait.

Quels que fussent et l'adresse et le courage d'un petit nombre de fidèles serviteurs du roi, restés dans l'intérieur pour entretenir le feu sacré sur l'autel de la monarchie, on ne saurait disconvenir qu'eux-mêmes comptaient peu sur le succès de leurs travaux. La grande majorité de la nation avait perdu l'espoir d'une

révolution en faveur des Bourbons ; et, de *guerre lasse*, elle s'était tournée *vers le soleil levant*. C'est un fait malheureux, mais incontestable, que l'histoire doit recueillir. Buonaparte était devenu le centre et le point de mire de toutes les ambitions : grands et petits, nobles et roturiers, avaient les yeux fixés sur lui, et ne lui demandaient, pour s'attacher éternellement à sa famille, que deux choses : *Paix au-dehors, sagesse au-dedans :* c'était demander l'aumône à un homme sourd et aveugle.

Non seulement il n'écoutait personne et ne répondait rien, mais il agissait en sens contraire de nos voeux et de ses plus chers intérêts. Il semblait prendre à tâche de tout aigrir, de tout brouiller, et de nous entraîner avec lui dans une ruine commune.

Administration, esprit public, spectacles, littérature, journaux, sciences et arts, il voulut tout voir et tout diriger ; il perdit tout. Quel était son but, ou plutôt avait-il un but ? C'est ce qu'il faut voir : entrons dans quelques détails.

Section Ire.

Il veut trop gouverner.

Qui peut mieux peindre cette manie que

l'homme qui fut long-temps son conseil, qui ne l'a jamais perdu de vue, et dont la disgrâce fut l'époque de ses désastres et le signal du réveil des peuples. La lettre suivante a été publiée sous son nom, à Londres, et nous a paru digne de lui (1).

« Que me demandez-vous, mon ami? mon influence est nulle. Tous mes amis sont à l'écart. Nous ne tenons plus au gouvernement que par nos souvenirs. Je ris de Sy...., de Rœ..., de Ma..., de Dur..., qui croient encore jouer un bout de rôle sur la scène des Tuileries. Ils se trompent et sont joués. Je rirais de moi-même, qui fus joué comme eux, si, comme eux, je pouvais être oublié, ou si les secrets dont je suis dépositaire n'éveillaient pas constamment l'inquiétude du maître.

» Napoléon semble vouloir prouver à tous ceux qui le servent ou l'ont servi, qu'ils n'ont été et qu'ils ne sont que des commis qu'il peut renvoyer sans se gêner, et des instruments qu'il brise quand il lui plaît. Il lui arrive ce qui est arrivé à tous les hommes de son espèce: il croit entendre les affaires dont on lui parle, et résoudre les difficultés qu'il tranche. Il croit tout mener, quand il est mené par le premier drôle

(1) *Moniteur secret.*

qui veut bien recevoir de lui des coups de pied dans le derrière.

» Lorsque nous le portâmes sur le trône, mes amis et moi, nous pensions qu'il nous laisserait gouverner l'intérieur, tandis qu'il s'occuperait à gagner des batailles et à mal mener les rois. Nous prenions sa pétulance pour un effet de jeunesse, et son vouloir despotique pour un résultat de ses habitudes militaires. Mais son caractère s'est dévoilé successivement d'une manière aussi alarmante pour la nation que contraire à nos intérêts.

» A mesure que cette activité dévorante, qui le porte à vouloir tout connaître et tout conduire, s'est développée en lui, il a échappé à tous les conseils, et a fini par franchir toutes les limites.

» S'il n'y avait que l'inconvénient de son amour-propre, la machine pourrait encore aller quelque temps, d'après l'impulsion que nous lui avons donnée. Mais son caractère! c'est-là ce qui nous fait tous frémir; car si nous échappons à ses fureurs, nous serons inévitablement enveloppés dans les catastrophes qu'il accumule et qu'il prépare autour de lui.

» Il ne faut plus lui parler de constitutions, ni de droits, ni de lois, ni de garanties. Tous

ces mots lui font grincer les dents. Et le lâche Reg. de S. J. D., qui jadis défendait ces principes sous nos drapeaux, les abjure aujourd'hui, et les livre à la colère de l'empereur.

» Nous voulions bien, à la vérité, un peu de despotisme, et il en fallait après une révolution qui avait brisé tous les freins. Mais aurions-nous pu jamais vouloir cette tyrannie sombre, jalouse, cruelle, impétueuse, incessante, qui jette au feu tous ses instruments, et ne veut pour délégués que des bourreaux?

» Les finances, la police, l'instruction publique, les lettres, les arts et le culte lui-même, tout est mené par lui avec une violence qu'il appelle du *ressort*, et qui est aussi contraire aux principes d'un bon gouvernement qu'au caractère de la nation.

» S'il a besoin de soldats, son sénat est toujours prêt à lui délivrer une conscription de 200,000 hommes.

» S'il a besoin d'argent, on pille la banque, on enlève toutes les caisses. Craint-il l'opinion publique, il en détourne le cours sur des misérables qu'il pousse à l'échafaud.

» Craint-il un journal, il envoie son auteur à Bicêtre.

» Si la moindre résistance s'oppose à la marche impétueuse de sa volonté, tout est menacé;

la terreur plane sur toutes les têtes : innocents et coupables, tous tremblent à l'aspect d'un pouvoir qui ne s'annonce que par des coups de tonnerre, et qui se croit fort parce qu'il est terrible.

» La même frénésie qui a fermé toutes les bouches, brisé toutes les plumes, asservi tous les esprits, a dicté les mesures qu'on a prises relativement au clergé.

» Depuis le dernier attentat commis contre le pape, dans l'intention de s'emparer à la fois de son domaine et de son autorité, il existe, dans l'église de France, un schisme d'autant plus dangereux qu'il n'est plus produit, comme autrefois, par des doctrines qui admettent des controverses, mais par une basse cupidité qui a déterminé un grand nombre de prêtres à vendre leur conscience au despote, qui ne veut plus de religion que celle qu'il se propose d'établir, et plus de dogmes que ceux qu'il consacrera.

» Qu'il se fasse nommer pape, muphti ou grand-lama, peu importe à ces prêtres de Baal, pourvu qu'ils soient nommés par lui évêques, aumôniers ou sénateurs. Mais ce qui nous importe à nous, et ce qui est fait pour nous alarmer, c'est que les opinions religieuses qu'il a refoulées dans les consciences, ne peuvent y

demeurer tranquilles : elles y fermenteront avec d'autant plus d'activité qu'elles n'ont aucune issue pour s'exhaler. Elles lui feront autant d'ennemis qu'il y a de vrais catholiques en France ; et pour faire éclater une guerre religieuse, dans ce pays, où Voltaire et ses disciples avaient si bien fait, qu'on ne parlait plus de religion, il suffirait peut-être d'y voir reparaître un de ces missionnaires fanatiques qui soulevèrent les peuples à la fin du quinzième siècle......

» Heureusement, je n'ai pas cette dernière crainte ; il y a beaucoup de fripons dans ce monde, mais il n'y a plus de fanatiques.

» Je ne crains guère davantage un soulèvement national ; car pour l'opérer, il faudrait un ressort qui nous manque, celui d'un *esprit public*, qu'il avait trouvé le moyen d'étouffer ».

Section II.

Il étouffe l'esprit national.

Il y avait, dans les bureaux du ministre de la police, une *commission d'esprit public*, composée de trois ou quatre personnages auxquels le public refusait de l'esprit, mais qui faisaient tous leurs efforts pour corrompre le nôtre.

Ils étaient chargés de diriger les journaux, les théâtres, les écoles et la librairie; c'était autant de sentinelles placées à toutes les issues de la lumière, non pour la répandre, mais pour l'étouffer.

Ils envoyaient aux journalistes des articles tout faits, tantôt pour célébrer les *grandes victoires* du conquérant, et tantôt pour prouver que ses ennemis étaient des lâches, des traîtres, des tyrans et des sots. Ils faisaient faire de nouvelles éditions de Racine, de Massillon, de J.-B. Rousseau, de Rollin, de Fénélon, de tous nos livres classiques, dont ils retranchaient impitoyablement tout ce qui tendait à blâmer les calamités de la guerre, les injustices des conquérants, le despotisme des princes, et tout ce qui pouvait rappeler les idées de liberté, le bonheur des peuples et les droits de l'humanité. Telles étaient leurs fonctions, telles étaient les instructions qu'ils avaient reçues, et qu'ils suivaient avec une abominable exactitude.

Il est évident que Buonaparte voulait, par cet établissement, nous faire rétrograder vers la barbarie; mais il avait une autre pensée plus pernicieuse et plus profonde : c'était en avilissant les lettres et ceux qui les cultivaient, d'enlever à la nation le seul phare qui pouvait

l'éclairer dans le profond abîme de misère où ses extravagantes fureurs la plongeaient de plus en plus; c'était de briser le seul ressort qui pouvait réagir contre son oppression; c'était enfin de désintéresser les Français de leur propre pays, de leur gloire antique et de leurs plus chères affections.

Depuis qu'il marchait à grands pas vers la domination universelle, sous l'étrange prétexte de nous soustraire au monopole des Anglais, ses agents, ses écrivains, ses espions travaillaient sans cesse à nous détacher de notre pays. Nous ne savions plus ni où nous allions, ni ce que nous étions. Nous n'étions pas plus Français qu'Allemands, Hollandais, Italiens, Espagnols, etc.; loin de nous intéresser aux succès de nos armées, nous les redoutions comme autant d'acheminements à de nouvelles conquêtes, c'est-à-dire, à de nouveaux malheurs. Les victoires qui, autrefois, étaient des sujets de joie publique, nous consternaient profondément. *Encore une victoire*, disait-on, *encore une conscription!* encore une guerre nouvelle!

Ce n'était pas tout : un espionnage affreux comprimait l'expression de nos chagrins. Cet espionnage s'étendait à tout et se faisait sentir

partout. On craignait un espion dans son domestique, dans son ami, dans son frère. On s'isolait dans la société ; on s'étourdissait dans les plaisirs de la table ; on écartait les souvenirs et les pressentiments ; on voulait au moins jouir du présent, et dès-lors plus d'avenir, plus de familles, plus d'affections.

C'était-là son but ; c'était-là où il voulait nous amener, et ce fut-là un de ses plus grands crimes à nos yeux.

Quel plus grand crime, en effet, que de corrompre et d'avilir une nation toute entière, de lui ôter son esprit, ses mœurs et son caractère !

Nous passions pour le peuple le plus franc de l'Europe, il nous communiqua une partie de ses dissimulations ; nous avions des mœurs douces et des habitudes sociales, nous devînmes, sous ses lois, de froids égoïstes et d'insensibles cosmopolites ; nous étions fiers du nom et de la gloire de notre pays, il nous força de rougir de nous-mêmes ; il nous rendit étrangers à la France et odieux à tous les étrangers : il pouvait tout faire impunément, il avait brisé tous les ressorts et tous les leviers de la résistance.

Et il avait une telle confiance dans notre

sotte crédulité, ou plutôt dans notre profond abaissement, qu'il osait encore se vanter d'encourager les lettres, les sciences et les arts.

SECTION III.

Comment il encourageait les sciences, les lettres et les arts.

Il n'y a plus ni talents, ni vertus là où il n'y a plus de patrie. Le patriotisme est le grand ressort du cœur humain. Buonaparte l'avait brisé, et nous avait donné à sa place tous les vices des esclaves, le sordide intérêt, l'odieuse cupidité, l'envie, la jalousie, la vanité des petits succès. Il se vantait d'avoir le tarif de tous les Français. La France, à ses yeux, n'était plus qu'un vaste marché, où tous les cœurs, comme tous les bras, étaient à prix d'argent.

En dénaturant ainsi nos habitudes et nos mœurs, il savait bien ce qu'il faisait; il nous façonnait à la servitude; il nous enlevait, avec l'estime de nous-mêmes, tous nos points d'appuis et tous nos moyens de résistance; il nous livrait, sans défense, à l'exploitation de ses fermiers et au mépris des étrangers.

Maître de l'opinion publique, par toutes les trompettes de la renommée qu'il tenait à sa

disposition, il l'était encore de nos pensées, de nos jugements et de notre croyance, par les doctrines que prêchaient en son nom les évêques dans leurs mandements, les curés à leurs prônes, les régents dans les lycées, les préfets dans leurs arrêtés, la foule des écrivains et des artistes dans les ouvrages qu'il commandait et qu'il payait libéralement.

Les poètes ne chantaient plus que sa vaillance et sa renommée; les théâtres ne pouvaient représenter que des pièces châtrées, et desquelles on avait retranché tout ce qui contrariait ses vues. Les peintres ne peignaient que ses traits et ses batailles. Les orateurs du sénat et du conseil nous entretenaient sans cesse de son amour pour le peuple, du vif intérêt qu'il prenait au bonheur de la France, et des plans magnifiques qu'il avait conçus pour sa gloire. Les journalistes célébraient périodiquement et alternativement ses faits militaires, ses vertus pacifiques et ses travaux d'administration. Dans les commencements de son règne, ils le comparaient tantôt à César, tantôt à Charlemagne, quelquefois à Auguste. Il se dégoûta de leurs comparaisons, et leur fit savoir *qu'il n'y avait que l'Etre-Suprême au-dessus de lui.* Dans les siècles de mythologie, ils n'eussent pas manqué de le placer à côté de

Mars pour la valeur, d'Hercule pour la force, de Minerve pour la prudence, d'Apollon pour les talents, de Jupiter pour la puissance, etc.; mais dans le *siècle des lumières*, ils se contentèrent d'élever sa puissance, ses talents, sa prudence, sa force et sa valeur au-dessus de tout ce que l'histoire ancienne et moderne leur offrait de modèles en tout genre. On parlait de lui sans cesse, et on ne parlait que de lui.

Telle était la condition, sans laquelle on ne devait espérer ni grâces, ni justice, tant qu'il vivrait.

Cependant, il se vantait souvent d'encourager les sciences et les arts! et voici comment il les encourageait :

M. F. D. fait imprimer des Leçons sur l'histoire, dans lesquelles il ne consulte que l'expérience et la raison; le livre et l'auteur sont proscrits.

M. P. ose rappeler dans un ouvrage historique et religieux les maximes de Fénélon et de Massillon. Il est arrêté et jeté dans un des cachots de Bicêtre.

M. Delille publie un poëme sur la pitié, dans lequel il peint, avec les vives couleurs que lui prêtent son cœur et son talent, les attentats de la révolution. Le poëme est saisi, et l'auteur ne doit la liberté qu'à son âge avancé........

Cependant, il salariait des poètes et des peintres ? Oui.

Il donnait mille écus à l'auteur d'une mauvaise chanson sur la conscription; dix mille francs à l'auteur d'un froid opera, dans lequel on lui prêtait l'action généreuse d'un empereur romain ; trente mille francs à l'auteur d'un tableau qui le représentait, tendant une main secourable à des soldats qu'il avait empoisonnés; cent mille francs à l'auteur d'un rapport emphatique, qui métamorphosait ses défaites en victoires, et ses cyprès en lauriers.

L'argent ne lui coûtait rien, quand il s'agissait de commettre un grand crime, de justifier une grande sottise, de payer un lâche flatteur.

Les promesses ne lui coûtaient pas davantage dans les mêmes circonstances; mais il n'était pas toujours exact à les acquitter.

Le 24 fructidor an 12, se trouvant à Aix-la-Chapelle, il se rappela que Charlemagne avait fait de cette ville la capitale de son Empire; se rappelant en même temps que ce prince, dont le vaste génie s'étendait à toutes les parties de l'administration, avait accordé des récompenses et de la considération aux savants de son temps, Buonaparte pensa que, pour s'élever au-dessus de ce grand prince, il lui suffirait de le surpasser dans ses dons. En conséquence

il rédigea, dans cette même ville, un décret dont voici le préambule et les principaux articles :

« Napoléon, empereur des Français, etc., étant dans l'intention d'encourager les sciences, les lettres et les arts, qui contribuent éminemment à l'illustration et à la gloire des nations ;

» Désirant non seulement que la France conserve la supériorité qu'elle a acquise dans les sciences et dans les arts, mais encore que le siècle qui commence l'emporte sur ceux qui l'ont précédé ;

» Nous avons décreté ce qui suit :

Art. Ier. Il y aura de dix en dix ans, le jour anniversaire du 18 brumaire, une distribution de grands prix, donnés de notre propre main.

Art. II. Tous les ouvrages de sciences, de littérature et d'arts publiés et connus dans un intervalle de dix ans, concourront pour ces prix.

Art. III. La première distribution se fera le 18 brumaire an 18.

Art. IV. Ces grands prix seront les uns de la valeur de 10,000 francs, les autres de la valeur de 5000 francs; les premiers, au nombre de neuf, seront décernés, 1°. aux auteurs des deux meilleurs ouvrages de sciences physiques et mathématiques; 2°. à l'auteur de la meilleure histoire; 3°. à celui du meilleur ouvrage

dramatique; 4°. aux auteurs des deux meilleurs ouvrages de peinture et de sculpture; 5°. au compositeur du meilleur opéra, etc.

» Les grands prix de la valeur de 5000 francs, au nombre de treize, seront décernés aux traducteurs et poètes, auteurs de petits poëmes.... »

Ce décret parut sans doute incomplet, obscur, ou inexact à son auteur, car le 28 novembre 1809, il en rendit un autre aux Tuileries, dont voici les dispositions principales :

« Napoléon, etc.; nous étant fait rendre compte de l'exécution de notre décret du 24 fructidor an 12, qui institue des prix décennaux pour les ouvrages de sciences, d'arts et de littérature, et voulant étendre les récompenses et les encouragements à tous les genres d'études et de travaux qui se lient à la gloire de notre empire,

» Nous avons décrété ce qui suit :

Art. Ier. Les grands prix décennaux seront au nombre de trente-cinq, dont dix-neuf de première classe, et seize de deuxième classe. (Il n'y en avait en tout que vingt-deux dans le premier décret).

Art. II. Les grands prix de première classe seront donnés aux auteurs des deux meilleurs ouvrages, l'un de géométrie et d'analyse pure, l'autre d'astronomie et de mécanique.

— Aux auteurs des deux meilleurs ouvrages de physique, l'un de chimie, ou de minéralogie, l'autre de médecine ou d'anatomie.

— A l'inventeur de la machine la plus importante pour les arts et manufactures.

— Au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture, ou le plus utile à l'industrie.

— A l'auteur de la meilleure histoire.

— A celui du meilleur poëme épique.

— A celui de la meilleure tragédie représentée.

— A celui de la meilleure comédie en cinq actes, représentée.

— A celui de l'ouvrage de littérature qui réunira au plus haut degré la nouveauté des idées, le talent de la composition et l'élégance du style.

— A celui du meilleur ouvrage de philosophie.

— Au compositeur du meilleur tableau d'histoire.

— A l'auteur du meilleur ouvrage de sculpture.

— A celui du plus beau monument d'architecture, etc.

» Les ouvrages seront examinés par un jury, composé des présidents et secrétaires perpétuels de chacune des quatres classes de l'Institut.

» La première distribution des prix aura

lieu le 9 novembre 1810, jour anniversaire du 18 brumaire, et sera faite par nous, en notre palais des Tuileries... »

En conséquence de ces dispositions, le jury composé comme il est dit plus haut, fit son rapport dans la forme qui lui était prescrite, et fut d'avis d'accorder le grand prix d'analyse pure au *Calcul des fonctions*, de M. Delagrange;

Celui d'astronomie, à la *Mécanique céleste* de M. de Laplace;

Celui de chimie, à la *Statique chimique* de M. Bertholet;

Celui d'anatomie, aux *Leçons d'anatomie* de M. Cuvier.

Il n'y eut point de prix pour le poëme épique. « Nul ouvrage de ce genre, dit le jury, n'a été depuis dix ans annoncé et recommandé par la voix publique; mais, à la place d'un poëme original, ajoutèrent les juges, nous pensons que la traduction de *l'Enéide*, ou celle du *Paradis Perdu*, l'une et l'autre par M. Delille, mériteraient le prix, si on pouvait toutefois donner de l'extension au décret. »

Il y avait à la fois du courage et de la justice dans cette opinion : *de la justice*, parce qu'en effet les traductions de *l'Enéide* et du *Paradis perdu*, étaient incomparablement supérieures à tous les poëmes originaux qui parurent à cette

époque; *du courage*, parce que M. Delille était très mal vu du tyran, dont l'éloge n'avait jamais souillé sa plume.

Le prix de la tragédie fut accordé aux *Templiers* de M. Raynouard. *La mort d'Henri IV*, par M. Legouvé; *Omasis*, par M. Baour-Lormian; *Pyrrhus*, par M. le Hoc; *Artaxerce*, par M. Delrieu, obtinrent des mentions honorables, qui ne satisfirent pas beaucoup leurs auteurs.

Treize comédies furent présentées au concours, savoir: *Mathilde*, drame en cinq actes et en prose, par M. Monvel. — Les *Deux Frères*, comédie traduite de l'allemand par MM. Weiss, Jauffret et Patrat.—*Les Précepteurs*, comédie en cinq actes et en vers, par Fabre d'Eglantine.— *L'Abbé de l'Epée*, drame en cinq actes et en prose, par M. Bouilly. —*Les Mœurs du Jour*, comédie en cinq actes et en vers, par M. Collin d'Harleville. —*Le Tyran Domestique*, comédie en cinq actes et en vers, par M. Duval. — *L'Assemblée de Famille*, comédie en cinq actes et en vers, par M. Ribouté. —*Duhautcours*, comédie, par M. Picard. — *Le Mari Ambitieux*, par le même. —*Le Vieillard et les Jeunes Gens*, par M. Collin d'Harleville.— *Le Trésor*, par M. Andrieux. —*La Prison Militaire*, par M. Dupaty. — *Les Marion-*

nettes, par M. Picard... Aucune de ces pièces ne parut digne du prix.

« Ce n'est pas le talent qui manque aux poètes, dit le jury; mais il leur a manqué ce qui donne au talent toute sa valeur, le travail et la patience. »

Le prix destiné au meilleur ouvrage de morale fut accordé au *Catéchisme universel* de M. de Saint-Lambert, auquel le jury décerna des éloges presque sans restriction.

Parmi les poëmes didactiques et descriptifs qui furent présentés au concours, le jury distingua particulièrement le poëme de *la Navigation*, par M. Esmenard, et trois poëmes publiés par M. Delille, savoir : *l'Homme des Champs*, *les Trois Règnes*, et *l'Imagination*.

Mais outre que le poëme de *la Navigation* n'appartient à aucun genre, le ton en est généralement trop tendu ; la versification est monotone, et on y désirerait plus de repos et d'abandon, plus de tableaux doux et gracieux : telle fut l'opinion des juges.

« Dans les trois poëmes de M. Delille, dirent-ils encore, on retrouve l'imagination sensible et brillante, l'esprit fécond en ressources, et cette poésie riche, savante et variée qui caractérisent le talent de l'auteur. Des qualités si rares ne sont pas, sans doute,

exemptes de quelques défauts; mais les beautés dominent à un degré qui ne permet à la critique de les relever, que comme une nouvelle preuve de l'imperfection de tout ouvrage de l'homme. » Le poëme de *l'Imagination* étant celui des trois qui offre le plus de beautés originales, fut aussi celui auquel on décerna le prix.

Le prix destiné au meilleur opéra fut accordé à la *Vestale*, ouvrage de M. de Jouy.

De tous les petits poëmes qui furent soumis à l'examen du jury, aucun ne lui parut seulement digne de mention. Tous étaient faibles de conception, défectueux dans l'exécution, et restés beaucoup au-dessous de l'objet indiqué par le décret. Le prix d'histoire fut donné à l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*, par Rulhières. Le jury accorda une mention honorable à l'*Histoire des principaux événements du règne de Frédéric-Guillaume, roi de Prusse*, par M. de Ségur; à l'*Histoire des Républiques Italiennes* du moyen âge, par M. Sismonde-Sismondi, et à l'*Histoire de France, pendant le dix-huitième siècle*, par M. Lacretelle jeune.

La mention honorable que le jury accorda à ce dernier ouvrage ne l'empêcha pas d'en faire

une critique assez sévère, et de dire que l'auteur racontait toujours et ne peignait jamais ; qu'il montrait peu de goût dans sa critique et offrait peu d'intérêt dans ses récits.

« En suivant les traces de St.-Simon, de Voltaire et de Duclos, ajouta-t-il, M. L. C. n'a ni l'énergie originale du premier, ni l'élégance naturelle du second, ni le trait ferme et précis du dernier. » M. Lacretelle avait, aux yeux du jury, un tort plus réel, et qu'on ne dit pas ici, celui d'avoir fait le procès à la philosophie, que le tyran avait proscrite.

Le prix de biographie fut accordé à la *Vie de Fénélon*, par M. de Beausset; et aucun prix ne fut plus mérité.

Celui de musique, à M. Spontini, auteur de la musique de la *Vestale.*

Celui de peinture, à M. Girodet, auteur d'une *Scène du Déluge.*

Celui de sculpture, à M. Chaudet, auteur d'une statue de l'empereur.

Celui d'architecture, à MM. Fontaine et Percier, auteurs de l'arc de triomphe du Carrousel... Le public cassa impitoyablement ces quatre derniers jugements.

A quoi servit tout cet étalage d'encouragement d'une part, et de richesses littéraires et

scientifiques de l'autre ? à rien du tout, sinon à manifester le charlatanisme du protecteur et la déconvenue des protégés.

Non seulement aucun prix ne fut réellement décerné, mais, pour déguiser sa *foi mentie*, Buonaparte fit donner à tous les journalistes l'ordre de critiquer et même de déchirer le rapport du jury : il fut obéi avec empressement. Les journalistes, mécontents de n'avoir pas été compris dans le cadre des écrivains qui devaient concourir, s'en vengèrent, non sur l'auteur de l'injure qu'ils avaient reçue, mais sur des plaideurs fort innocents, et sur les juges qui ne leur avaient fait aucun mal.

On ne parla plus de *prix* au château ; mais en ville, on parla beaucoup des jugements du jury ; ils furent attaqués et défendus avec plus d'animosité que de courtoisie. L'ennemi des lettres triomphait, en versant sur elles et sur ceux qui les cultivent le mépris à pleines mains.

Il faut convenir d'une triste vérité, c'est que la plupart des hommes qui se disaient alors *gens de lettres*, allaient eux-mêmes au-devant de ce mépris. Il ne furent dans aucun temps, sans en excepter le règne de Tibère, plus dénués d'honneur, d'esprit, de sens et d'imagination. Le tyran leur commandait une critique, ils faisaient une satire ; un éloge, ils faisaient une

apothéose (1). « *J'ai le tarif de tous les beaux esprits de mon empire* », disait-il, avec un rire sardonique. L'un d'eux lui demandant, un jour, une place qu'il n'avait pas envie de lui donner, « *misérable*, lui dit-il du ton le plus insultant, *ne t'ai-je pas payé ?* » Je dirai peut-être un jour le nom de ceux qui reçurent de lui de l'or, des places et des honneurs: j'en ai une liste qui vient de bon lieu. Je me contenterai de peindre aujourd'hui leur caractère et leurs intrigues.

SECTION IV.

Intrigues littéraires sous le règne de Napoléon (2).

Les lettres ne demandent aux puissances de la terre que paix et liberté. La guerre les effarouche, la tyrannie les tue.

Autant une protection généreuse hâte la maturité des fruits du génie, autant un protectorat insolent les étouffe ou les fait avorter.

---

(1) Voyez *Pièces justificatives*, N°. V.

(2) Nous avons puisé les principales idées et quelques faits de ce paragraphe, dans un article du *Spectateur*, qui nous a paru juste et bien pensé à beaucoup d'égards, mais défectueux et peu mesuré à quelques autres, et nous avons pris la liberté de le rectifier.

Auguste et Louis XIV ont protégé les lettres et les arts avec une grandeur d'ame qui en a été magnifiquement récompensée par des chefs-d'œuvre en tout genre.

Domitien et Buonaparte, en exilant les philosophes et les chrétiens, ont salarié des histrions et des poètes courtisans. Rome et Paris, sous le règne de ces tyrans, furent remplis d'athénées et privés des chants du génie.

Le protectorat que Buonaparte exerça sur les lettres françaises, leur fut aussi funeste que l'a été à la paix de l'Europe l'empire qu'il s'était arrogé sur le continent.

Ne soyons pas injustes, il a prêté son appui à quelques arts et aux sciences exactes, parce que le despotisme ne redoute ni les géomètres, ni les peintres. Mais les nobles élans de la pensée, mais la hardiesse du philosophe, mais l'austère franchise de l'historien devaient souverainement lui déplaire, et furent sévèrement comprimés.

Il est curieux, et il ne sera peut-être pas inutile à l'histoire de ces derniers temps, d'examiner par quels degrés il parvint à déprimer la pensée, à étouffer le génie, à corrompre les écrivains. Tous n'ont pas cédé sans résistance, quelques-uns même ne sont pas tombés sans honneur. C'est notre devoir de le remarquer; et nous nous empressons de le dire.

On croit communément que ce fut la censure qui enchaîna toutes les plumes ; et on se trompe. Ce ne furent pas même les gratifications données en échange de quelques pièces de vers, qui pervertirent la littérature ; il faut remonter à d'autres causes.

Un vaste système de déceptions, d'illusions et de subornations permit à Buonaparte de désorganiser tous les partis, de dénaturer toutes les opinions, de détourner à son profit tous les efforts que faisaient, dans les sens opposés, les écrivains idéologues, les théologiens, les royalistes et les républicains.

A l'époque où il s'empara des rênes du gouvernement, il régnait dans la littérature et dans la philosophie un esprit de licence ignoble, digne des temps révolutionnaires où il avait pris naissance; les mœurs outragées par d'impurs romans, qui se vendaient par myriades; les traditions religieuses insultées par les grossiers copistes des facéties de Voltaire; l'athéisme professé publiquement; la réputation des familles et des individus livrée à la cupidité des éditeurs et fabricateurs de *mémoires;* la politesse et la décence publique continuellement blessées par le système de calomnie que la plupart des journaux avaient adopté, tels étaient les désordres dont nous avions à nous plaindre,

telle était la situation de la république des lettres, au moment où la république française passa sous le joug du premier consul.

Un seul fait donnera une idée de l'anarchie morale qui régnait dans ces malheureux temps. *La Guerre des Dieux* est un poëme plus licencieux que la *Pucelle.* Ce dernier poëme fut proscrit par arrêt du parlement, dans un siècle qu'on a souvent accusé d'être *corrompu ;* et sous le gouvernement des *vertueux républicains*, le directoire fit donner à l'auteur de l'autre poëme une gratification de 3,000 fr., et 1200 fr. à l'imprimeur : les deux sommes prises *sur les fonds destinés à l'encouragement des lettres.* Le public blâma hautement et l'ouvrage et l'encouragement qu'il avait reçu; mais un journal, intitulé *la Décade Philosophique*, semonça vertement le public sur son mauvais goût, et déclara que depuis long-temps on n'avait rien *écrit de plus philosophique.* On en fit passer des exemplaires aux bibliothèques des écoles centrales (1).

Les deux premières années du gouvernement consulaire parurent donner un peu d'activité aux écrivains que Buonaparte n'osait encore diriger que d'une manière indirecte.

---

(1) *Le Spectateur.*

Il se contenta d'abord de museler les journaux, d'après la méthode inventée par les usurpateurs du 18 fructidor, laquelle a servi de modèle à tous les systêmes de censure qui ont paru depuis.

De temps à autre on supprimait arbitrairement un livre, mais c'était avec une sorte de timidité, qui prouvait que les tyrans ne savaient pas encore leur métier, *ou avaient peur de ceux auxquels ils faisaient peur.* TIMEBANT TIMENTES. TAC. L'Institut qui, par état, devait être le dernier asyle de la liberté, fut le premier à se plaindre des abus de la presse; mais il faut dire que cette société, formée au sein des tourmentes révolutionnaires, se composait en grande partie d'écrivains obscurs ou barbares, d'hommes qui avaient apporté des clubs dans le sanctuaire des muses un esprit d'intrigue et de faction, et de ci-devant *représentants du peuple* qui affectaient, dans la république des lettres, la même morgue et la même domination qui les avaient rendus des despotes exécrables dans la république de Robespierre (1).

Un malin aristarque s'avisa de persifler ces doctes Trissotins dans un pamphlet intitulé:

---

(1) Là ne paraissaient point encore MM. D. L... S... F... Mor... B.... etc., dont les lettres s'honorent et qui honorent l'Institut.

Mémoires secrets de la Littérature. Tout le corps prit fait et cause, demanda et obtint du premier consul, membre de la première classe, la suppression du pamphlet, et des mesures de haute police contre son téméraire auteur.

Ainsi ce fut l'Institut qui, pour empêcher le public de rire aux dépens de quelques-uns de ses membres, fournit à Buonaparte la première occasion d'établir sa police littéraire.

Elle ne s'exerçait encore que par boutade; et à l'ombre de la faible liberté dont jouissait alors la presse, on vit se former deux factions qui se recrutèrent, et combattirent, l'une sous les drapeaux de la religion, et l'autre sous ceux de la philosophie.

L'une et l'autre s'appuyèrent d'abord sur des principes très nobles, et sur des sentiments vraiment nationaux.

La première s'adressait à l'esprit moral et religieux, qui, renaissant de la cendre même des autels, étendait tous les jours son empire parmi les premières classes de la société, et surtout parmi le sexe le plus accessible aux affections douces et pures, inspirées par la religion; l'autre invoquait l'amour de la liberté, l'esprit de tolérance, l'horreur des anciens abus : il appelait les hommes d'état, les savants, les lettres à la défense des institutions qui, dans

tous les temps, avaient contribué à la gloire des souverains et à la prospérité des nations.

Ces deux sentiments pouvaient se concilier dans les ames élevées, dans les cœurs droits, dans les esprits indépendants; et dans ce cas, quel bien n'eussent-ils pas produit?

Mais la fougue des passions, l'humeur, l'amour-propre, et, ne craignons pas de le dire, un vil intérêt, ne tardèrent pas à corrompre les deux partis, envenimèrent le langage de leurs écrivains, et donnèrent à cette dispute la couleur d'une guerre civile.

Les *dévots* et les *philosophes* se partagèrent les journaux et les salons.

Les dévots écrivaient dans le *Journal des Débats* et dans le *Mercure*, et régnaient au faubourg St.-Germain.

Les philosophes écrivaient dans le *Publiciste* et le *Journal de Paris*, et régnaient au faubourg St.-Honoré.

Les uns et les autres avaient une arrière-pensée qu'on devinait aisément, mais qu'ils se gardaient bien d'avouer: ceux-là servaient la cause de la monarchie, et ceux-ci celle de la liberté; de sorte qu'ils paraissaient également éloignés du gouvernement consulaire; et cependant les deux partis, emportés loin de leur but, et circonscrits, sans s'en douter, par une

puissance qui les amenait à ses fins, devinrent les serviles instruments de l'ambition de Buonaparte.

La dispute qui s'éleva dans ce temps-là, sur le mérite relatif du dix-septième et du dix huitième siècle, mit les deux partis immédiatement aux prises, et faillit à révéler publiquement leurs plus secrètes intentions.

En vantant le beau siècle de Louis XIV, en dépouillant Voltaire de sa gloire littéraire, en déplorant sans cesse la perte du goût et des mœurs, MM. Geoff..... et de Bon...... faisaient accroire à leurs lecteurs et à leurs philotées qu'ils défendaient les anciens principes de la monarchie, qu'ils faisaient le procès à la révolution, qu'ils étaient avoués par les princes de la maison de Bourbon.

D'un autre côté, MM. S.... et R..., en défendant avec beaucoup d'esprit le mérite des écrivains du dix-huitième siècle, ne dissimulaient pas assez le penchant qui les entraînait vers la liberté, en faveur de laquelle la plupart de ces écrivains avaient si éloquemment plaidé. Ils étaient loin d'admettre toutes les conséquences qu'on a déduites des principes avancés par J. J. Rousseau, Voltaire, Helvétius, et autres coryphées du parti philosophique; mais ne pouvant ni rejeter les secours que leur of-

fraient des philosophes du second ordre, ni modérer le zèle de leurs partisans, ils furent souvent obligés d'admettre des principes contradictoires, et par-là se trouvèrent dans une fausse position.

Trois ou quatre hommes ont porté malheur au parti philosophique. L'astronome Lalande avait compté toutes les étoiles, et n'avait pu lire dans la magnificence des cieux la preuve de l'existence de Dieu. Il colportait partout une liste d'athées, sur laquelle il avait inscrit les noms du cardinal Maury et du premier consul.

Sylvain Maréchal et Naigeon, prêchaient encore avec plus de fureur cette doctrine désolante.

Chénier, qui porta dans la satire littéraire tout le fiel de l'éloquence révolutionnaire, insultait en vers harmonieux à tous les noms consacrés par la croyance commune des chrétiens.

Cabanis, héritier du système d'Helvétius, essaya de rattacher une apparence de morale aux doctrines du matérialisme; mais son secret lui échappa, lorsque, considérant la pensée comme une secrétion de l'estomac, il eut l'air de vouloir guérir les passions avec de l'eau sucrée.

Les hommes sages, du parti philosophique,

avaient beau désavouer les athées et les révolutionnaires, un certain public s'obstinait à confondre les principes avec les conséquences, et la philosophie avec ses abus. Les écrivains du parti royal et catholique avaient, en politique, un point de réunion que favorisaient les vœux des trois quarts de la France. Les inégalités que pouvait offrir leur marche, s'effaçaient dans l'ensemble de leurs espérances.

Souvent ils avaient l'air de prêcher en faveur du despotisme de Buonaparte; mais leurs lecteurs ne voyaient, dans l'éloge du pouvoir absolu, qu'un moyen indirect de rappeler le monarque légitime; ils étaient écoutés avec un intérêt plus pur lorsqu'ils rappelaient l'antique gloire du nom Français, et les traits historiques qui réveillaient la mémoire des familles illustres alors proscrites ou opprimées.

Il est vrai que, par leur tendance vers le despotisme et l'intolérance religieuse, quelques-uns de ces écrivains s'aliénèrent beaucoup d'esprits justes et sages (1); mais l'esprit de parti ne con-

---

(1) Lisez les articles signés d'un O dans les *Mercures* de 1809 et 1810. Ces articles, attribués à M. de B...., homme de mérite, mais partisan du pouvoir absolu, étaient écrits dans un style hiéroglyphique, qui ne fut compris que d'un très petit nombre de lecteurs; mais l'auteur était obligé de s'envelopper

nut jamais la modération, et sacrifie toujours l'approbation des sages à la faveur de la multitude.

En littérature, leur position n'était pas moins heureuse : les esprits faux, les talents avortés, les prétentions ambitieuses pullulaient à cette époque. On désirait une réforme. Le systême d'une critique sévère, mordante et même envenimée, éblouissait les yeux du public, qui, voyant dans ces âpres censeurs les vengeurs du goût et de la raison, ignorait leurs faiblesses secrètes, et ne se doutait pas *qu'il y eût avec le ciel des accommodements*. L'audace et la sévérité ont presque toujours raison aux yeux du peuple.

D'ailleurs, avait-on vanté un mauvais livre? c'était en faveur des principes honnêtes de l'auteur. Avait-on déchiré un ouvrage de génie? c'était pour punir l'auteur de ses opinions. Attaquait-on sans mesure et même sans esprit la renommée de Voltaire? ce n'était pas seulement la dévotion timorée qui applaudissait à ces attaques, c'étaient des femmes très mondaines, c'étaient des hommes qui s'embarrassaient fort peu de tel ou tel culte, et qui

---

dans ces ténèbres, pour échapper à la pénétration et à la persécution du tyran.

relisaient en secret les pages les plus libres de Voltaire, qui approuvaient vivement en public les outrages faits à sa mémoire, parce qu'ayant ouvert la carrière à la licence et au septicisme, il devait être considéré comme un des premiers auteurs de la révolution.

Le *Cours de littérature* de La Harpe faillit à déconcerter le parti des dévots. Ils louaient en lui son talent et sa conversion; mais cet écrivain avait consacré quatre volumes entiers à la louange de Voltaire; il fournissait des armes aux panégyristes du dix-huitième siècle. Je vis le moment où M. de La Harpe, dont les ouvrages font aujourd'hui un des ornements de toutes les bibliothèques choisies, allait être rejeté par les philosophes, et désavoué par les dévots.

Ah! pourquoi ces beaux noms de religion et de philosophie, faits pour être à jamais inséparables, sont-ils devenus les cris de guerre de deux partis opposés? Pourquoi des hommes, animés du désir de voir la France libre et florissante, se sont-ils méconnus, haïs et combattus, lorsque leurs talents réunis n'étaient pas de trop pour résister à l'ennemi commun?

Buonaparte riait de ces bruyantes disputes, qui fixaient toute notre attention, et empêchaient de voir le but où il tendait. Il les eût fait naître,

si elles n'avaient pas existé ; il les encourageait *par-dessous main ;* il faisait donner à l'un et à l'autre parti des conseils intéressés. Il employait les royalistes et les catholiques à proclamer la nécessité de placer un monarque héréditaire sur le trône ; mais il employait les philosophes et les républicains à éloigner de ce trône restauré les héritiers légitimes. Il faisait dire par les uns qu'il n'y avait ni repos à espérer pour les individus, ni sûreté pour les biens, ni prospérité pour l'état sans l'hérédité ; il faisait insinuer par les autres que les princes légitimes ne pouvaient rentrer en France sans renverser toutes les institutions établies par la révolution, sans punir les régicides, sans rendre leurs biens aux émigrés, etc....

Si, parmi ceux-ci ou ceux-là, il se trouvait des maladroits qui témoignaient naïvement leur attachement soit à la république, soit à l'ancienne dynastie, ils étaient jugés sans appel, punis sans pitié comme factieux, ou rejetés avec mépris dans la foule des idiots.

Parmi ses courtisans qui se croyaient hommes d'état, il y en eut qui se méprirent sur sa politique ; M. R...., entre autres, en fit une plaisante épreuve. Prenant à la lettre le respect hypocrite que Buonaparte affectait pour les institutions républicaines, M. R.... s'avisa, un

matin, de semoncer gravement M. G...y, comme partisan de la monarchie, et par conséquent, comme fauteur d'une contre-révolution. *Buonaparte*, lui disait-il, *n'a pas envie de faire le général Monk.*

L'aristarque du *Journal des Débats*, plus fin ou mieux instruit que son adversaire, laissa prudemment dans le vague la question de la monarchie, et terrassa personnellement M. R... par cette apostrophe : *Oui, Monsieur, la révolution est finie, et la preuve, c'est que je ne vous crains plus.*

Le poète Esmenard éprouva une disgrâce encore plus comique (1) ; il offrit à Buonaparte de lui fabriquer une généalogie qui le ferait descendre de la maison Baldi, et de Baldus, roi des Ostrogots. Le maître l'écouta tranquillement, et lui répondit avec dignité, *qu'il n'avait*

---

(1) M. Esmenard, auteur du poëme de *la Navigation* et de l'opéra de *Trajan*, était chef de la troisième division du ministère de la police, lorsqu'il fut chargé, par son ministre, de faire sur la Russie un rapport qui déplut à l'ambassadeur de cette puissance, lequel en demanda la suppression. L'auteur fut sacrifié, exilé en Italie, où il se tua en tombant de sa voiture. C'était un homme qui, par son esprit délié, pouvait faire une grande fortune, si une conduite plus sage lui avait permis de suivre un plan régulier.

pas besoin de sa généalogie, et que sa famille datait du 18 *brumaire.*

Lorsque Buonaparte se fut ainsi moqué de tous les partis, en les compromettant les uns par les autres, il daigna monter sur le trône, sans craindre désormais ni les reproches des philosophes, ni le ressentiment des royalistes.

M. Geoffroy, qui avait paru jusqu'alors l'avocat désintéressé de ceux-ci, annonça un des premiers sa soumission au nouveau monarque, dans un de ses feuilletons qui avait pour titre : *Vœu national pour l'établissement de la dynastie de Buonaparte.*

J'ignore qui avait chargé M. Geoffroy d'être l'interprète de la nation, dans cette circonstance importante; mais je sais qu'il fut désavoué par tous ses anciens partisans, qui ne pouvaient assez revenir de leur étonnement, de ce que celui qu'ils croyaient le défenseur le plus intrépide de nos rois s'était fait le vil panégyriste de l'usurpateur de leur couronne.

D'un autre côté, les philosophes triomphèrent en voyant son apostasie, qu'ils prétendaient avoir été achetée pour une somme de 30,000 fr.; mais leur triomphe fut de courte durée, parce qu'ils furent eux-mêmes forcés de se défendre d'une pareille accusation.

Le *Cyrus* de Chénier, sifflé par le public et

applaudi par la cour, valut à son auteur une pension de 6,000 fr. Comment excuser une telle bassesse? comment l'auteur de tant d'odes républicaines se trouvait-il le premier sur la liste des poètes pensionnés? Voilà des questions qui embarrassaient furieusement le parti philosophique (1).

Ce fut ainsi que les philosophes et les dévots furent amenés et fixés aux pieds du tyran, d'abord par l'adresse de celui-ci, et ensuite par les sordides calculs de l'intérêt personnel. Nous verrons plus tard de quelle manière les uns et les autres s'acquittèrent de leurs nouveaux rôles.... Nous avons à voir maintenant comment Buonaparte, qui n'avait plus rien à craindre de l'intérieur, poursuivit ses projets d'ambition à l'extérieur.

---

(1) *Le Spectateur.*

CHAPITRE X.

Affaires d'Espagne.

Le traité de Tilsitt était à peine signé que Buonaparte, songeant à de nouvelles conquêtes, jeta les yeux sur l'Espagne pour la réunir à son empire.

Ce fut-là non seulement la plus criante de ses injustices, mais encore la plus grande faute de sa vie.

Qu'avait-il besoin de porter la trahison, la guerre et la désolation dans ce pays, qui lui était plus soumis qu'aucun de ceux qu'il avait conquis? Les flottes d'Espagne, ses armées, ses trésors, tout était à la disposition de Buonaparte ; il en avait tous les bénéfices, sans en avoir les charges.

Mais il fut aveuglé par ses succès; il voulut ajouter le pouvoir de la force à celui de l'opinion : il perdit tout pour avoir voulu tout envahir.

C'est aussi de cette faute capitale que date sa décadence, après laquelle nous soupirions tous, et que dès-lors prévirent les hommes d'é-

tat. Il était dans l'ordre des choses que le plus grand de ses crimes politiques devînt la première cause de sa catastrophe.

Cependant, l'entreprise de se rendre maître de l'Espagne n'était pas aussi facile qu'il l'imaginait; il lui fallait des prétextes, et ceux qu'il choisit furent excessivement maladroits.

Il commença par semer la discorde dans la famille royale, en inspirant au roi Charles IV les plus horribles défiances contre son fils Ferdinand, prince des Asturies. Ces défiances, continuellement échauffées par le prince de la Paix, traître vendu à Buonaparte, germèrent au point que le trop faible roi crut un moment que son fils voulait le détrôner, et même l'assassiner.

Tandis que ces intrigues agitaient la cour de Madrid, Buonaparte faisait filer en Espagne tout ce qu'il avait de troupes disponibles en France, sans autre précaution que de dire au roi qu'elles étaient destinées à soutenir son autorité contre son fils; au prince Ferdinand, qu'elles seraient à sa disposition pour défendre ses droits contre le prince de la Paix; et à celui-ci, qu'il n'avait d'autre but que de s'emparer du Portugal, pour le partager entre la reine d'Etrurie et lui. C'est ainsi qu'il les trompait tous les trois à la fois.

Ensuite, sous prétexte de veiller à la sûreté de ses troupes, l'empereur ordonna à ses généraux d'employer la ruse ou la force pour se rendre maîtres des forteresses de Pampelune, de St.-Sébastien, de Figuières et de Barcelone; en conséquence, ces forteresses lui furent livrées; mais cette mesure excita un mécontentement général dans la nation, qu'on affectait toujours de regarder comme amie et alliée de la France.

Sur ces entrefaites, l'envoyé d'Espagne en France, D. Jzquierdo, qui avait signé, au mois d'octobre 1807, à Fontainebleau, un traité, en vertu duquel le royaume de Portugal devait être partagé entre la reine d'Etrurie, un prince de la maison d'Espagne et le prince de la Paix, D. Jzquierdo, disons-nous, arriva inopinément de Paris à Madrid, eut avec le roi une conférence secrète, dont le résultat fut une grande consternation dans la famille royale, et des dispositions de départ qui annonçaient l'intention d'abandoner l'Espagne et de se réfugier au Mexique (1).

La défiance du peuple était si vive, le danger public si pressant, et le projet d'émigration se manifestait par des symptômes si alarmants que

(1) D. Pedro Cevallos.

le 17 et le 19 mars il y eut des soulèvements tumultueux à Aranjuez, tendant uniquement à s'opposer au départ du Roi. Le prince de la Paix, qu'on accusait généralement d'être le principal auteur de tous ces troubles, faillit à en être la victime. On se contenta de l'arrêter. Le roi se trouvant affranchi des conseils de ce traître, rendit toute sa confiance à son fils, et prit de lui-même la résolution qu'il avait déjà formée depuis long-temps, de lui résigner sa couronne.

Cet événement déconcerta les projets de Buonaparte ; il ne l'apprit qu'avec fureur, et il ordonna au prince Murat, qui commandait ses troupes en Espagne, de s'approcher de Madrid.

Le nouveau roi y rentra peu de jours après lui, et reçut des habitants un accueil plein d'amour et d'enthousiasme.

Le prince Murat, qui en fut témoin, sentit en même temps que rien n'était plus contraire aux projets dont on lui avait confié l'exécution. Il n'y renonça pas pour cela; mais pour les suivre avec moins d'obstacles, il rendit la liberté au prince de la Paix, fit répandre sourdement le bruit que l'abdication du roi avait été forcée, annonça publiquement la nouvelle que l'empereur Napoléon se disposait à venir à Madrid pour réconcilier le père avec son fils,

et rétablir la paix dans le royaume, et attendit tranquillement l'effet de toutes ces perfidies.

Tandis qu'il pressait d'un côté le vieux roi à protester contre l'abdication qu'il avait faite de sa couronne, il invitait de l'autre Ferdinand VII à aller à la rencontre de l'empereur, lui disant que c'était le seul moyen de le mettre dans ses intérêts, et de l'engager à le reconnaître pour le seul et légitime roi d'Espagne.

Ferdinand hésitait entre la nécessité de faire envers son allié une démarche de courtoisie, qui devait, disait-on, avoir de si heureux résultats, et la répugnance d'abandonner sa capitale, dans des circonstances aussi critiques, lorsque le général Savary arriva subitement à Madrid, et demanda immédiatement une audience au jeune roi; elle lui fut accordée sur-le-champ : il annonça « qu'il était envoyé par l'empereur, uniquement pour complimenter le nouveau roi, et pour savoir si ses sentiments, relativement à la France, étaient conformes à ceux du roi son père, déclarant que, dans ce cas, l'empereur fermerait les yeux sur tout ce qui s'était passé, qu'il n'interviendrait en aucune manière dans les affaires intérieures du royaume, et qu'il reconnaîtrait Sa Majesté comme roi d'Espagne et des Indes ». Le général Savary, après cette harangue, fit

les plus vives instances pour engager le roi (Ferdinand VII) à aller au-devant de l'empereur, et répéta si souvent que cette déférence lui serait extrêmement agréable, et l'attacherait pour toujours à ses intérêts, que le roi, bannissant tous les soupçons, comme indignes de sa propre loyauté, finit par céder à de si pressantes sollicitations, et à des espérances aussi flatteuses. Il se mit en route avec l'intention d'aller seulement jusqu'à Burgos : le général Savary suivit le roi dans une voiture séparée. Arrivé à Burgos, le roi déclara qu'il n'irait pas plus loin, et qu'il attendrait l'empereur dans cette ville. Le général recommença ses instances, et l'engagea à continuer son voyage jusqu'à Vittoria. Le roi céda une seconde fois, et arriva à Vittoria; là, il reçut de l'empereur une lettre dont les expressions n'étaient ni flatteuses ni même décentes, mais dans laquelle néanmoins Buonaparte lui *donnait sa parole d'honneur*, *que si l'abdication du roi Charles avait été volontaire et n'avait pas été forcée par les troubles d'Aranjuez, il s'empresserait de reconnaître S. A. R. comme roi d'Espagne*. Il l'invitait, en conséquence, à venir conférer à ce sujet, avec lui, dans la ville de Baïonne.... Le général Savary joignit à cette invitation les serments et les protestations les

plus propres à convaincre le prince de l'intérêt que l'empereur lui portait. Il dit entr'autres choses :

« *Je veux qu'on me coupe la tête*, si un quart-d'heure après l'arrivée de Votre Majesté à Baïonne, l'empereur ne vous a pas reconnu comme roi d'Espagne et des Indes (1) ».

Qui n'eût pas cédé à tant et de si fortes instances ? qui n'eût pas été trompé à toutes ces protestations, à ces paroles d'honneurs, à ces apparences de bonne foi ? Ferdinand VII se laissa entraîner : son ame généreuse était incapable de soupçonner qu'un souverain, son allié, qui se disait son ami, pût l'inviter à venir à sa cour, à dessein de lui enlever sa couronne, et de le jeter dans un cachot. Cela n'était pas présumable.

Cependant, dès son arrivée à Baïonne, le prince put deviner le sort qu'on lui destinait. On ne lui rendit aucun des honneurs dus à son rang, on le logea dans une maison particulière. Une heure après, l'empereur vint lui faire une visite : les deux monarques s'embrassèrent deux fois avec toutes sortes de démonstrations d'amitié et d'affection. Ferdinand fut

---

(1) A ces mots, à ce serment, on reconnaît le trait de caractère et l'homme élevé dans les corps-de-garde.

invité à dîner avec l'empereur au château de Marrac, résidence de Sa Majesté. Il s'y rendit, et fut traité avec la même affection que lors de la première entrevue.

Mais le soir, et lorsqu'il venait de rentrer dans son modeste appartement, le général Savary, ce même homme qui avait *juré sur sa tête* que l'empereur le reconnaîtrait en qualité de roi d'Espagne, une heure après son arrivée à Baïonne, vint lui annoncer *que lui et sa famille avaient cessé de régner sur l'Espagne*, et qu'en conséquence il devait, tant en son nom qu'en celui de sa famille, renoncer à une couronne que toutes les forces humaines ne pouvaient plus lui rendre.

On se peindrait difficilement la surprise et l'émotion de l'infortuné monarque, à l'ouïe de cette étrange déclaration, mais il conserva assez de sang-froid pour se plaindre d'une si atroce perfidie, en protestant, de la manière la plus formelle, *contre tous les effets de la force et de la violence qu'on se proposait d'employer pour arracher de lui un consentement qu'il était résolu de ne jamais donner.*

Tous les détours de la diplomatie insidieuse de M. de Champagny ne purent ébranler cette résolution; de sorte que l'empereur se vit dans la nécessité de changer de plan, et de faire ve-

nir à Baïonne Charles IV et la reine, pour en faire les instruments de l'oppression de leur fils.

« Cette nouvelle intrigue n'était pas sans difficultés. Buonaparte ne pouvait venir à bout de ses desseins qu'en étouffant dans le cœur d'un père toute espèce de sensibilité, et il fallait que Charles IV devînt lui-même l'accusateur, le geolier et le bourreau de ses enfants. Quand il eût eu quelques plaintes à former contre son fils aîné, on ne pouvait supposer qu'il voulût envelopper toute sa race dans une infâme proscription. La religion, la nature, l'honneur, l'amour de la patrie, les plus nobles sentiments du cœur humain, devaient être foulés aux pieds (1) ».

Buonaparte remporta cet odieux triomphe, et l'Europe vit, avec autant d'effroi que de surprise, un père et un roi deshériter ses enfants au profit d'un tyran qu'il détestait; mais il faut dire ici, et la postérité croira sans peine, qu'on employa les plus indignes violences pour arracher au faible Charles IV les cruels procédés dont il usa envers l'infortuné Ferdinand. La postérité apprendra de nous que la lettre suivante fut l'ouvrage de Buonaparte.

(1) D. Pedro Cevallos.

Lettre de Charles IV à son fils Ferdinand.

« Mon fils, les conseils perfides des hommes qui vous environnent, ont placé l'Espagne dans une situation critique; elle ne peut plus être sauvée que par l'empereur.

» Depuis la paix de Bâle, j'ai senti que le premier intérêt de mes peuples était de vivre en bonne intelligence avec la France; il n'y a pas de sacrifice que je n'aie jugé devoir faire pour arriver à ce but important.

» Quand la France était en proie à des gouvernements éphémères, j'ai fait taire mes inclinations particulières, pour n'écouter que la politique et le bien de mes sujets. Lorsque l'empereur des Français eut rétabli l'ordre en France, de grandes craintes se dissipèrent, et j'eus de nouvelles raisons de rester fidèle à mon systême d'alliance. Lorsque l'Angleterre déclara la guerre à la France, j'eus le bonheur de rester neutre, et de conserver à mes peuples les bienfaits de la paix. L'Angleterre a depuis fait saisir quatre de mes frégates, et m'a fait la guerre avant de me la déclarer. Il me fallut repousser la force par la force. Les malheurs de la guerre atteignirent mes sujets.

» L'Espagne, environnée de côtes, et devant une grande partie de sa prospérité à ses possessions d'outre-mer, souffrit de la guerre plus qu'aucun autre état. La cessation du commerce et les calamités attachées à cet état de choses, se firent sentir à mes sujets. Plusieurs furent assez injustes pour les attribuer à moi et à mes ministres.

» J'eus la consolation du moins d'être rassuré du côté de la terre, et de n'avoir aucune inquiétude sur l'intégrité de mes provinces, que, seul de tous les rois de l'Europe, j'avais maintenue au milieu des orages de ces derniers temps. Cette tranquillité, j'en jouirais encore sans les conseils qui vous ont éloigné du droit chemin. Vous vous êtes laissé aller trop facilement à la haine que votre première femme portait à la France, et bientôt vous avez partagé ses injustes ressentiments contre mes ministres, contre votre mère, contre moi-même.

» Je fus obligé d'user de mes droits de père et de roi; je vous fis arrêter : je trouvai dans vos papiers la conviction de votre culpabilité; mais sur la fin de ma carrière, en proie à la douleur de voir mon fils périr sur l'échafaud, je fus sensible aux larmes de votre mère, et je vous pardonnai.

» Cependant mes sujets étaient agités par les

rapports mensongers de la faction à la tête de laquelle vous vous étiez placé. Dès ce moment je perdis la tranquillité de ma vie, et, aux maux de mes sujets, je dus joindre ceux que me causaient les dissensions de ma propre famille.

» On calomnia mes ministres auprès de l'empereur des Français, qui, croyant voir les Espagnes échapper à son alliance, en prit occasion de couvrir mes états de ses troupes. Tant qu'elles restèrent sur la rive droite de l'Ebre et parurent destinées à maintenir la communication avec le Portugal, je dus espérer qu'il reviendrait aux sentiments d'estime et d'amitié qu'il m'avait toujours montrés. Mais quand j'appris que ses troupes s'avançaient sur ma capitale, je sentis la nécessité de réunir mon armée autour de moi, pour me présenter à mon auguste allié dans l'attitude qui convenait au roi des Espagnes. J'aurais éclairci ses doutes et concilié mes intérêts. J'ordonnai à mes troupes de quitter le Portugal et Madrid, et je les réunis de différents points de la monarchie, non pour abandonner mes sujets, mais pour soutenir dignement la gloire du trône. Ma longue expérience me faisait comprendre d'ailleurs que l'empereur des Français pouvait nourrir des désirs conformes à ses intérêts et à la politique

du vaste système du Continent, mais qui pouvaient blesser les intérêts de ma maison. Quelle a été votre conduite? vous avez mis en rumeur tout mon palais; vous avez soulevé mes gardes-du-corps contre moi; votre père lui-même a été votre prisonnier; mon premier ministre, que j'avais élevé et adopté dans ma famille, fut traîné sanglant de cachot en cachot; vous avez flétri mes cheveux blancs; vous les avez dépouillés d'une couronne, portée avec gloire par mes pères, et que j'avais conservée sans tache; vous vous êtes assis sur mon trône; vous avez été vous mettre à la disposition du peuple de Madrid, que vos partisans avaient ameuté, et des troupes étrangères qui au même moment y faisaient leur entrée.

» La conspiration de l'Escurial était consommée, les actes de mon administration livrés au mépris public. Vieux et chargé d'infirmités, je n'ai pu supporter ce nouveau malheur. J'ai eu recours à l'empereur des Français, non plus comme un roi à la tête de ses troupes et environné de l'éclat du trône, mais comme un roi malheureux et abandonné. J'ai trouvé protection et refuge au milieu de ses camps : je lui dois la vie, celle de la reine et de mon premier ministre. Je vous ai suivi à Baïonne. Vous avez conduit les affaires de manière que tout dé-

pend désormais de la médiation et de la protection de ce grand prince. Vouloir recourir à des agitations populaires, arborer l'étendard des factions, c'est ruiner les Espagnes, et entraîner dans les plus horribles catastrophes vous, mon royaume, mes sujets et ma famille. Mon cœur s'est ouvert tout entier à l'empereur; il connaît tous les outrages que j'ai reçus, et les violences qu'on m'a faites; il m'a déclaré qu'il ne vous reconnaîtrait jamais pour roi, et que l'ennemi de son père ne pouvait inspirer aucune confiance aux étrangers; d'ailleurs il m'a montré des lettres de vous, qui attestent votre haine pour la France.

» Dans cette situation, mes droits et mes obligations se confondent, et je dois épargner le sang de mes sujets, et ne rien faire sur la fin de ma carrière qui puisse porter le ravage et l'incendie dans les Espagnes, et les réduire à la plus horrible misère. Ah! certes, si, fidèle à vos devoirs et aux sentiments de la nature, vous aviez repoussé des conseils perfides; si, constamment assis à mes côtés pour ma défense, vous aviez attendu le cours ordinaire de la nature qui devra marquer votre place dans peu d'années, j'eusse pu concilier la politique et l'intérêt de l'Espagne avec l'intérêt de tous. Sans doute depuis six mois les circonstances ont

été critiques ; mais quelque critiques qu'elles fussent, j'aurais obtenu et de la fidélité de mes sujets, et des faibles moyens qui me restaient encore, et surtout de cette force morale que j'aurais eue en me présentant dignement à la rencontre de mon allié, auquel je n'avais jamais donné de sujet de plainte, un arrangement qui eût concilié les intérêts de mon peuple et ceux de ma famille. En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez brisée ; vous lui avez ôté ce qu'elle avait d'auguste, ce qui la rendait sacrée à tous les hommes.

» Votre conduite envers moi, vos lettres interceptées ont mis une barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne. Il n'est ni de votre intérêt, ni de celui des Espagnes, que vous y prétendiez. Gardez-vous d'allumer un feu dont votre ruine totale et le malheur de l'Espagne seraient la suite inévitable. Je suis roi, du droit de mes pères. Mon abdication a été le résultat de la force et de la violence. Je n'ai donc rien à recevoir de vous. Je ne puis adhérer à aucune réunion de députés de la nation. C'est encore là une faute des hommes sans expérience qui vous entourent.

» J'ai régné pour le bonheur de mes sujets ; je ne veux point leur léguer la guerre civile, les émeutes, les assemblées populaires et les

révolutions. Tout doit être fait pour le peuple, et rien par lui. Oublier cette maxime, c'est se rendre coupable de tous les crimes qui dérivent de cet oubli. Toute ma vie, je me suis sacrifié pour mes peuples, et ce n'est pas à l'âge où je suis arrivé que je ferai rien de contraire à leur religion, à leur tranquillité et à leur bonheur. J'ai régné pour eux, j'agirai constamment pour eux. Tous mes sacrifices seront oubliés; et lorsque je serai assuré que la religion de l'Espagne, l'intégrité de mes provinces, leur indépendance et leurs priviléges seront maintenus, je descendrai dans le tombeau, en vous pardonnant l'amertume de mes dernières années.

» Donné à Baïonne, dans le palais impérial appelé le Gouvernement, le 2 mai 1808. »

Signé Charles.

En lisant cette lettre avec attention, on voit clairement que ce n'est point le roi Charles qui l'a dictée; on y reconnaît le style dur et la main ferme d'un homme accoutumé à se moquer de tous les sentiments de l'honneur et de la nature.

« Est-il possible, en effet, est-il probable qu'un monarque très attaché à ses enfants, recommandable par ses lumières, et pieux sans superstition, ait pu, sans qu'on employât la vio-

lence contre sa personne, oublier ainsi tous ses devoirs envers sa famille, et proscrire sa dynastie pour céder son trône à un ignoble étranger, pour lequel il n'avait pas la moindre estime, et qu'au contraire il abhorrait comme un usurpateur? (1) »

Ferdinand VII intimidé, prisonnier, et cédant à des circonstances impérieuses, fit, le 1.er mai 1808, *une renonciation conditionnelle* en faveur de son père. (Voyez *pièces justificatives*, *N°. VI.*)

Le 5 du même mois, vers les quatre heures après midi, Buonaparte alla rendre visite au roi et à la reine. Il resta en conférence jusqu'à cinq heures, et le prince Ferdinand fut ensuite mandé par son père, pour entendre, en présence de leur ennemi commun, une semonce humiliante, à la suite de laquelle le faible roi lui ordonna de faire une *renonciation absolue,* sous peine d'être traité *comme usurpateur du trône, et conspirateur contre la vie de ses parents*..... Buonaparte ajouta ces paroles atroces : *Prince, il faut opter entre la cession ou la mort.*

Ferdinand aurait préféré la mort; mais ne voulant pas entraîner dans ses malheurs le grand

---

(1) D. Pedro Cevallos.

nombre d'amis qui lui étaient restés fidèles, et dont la proscription devait suivre la sienne, consentit à faire une nouvelle renonciation qui porte tous les caractères de la contrainte et de la violence, comme chacun peut en juger par la lettre suivante :

Lettre du roi Ferdinand VII à Charles IV.

MON TRÈS HONORÉ PÈRE ET SEIGNEUR,

« J'ai déposé entre vos mains royales, le premier de ce mois, ma renonciation à la couronne, en faveur de Votre Majesté ; j'ai cru qu'il était de mon devoir de modifier cette renonciation par des conditions que m'imposaient également et le respect que je porte à Votre Majesté, et la tranquillité de mes états, et la conservation de mon honneur et de ma réputation. C'est avec une extrême surprise que j'ai vu l'indignation qu'avaient produite, dans l'ame de Votre Majesté, ces modifications dictées par la prudence, et commandées par l'amour que je porte à mes sujets.

» Sans autre motif quelconque, Votre Majesté a jugé convenable de m'adresser, en présence de ma respectable mère et de l'empereur, les propos les plus injurieux ; et non contente

de cela, de me demander ma renonciation pure et simple, sous peine d'être moi-même, ainsi que les personnes qui composaient mon conseil, traités comme des conspirateurs. Dans cet état de choses, je remets à Votre Majesté *la renonciation qui m'est commandée*, afin qu'elle puisse retourner en Espagne, pour y reprendre les rênes du gouvernement, dans l'état où il se trouvait, le 19 mars, lorsque Votre Majesté, *de son plein gré et sans aucune influence étrangère*, abdiqua sa couronne en ma faveur.

» Je prie Dieu de conserver les jours précieux de Votre Majesté. »

Signé FERDINAND.

Baïonne, le 6 mai 1808.

Dans le moment même où le prince Ferdinand remettait sa couronne à son père, celui-ci la mettait aux pieds de Buonaparte, qui la plaça sur la tête de son frère Joseph roi de Naples.

Pour consommer son usurpation, il avait encore d'autres violences à exercer. Tout aveuglé qu'il était par l'extravagance de son ambition, il sentait néanmoins combien ces actes de violence et de subornation étaient vains, illé-

gaux et peu propres à lui concilier la faveur publique; c'est pourquoi il résolut de les faire sanctionner par une espèce d'assemblée nationale, qu'il convoqua à Baïonne pour le 19 mai.

Sur cent cinquante Espagnols qu'il appela à cette assemblée, il y en eut quatre-vingt-dix qui s'y rendirent

Buonaparte pensait que leur suffrage, s'il pouvait l'obtenir, donnerait le change à l'opinion publique; mais il fut déçu complètement. « Au lieu de trouver des hommes faibles et prêts à seconder ses vues ambitieuses, il ne rencontra que des ministres incorruptibles, des grands dignes de leur rang, et de fidèles représentants de la nation, qui ne montrèrent d'autres dispositions que celles de défendre les intérêts du trône et l'honneur de la patrie: ils refusèrent de sanctionner l'usurpation » (1).

L'usurpateur traita leurs personnes avec insolence, et repoussa leur refus avec dédain. Loin d'en être découragé, il mit en usage tous ses moyens d'oppression, se flattant que, par des victoires d'une part, et de l'autre par la corruption, il viendrait aisément à bout d'une nation qu'il croyait abâtardie, qui n'était

---

(1) D. Pedro Cevallos.

qu'endormie dans une longue inaction, et dont le réveil fut celui du lion.

Ce n'est pas dans le cœur des tyrans qu'il faut aller chercher de la reconnaissance. Mais il est des cas où la politique leur impose l'obligation de masquer leur ingratitude. Buonaparte ne croyait point à ces vaines distinctions: il achetait les services dont il avait besoin, et ne reconnaissait jamais ceux qu'on lui avait rendus.

Dès qu'il n'eut plus besoin des deux rois qu'il venait de dépouiller l'un par l'autre, il les traita comme deux de ses sujets, dont il aurait eu à se plaindre, et dont il aurait encore quelque chose à craindre; il les fit arrêter, comme des criminels d'état, et conduire par des gendarmes, l'un à Compiègne, et l'autre à Valencay. Et puis, croyant cette affaire finie, il ne songea plus qu'à la tournure qu'il pouvait lui donner aux yeux de l'Europe. Ce fut le sujet de deux rapports qu'il fit publier, en forme de manifestes; l'un adressé à lui-même par son ministre des relations extérieures, l'autre porté au sénat par M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély.

Dans la première de ces pièces, on lit ce qui suit :

« Sire, la sûreté de votre empire, et l'affermissement de votre puissance imposent à Votre

Majesté l'obligation de mettre un terme à l'anarchie qui menace l'Espagne et aux dissensions qui la déchirent.

» De tous les états de l'Europe, il n'en est aucun dont le sort soit plus nécessairement lié à celui de la France que l'Espagne.

» C'est pourquoi une alliance intime doit unir les deux nations, ou une inimitié implacable les séparer.

» Dans son état actuel, l'Espagne, mal gouvernée, sert mal la cause commune contre l'Angleterre. Sa marine est négligée, il règne dans toutes les branches de l'administration le plus horrible désordre; *toutes les ressources de la monarchie sont dilapidées*: de si grands maux ne peuvent être guéris que par de grands changements.

» Il faut pour l'intérêt de l'Espagne, comme pour celui de la France, qu'une main ferme vienne rétablir l'ordre dans son administration, et prévenir la ruine vers laquelle elle marche à grands pas. C'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer.

» *Ce que la politique conseille, la justice l'autorise* (1).

---

(1) Voilà une de ces maximes que tous les tyrans ont su par cœur, mais qu'aucun d'eux, avant Buonaparte, n'avait osé publier aussi naïvement.

» *Votre Majesté doit intervenir* dans la querelle qui s'est élevée entre le père et le fils. Mais quel parti prendra-t-elle ?

» Celui du fils ? ce serait sacrifier la cause des souverains. Celui du père ? ce serait sacrifier le sang des Français à l'intérêt d'un roi *dont le sort n'importe nullement à la France.*

» Votre Majesté *obligée de s'occuper de la régénération de l'Espagne, d'une manière utile* pour la France, ne doit ni rétablir au prix de beaucoup de sang un roi détrôné, ni souffrir sur le trône un fils parjure et rebelle.

» Voilà, sire, les circonstances qui *obligent* Votre Majesté à prendre une grande détermination, etc.... » Le ministre ne s'expliqua pas plus clairement ; mais cela n'était pas nécessaire : tout le monde le devina.

Le rapport de M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély au sénat n'est pas moins digne d'attention ; en voici quelques fragments :

« Sénateurs, vous avez vu continuer avec succès et avec gloire cette lutte honorable, *où la France combat pour les droits des nations*, contre l'Angleterre qui a usurpé la domination des mers.

» D'un côté l'empire Français déploie tout ce que le génie a de puissance, tout ce que la nation a d'énergie, tout ce que les armées ont

de bravoure, tout ce que le peuple a de dévoûment.

» Le ministère anglais épuise de l'autre tout ce que l'intrigue a d'activité, tout ce que la mauvaise foi a d'astuce, tout ce que la corruption a d'odieux, tout ce que l'inhumanité a de cruel (1).

» Par ces honteux moyens, l'Angleterre a réussi à précipiter l'Espagne dans la guerre civile par l'anarchie.

» Son objet, dans ce nouvel attentat, est d'ouvrir à ses marchandises un accès sur le continent; il faut le lui fermer. Il faut que nos armes achèvent d'exécuter en Espagne *l'arrêt d'exil prononcé par le continent contre les Anglais.* »

Ces impertinentes déclamations ne réussirent pas plus en Europe que la félonie qu'elles tendaient à justifier; il n'y eut qu'un cri contre

(1) Quand un homme a, pendant quatorze ans, reproduit tous les jours ces impostures grossières et ces phrases bannales, imitées de celles du fameux B......re, je conçois qu'il peut finir par y croire et par en être dupe lui-même; mais que ce même homme ait acquis à ce prix une grande réputation, et qu'il cherche à obtenir dans un ordre de choses tout-à-fait étranger à ses goûts et à ses habitudes, de nouveaux honneurs et de nouvelles faveurs, c'est, en vérité, ce que je ne conçois pas, et pourtant ce que je ne serais pas étonné qu'il obtînt. J'ai vu des miracles non moins inconcevables.

l'auteur de l'usurpation ; la nation espagnole, dans sa juste indignation, se souleva toute entière contre l'usurpateur. Une junte s'assembla à Séville, prit les rênes du gouvernement, et résolue de s'ensevelir sous les ruines de la patrie, plutôt que de se soumettre lâchement au lâche ennemi de l'humanité, elle fit contre lui un appel à toutes les nations, et publia un manifeste de guerre qui produisit tout son effet. C'est un chef-d'œuvre d'éloquence et de raison. Nous croyons devoir en faire un extrait, en regrettant de ne pouvoir, à cause de sa longueur, le faire connaître en entier :

Manifeste de la junte et de la nation espagnole à l'Europe.

Séville, 1er. janvier 1809.

« Nations, peuples de l'Europe, princes qui la gouvernez, hommes de bien de toutes les classes et de tous les états, la nation espagnole et, en son nom, la junte suprême à qui l'autorité a été confiée depuis l'injuste et perfide captivité de son roi, va manifester à vos yeux la série de malheurs et d'outrages qu'elle a soufferts. En vous faisant une peinture fidèle de sa situation actuelle et de ses desseins, elle ré-

clame avec confiance et votre compassion sur son infortune, et votre intérêt sur son sort futur.

» L'univers est témoin de l'attachement constant que l'Espagne a eu pour la France. La guerre, la paix, les alliances, les relations, tout était commun entr'elles; la révolution a rompu ces liens... A une guerre désastreuse succéda une paix honteuse; à cette paix une alliance ruineuse et inégale.

» Depuis lors, l'Espagne attachée au char de la France, a été forcée d'en suivre servilement les violents et rapides mouvements....

(Ici l'auteur trace avec fidélité le tableau des avantages que la France recueillait de son alliance avec l'Espagne, et l'historique des manœuvres que le gouvernement français employa, de concert avec le *prince de la Paix*, pour semer la division dans la famille royale, et trouver dans cette division le moyen de s'emparer du pays... C'est la répétition de ce que nous avons vu plus haut... Le manifeste continue :)

« Cependant quelle était la situation du peuple espagnol, tandis qu'on préparait et qu'on exécutait cette scène honteuse et tyrannique (celle de l'abdication du prince Ferdinand); tandis que l'on violait les lois fondamentales de la monarchie, et que l'on contrariait ses vœux les plus chers ?

» Contenu dans les bornes d'une loyauté

sans reproche, tant qu'il eut l'espoir que son roi serait reconnu, il ne témoigna ni mécontentement, ni inquiétude aux Français disséminés dans la capitale et ses environs. Mais lorsqu'il apprit l'horrible trame qu'on ourdissait contre lui à Baïonne, alors le mécontentement général éclata en plaintes et en larmes: c'était le 2 mai.

» Les Français qui n'attendaient que ce moment pour déployer l'étendard de la terreur, firent feu à l'improviste sur le peuple qui ne leur avait encore fait aucun mal, et leurs colonnes homicides se répandirent dans les rues tranquilles de Madrid; les habitants coururent aux armes et se défendirent pied à pied, corps à corps; ils affrontèrent les plus épais bataillons, y portèrent souvent le désordre, lorsque des paroles de paix et de concorde sorties de la bouche de leurs magistrats les arrêtèrent et les désarmèrent.

» Le combat cessa, et une scène d'horreur lui succéda. Les Français occupèrent militairement tous les postes de Madrid, arrêtèrent tous les citoyens qu'ils trouvèrent sous les armes et les fusillèrent la nuit suivante.

» Ce fut alors qu'on nous fit connaître et notre nouveau roi et notre nouvelle *constitution*...!

» C'est ainsi qu'après avoir épuisé tout ce que

la perfidie a de plus vil et de plus atroce, ces impudents sophistes osaient parler de *constitution*, de lois et de réformes...

» Mais la nation espagnole outragée dans la personne de son prince, trahie dans sa confiance, et si cruellement payée de l'hospitalité qu'elle avait accordée, éleva tout à coup un cri terrible, et tous les peuples coururent aux armes pour défendre leur liberté....

» Cette résolution généreuse une fois prise, les provinces armées proclamèrent de nouveau le roi auquel elles avaient juré d'obéir, et s'avancèrent à la rencontre des phalanges françaises qui se répandaient partout. Rien ne put résister à notre première impétuosité : vingt-trois mille hommes commandés par un de leurs meilleurs généraux, sont mis en déroute dans les plaines de Baylen, et forcés de se rendre prisonniers. Les murs de Valence soutiennent le choc du maréchal Moncey, qui est obligé de se retirer en désordre vers le centre de l'armée française, qui se trouvait à Madrid. Maurella et Girone sont l'écueil des divisions envoyées pour les réduire. Sarragosse, ouverte de toutes parts, sans autre défense que le courage de ses habitants, résiste au courroux de Napoléon, qui, semblable à une divinité infernale, lançait, de Baïonne, le carnage et la dé-

solation sur un peuple pacifique, dont tout le crime était d'avoir été fidèle à son roi....

» Telle est l'origine de la guerre que les Français font à l'Espagne : outragés, assaillis d'une manière aussi barbare qu'inattendue, nous restait-il d'autre parti à prendre que de nous défendre, que de vaincre ou mourir ?

» Il faudrait que nous fussions encore plus vils que le tyran lui-même, pour oublier ce que furent nos ancêtres, ce que nous sommes nous-mêmes. Nous n'avons pas voulu dégénérer, ni devenir la risée de l'Europe et les instruments de Napoléon.

» Cet infâme, non content de fouler aux pieds les principes de la justice et de l'humanité, veut encore dénaturer, selon son caprice, la signification des mots; il nous qualifie *d'insurgés* et de *rebelles !* Il n'y a que l'audace et l'insolence du pouvoir qui puissent appeler *insurrection* la résistance à une injuste aggression, et taxer de *rébellion* l'obéissance aux lois et la fidélité au roi. Mais personne en Europe n'a été dupe de cette logomachie.

» Vainement les Français, dans leurs journaux vendus au tyran, et dans leurs manifestes contradictoires, nous peignent-ils comme livrés aux horreurs de l'anarchie et agités par les convulsions fanatiques d'une liberté exaltée : ils

nous crurent des esclaves vils et rampants, et ils trouvèrent des hommes; et ils osent nous donner l'infâme qualification de *révolutionnaires !*

» Mais qu'ils sachent, ces éternels imposteurs, que les Espagnols ne respirent autre chose que l'amour de leur roi et de leur patrie; que leur unique ambition est de conquérir la liberté de l'un, et l'indépendance de l'autre; qu'ils n'ont d'autres intentions que de maintenir les lois fondamentales de leur monarchie, que Napoléon veut insolemment renverser....

» L'Espagne n'est pas le seul pays à qui il importe de soutenir cette lutte terrible.

» L'Italie, la Suisse, la Hollande, l'Allemagne, la Prusse et l'Autriche, tour à tour vaincues et tyrannisées par le même despote, ont le même intérêt que nous à refuser, à briser les fers qu'il veut nous donner : leur salut est lié au nôtre, et la cause que défend l'Espagne est celle de l'univers entier....

» Monarques et peuples du continent, sachez imiter notre constance et nos efforts, et le monde entier menacé de devenir la proie d'un monstre, recouvrera enfin son indépendance et sa tranquillité... ! »

Cet éloquent manifeste est signé : *Martin de Garey, secrétaire-général de la junte supérieure.*

Tout y est remarquable, sagesse dans les principes, vigueur dans les idées, elévation dans les sentiments, noblesse dans le style, et surtout la vérité prophétique qui le termine... Le monde entier, menacé de devenir la proie d'un monstre, *a recouvré son indépendance et sa tranquillité.* Mais avant d'en voir l'accomplissement, que de malheurs nous avions encore à éprouver! que de violences et d'injustices il devait commettre! Le Pape devait en être une autre victime.

CHAPITRE XI.

Affaires de l'Eglise et du Pape.

Le concordat n'avait été pour Buonaparte qu'un masque d'hypocrisie, un instrument d'ambition, une machine de sa ténébreuse politique.

Le Pape, qui n'ignorait pas l'histoire de ses premières années; qui savait très bien qu'il avait professé l'athéisme à Paris en 1794, et l'islamisme au Caire, en 1798, aurait peut-être dû se défier davantage des propositions qu'il lui fit faire, dans le dessein d'établir un nouveau systême d'Eglise Gallicane.

Mais sa Sainteté espéra, sans doute, qu'instruit par l'expérience de tous les maux dont une nation pouvait être la victime, quand elle foule aux pieds les principes de la morale et les devoirs de la religion, le nouveau chef des Français sentirait combien il importait à sa sûreté et au bonheur public de rétablir de bonne foi le libre exercice de la religion catholique, et de s'en déclarer le protecteur spécial.

Encouragé par cet espoir, Pie VII ferma les yeux sur le passé, rejeta loin de lui tous les soupçons que son conseil et sa propre pénétration pouvaient lui inspirer, et s'empressa de suivre des négociations qui tendaient à réparer les pertes de l'Eglise.

Un concordat fut proposé, discuté, et proclamé le jour de Pâques 1802, quinze jours après la signature du traité d'Amiens, avec la Grande-Bretagne (1).

L'apparition de Buonaparte dans l'église de Notre-Dame, le concours de toutes les autorités civiles et militaires, les acclamations de l'allégresse publique donnèrent à cette fête de la *restauration religieuse* un éclat extraordinaire, et à tous les fidèles des espérances qui furent bientôt déçues.

Peu de jours après la publication du concordat, Buonaparte en modifia, en altéra toutes les dispositions par des *lois* qu'il appela *orga-*

---

(1) Par un des articles de ce concordat, le pape, qui devait être bientôt dépouillé de son autorité temporelle et spirituelle, frappa le plus grand coup d'autorité dont aucun pape ait jamais osé concevoir l'idée; il supprima quatre-vingt-seize tant archevêchés qu'évêchés, sur la demande de Buonaparte. Comment ne fut-il pas effrayé de cette demande? Comment n'y vit-il pas le piége qu'on tendait à sa bonté?

niques. Il ne craignait plus le Pape, qu'il avait grièvement compromis aux yeux des fidèles.

Non seulement ces lois nouvelles ôtaient au culte catholique, dans l'exercice de ses plus importantes fonctions, une liberté qui, dès le commencement et dans tous le cours des négociations, en avait été déclarée partie essentielle, mais quelques-unes même attaquaient la doctrine évangélique.

Buonaparte ne considérait les évêques que comme de simples fonctionnaires publics, révocables à volonté, non moins dépendants de la sienne que les préfets et les officiers de sa maison. Il mettait la religion au rang des autres branches de l'administration politique, comme si c'était un département d'institution humaine, sujet à l'inspection d'un de ses ministres, et rangé dans la même cathégorie que le département de la police, des finances ou de la guerre (1).

Le Saint-Père lui fit à ce sujet de vives représentations, qu'il feignit d'écouter, et auxquelles il promit de faire droit, si le Saint-Père con-

---

(1) Il porta même le mépris de toutes les bienséances jusqu'à dire hautement que le pape était le *général de son armée presbytérienne*, les cardinaux *ses généraux de division*, les archevêques et évêques *ses colonels*, et les curés *ses soldats*.....

sentait à venir à Paris, tant pour terminer cette affaire importante, que pour le couronner empereur.

Le Saint-Père y consentit, et fut encore trompé. On peut se rappeler avec quels égards et quelles attentions respectueuses Buonaparte l'accueillit à son arrivée, et avec quelle indécente légèreté il se conduisit avec lui, dès qu'il n'en eut plus besoin. Le respectable vieillard dévora ses larmes et quitta Paris le 5 avril 1805, sans avoir retiré de son voyage d'autre fruit que d'avoir manifesté une condescendance désagréable pour lui-même, blâmable aux yeux de la politique et inutile aux intérêts de l'Eglise.

Il avait signé, au prix des plus grands sacrifices, un traité que Buonaparte s'était fait un jeu de rompre dès le lendemain.

Il était venu, dans un âge avancé, durant la plus rude saison de l'année, et malgré le cri de sa conscience, placer la couronne de Saint Louis sur la tête d'un usurpateur, qui dès-lors méditait de le dépouiller lui-même de ses états et de sa liberté.

Il avait négocié deux fois avec Buonaparte, deux fois il avait été déçu, trahi et frustré dans toutes ses vues.

Mais que pouvait-il y avoir de commun entre un pontife plein de candeur et de bonne

foi et un soldat farouche et brutal, qui, à la férocité du tigre joignait toutes les ruses du serpent ; dont l'ambition effrénée était toujours couverte d'un masque d'hypocrisie, et ne se manifestait par des violences, que sur les faibles qu'elle était sûre d'écraser, ou quand elle avait épuisé toutes les ressources du mensonge et de la perfidie ?

Ses desseins n'étaient cependant pas impénétrables ; et il ne dépendit que du Pape d'apercevoir, aussi bien que nous, ceux qu'il méditait sur l'envahissement de l'Italie, le jour où il s'empara de la couronne de fer des Lombards.

Nous ne doutions pas à Paris que celui qui se faisait couronner à Milan *roi d'Italie*, après avoir été couronné à Paris *empereur des Français*, n'eût pris secrètement Charlemagne pour modèle, et ne songeât dès-lors à monter comme lui au Capitole, à s'emparer de Rome, et à se faire nommer *empereur d'Occident*, comme lui.

Que pouvait faire le Pape, pour l'arrêter ? Le Pape était protégé par sa faiblesse même, lorsque la paix de l'Europe était sous la double sauve-garde des traités et de la civilisation de ses habitants.

Mais depuis que toutes les nations trem-

blaient devant une seule, et qu'un moderne Attila avait mis la force à la place de tous les droits, la faiblesse n'était plus un titre à la protection de personne. Chacun songeait à soi ; et le Pape devait succomber avec toutes les anciennes institutions.

Buonaparte fatiguait tous les jours sa patience par des prétentions nouvelles, et par des demandes dont le résultat devait placer le Saint-Père dans l'alternative également fâcheuse ou de trahir ses devoirs, en les accordant, ou de se perdre en les refusant.

Cette manière de tuer les hommes en détail, est plus horrible et cent fois plus cruelle que celle de les assommer d'un coup de massue. On a pu s'apercevoir que Buonaparte prenait plaisir à faire languir ses victimes, et à retourner le poignard dans leurs blessures.

Dans le nouveau système de persécutions qu'il avait adopté contre le chef de l'Eglise, il commença par lui faire passer une note menaçante, dans laquelle il demandait impérativement :

1°. L'établissement en France d'un patriarche indépendant de la cour de Rome.

2°. L'abolition générale de tous les ordres réguliers de l'un et de l'autre sexe.

3°. La suppression du célibat pour les ecclésiastiques.

4°. La liberté indéfinie et l'exercice public de tous les cultes.

5°. La publication du code Napoléon dans les états de l'Eglise.

6°. Le couronnement de son frère Joseph, en qualité de *roi de Naples*, par les mains du Pape.

Toutes ces propositions étaient inadmissibles; elles furent soumises à la délibération du sacré collége, et rejetées à l'unanimité.

On s'y attendait aux Tuileries; et dès que cette résolution y fut connue, deux colonnes de troupes françaises reçurent ordre de s'avancer à marches forcées vers la ville de Rome.

Le général Miollis interpelé, au nom du Pape, de déclarer sans détour le motif de cette hostilité, fit une réponse évasive.

L'ambassadeur Alquier, également interpelé, nia les *hostilités*, et déclara que les troupes en question ne feraient que traverser le territoire de l'Eglise, *pour se rendre à Naples, et n'entreraient pas à Rome.*

Nonobstant cette déclaration, les troupes entrèrent à Rome le 2 février 1808, désarmèrent la garnison, s'emparèrent du château

Saint-Ange et de tous les postes, placèrent une batterie de canons devant la porte du palais Quirinal, où le Saint-Père s'était retiré.

Le Saint-Père n'avait ni les moyens ni la volonté de se défendre; mais il protesta contre cette invasion, qui avait l'air d'un véritable brigandage.

Sa protestation ne fit qu'irriter ses persécuteurs, et lui attira de nouveaux déplaisirs.

Les officiers de ses troupes, qui avaient refusé d'être incorporés dans la troupe française, furent enlevés et conduits en différentes forteresses d'Italie.

Les cardinaux Ruffo, Pignatelli, Saluzzo, Caracciolo, Caraffa et quinze autres, qui lui témoignaient le plus d'attachement et de fidélité dans ces tristes conjonctures, reçurent ordre de sortir de Rome en vingt-quatre heures, et furent conduits par la force armée hors des états de l'Eglise.

Les lettres du Saint-Père furent ouvertes, et nul de ses sujets ne pouvait arriver jusqu'à lui sans être fouillé, interrogé, sévèrement examiné; il était prisonnier dans son palais et gardé à vue.

Il se plaignit de toutes ces violences dans un bref adressé à Napoléon lui-même, et dans lequel, après lui avoir rappelé tout ce qu'il avait

fait pour lui, et les mauvais traitements dont toutes ses condescendances avaient été payées, il ajoutait, avec une fermeté qu'il n'avait pas encore montrée :

« Foulant aux pieds tous les devoirs sacrés, vous abusez de la force que vous avez entre les mains, pour faire tous les jours de nouvelles victimes; mais songez-y bien, nous pouvons nous lasser de l'injustice, et faire usage à notre tour *de cette force morale* que le Tout-Puissant a remise entre les nôtres, pour arrêter ou punir les entreprises des méchants, et vous serez responsable de tous les maux qui en résulteront. »

Peu de temps après cet avertissement, le ministre des relations extérieures fit passer au Saint-Père une note officielle portant que toute l'Italie, Rome, Naples et Milan, devaient former *une ligue offensive et défensive* contre l'ennemi commun (les Anglais). Le refus d'une telle proposition devait être regardé par l'empereur comme une déclaration de guerre. *Le premier résultat de la guerre*, ajoutait le ministre, *est la conquête; et le premier résultat de la conquête est le changement de gouvernement.*

Ce langage était clair; le Saint-Père le com-

prit très bien, et répondit aussitôt, qu'il ne reconnaissait d'autres ennemis que ceux qui étaient entrés dans la capitale de ses états à main armée, et le retenaient prisonnier dans son palais ; mais que le ministre d'un dieu de paix ne voulait et ne pouvait faire la guerre à personne ; que ses devoirs et sa conscience l'empêchaient de consentir à *une ligue offensive et défensive* contre qui que ce fût ; et quant au changement de gouvernement dont il prévoyait aisément que cette déclaration allait être suivie, il remettait sa défense à Dieu, et laisserait aux hommes à juger s'il était le résultat de la conquête, ou de l'usurpation. »

L'effet suivit de près la menace ; et avant même d'avoir reçu cette réponse, Buonaparte démembra les états de l'Eglise, et, par son décret du 2 avril, *réunit irrévocablement et à perpétuité au royaume d'Italie* les provinces pontificales d'Urbin, d'Ancône, de Macerata et de Camerino ; donnant pour motif *que le Pape avait constamment refusé de faire la guerre aux Anglais !*

On ne conçoit pas pourquoi, ayant la force en main, ne trouvant aucun obstacle devant lui, et paraissant décidé à s'emparer de tous les états du Saint-Père, c'était pièce à pièce

qu'il le dépouillait. Il faut, pour expliquer cette énigme, en revenir à cette pensée : qu'il n'osait pas tout ce qu'il pouvait (1).

Un matin il fit enlever de Rome le cardinal Jules Gabrieli, proto-secrétaire-d'état, cher au Pape ; le prélat Calvachini, gouverneur de la ville, cher au peuple, et le chevalier Vargas, ambassadeur d'Espagne près du Saint-Siége. Aucun de ces trois personnages ne gênait ses opérations ; mais il savait que les coups dont il les frappait seraient vivement ressentis par le Pape, et il crut qu'ils amolliraient son caractère.

Enfin il se lassa de ce qu'il appelait des *ménagements* ; et le 17 mai 1809, il consomma ses iniquités partielles, en déclarant *que tous les états du Pape étaient réunis à l'empire Français*.

Ce décret est trop curieux pour n'être pas transcrit en entier et textuellement ; le voici :

De notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809.

« Napoléon, empereur des Français, etc.

» Considérant que lorsque Charlemagne, em-

---

(1) Ainsi que la vertu, le crime a ses degrés.
(*Phèdre.*)

pereur des Français et notre auguste prédécesseur, fit don aux évêques de Rome de diverses contrées il les leur céda à titre de fief, pour assurer le repos de ses sujets, et sans que Rome ait cessé, pour cela, d'être une partie de son empire ;

» Considérant que, depuis ce temps, l'union des deux pouvoirs spirituel et temporel, ayant été, comme elle est encore aujourd'hui, la source de continuelles discordes ; que les souverains Pontifes ne se sont que trop souvent servis de l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre, et que, par cette raison, les affaires spirituelles qui, de leur nature, sont immuables, se trouvent confondues avec les affaires temporelles, qui changent suivant les circonstances et la politique des temps ;

» Considérant enfin que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire avec les prétentions temporelles des souverains Pontifes, ayant été proposé en vain,

» Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

» Art. I[er]. Les états du Pape sont réunis à l'empire Français.

Art. II. La ville de Rome, premier siége du

Christianisme, et si célèbre par les souvenirs qu'elle rappelle, et les monuments qu'elle conserve, est déclarée *ville impériale et libre*. Son gouvernement et son administration seront réglés par un décret spécial.

Art. III. Les monuments de la grandeur romaine seront conservés et maintenus aux dépens de notre trésor.

Art. IV. La dette publique est déclarée dette de l'empire.

Art. V. Les revenus actuels du Pape seront portés jusqu'à deux millions de francs, libres de toute charge et redevance.

Art. VI. Les propriétés et palais du Saint-Père ne seront soumis à aucune imposition, juridiction, visite, et jouiront en outre d'immunités spéciales.

Art. VII. Une consulte extraordinaire prendra le 1er juin possession, en notre nom, des états du Pape, et fera en sorte que le gouvernement constitutionnel y soit en vigueur le 1er. janvier 1810.

Signé, NAPOLÉON.

Le ministre secrétaire-d'état, HUGUES MARET.

Le Pape adressa à toutes les puissances de la terre la protestation suivante :

« Ils sont enfin accomplis les desseins ténébreux des ennemis du Saint-Siége ! Ils nous ont dépouillés de nos états et de notre pouvoir temporel, avec lequel notre indépendance spirituelle était étroitement liée.

» Obligé envers Dieu et envers l'Eglise de transmettre à nos successeurs nos droits intacts, nous protestons contre cette nouvelle et violente spoliation, et nous déclarons nulle et de toute nullité l'occupation qui vient d'être faite de nos domaines.

» Nous rejetons de la manière la plus formelle toute rente ou pension que l'empereur des Français prétendrait faire à nous ou aux membres du sacré collége. Nous nous couvririons tous d'opprobre à la face de la terre, si nous consentions à tirer notre subsistance des mains de l'usurpateur de nos domaines. Nous nous abandonnons à la Providence et à la piété des fidèles, contents de terminer dans l'indigence la carrière de douleur qui nous reste à parcourir. »

Le Saint-Père ne se contenta pas cette fois-ci d'une simple protestation ; le temps des ménagements était passé pour lui, comme pour son ennemi : il s'arma des foudres de l'Eglise et lança contre Buonaparte l'excommunication dont il l'avait menacé.

Bref du Saint-Père Pie VII, Pape, à l'empereur des Français.

Par l'autorité du Dieu Tout-Puissant, des SS. Apôtres, Pierre et Paul, et par la nôtre, nous déclarons que vous et tous vos coopérateurs, d'après l'attentat que vous venez de commettre, avez encouru l'excommunication, etc....

Donné à Rome, à Ste.-Marie Majeure, le 11 juin 1809, et l'an 10 de notre Pontificat.

Le lendemain, le bref d'excommunication fut publié dans la forme suivante :

Au nom de la Très Sainte-Trinité, Pie VII, serviteur des serviteurs de Dieu, à tous les fidèles qui les présentes verront, salut et bénédiction.

« Forcé de nous servir de l'autorité que le Père céleste nous a confiée, nous déclarons par ces présentes, signées et scellées de l'anneau du pêcheur, que Napoléon Ier, empereur des Français et tous ses adhérents, fauteurs et conseillers, ont encouru l'excommunication, pour avoir, par son décret du 12 mai dernier, ordonné l'envahissement de la ville de Rome. »

Donné dans notre palais Quirinal, le 12 juin 1809.

Celui qui avait renié Dieu à l'Institut, et proclamé Mahomet en Egypte, se moquait d'une excommunication comme de la barbe du prophète. Mais il craignait intérieurement les effets de la résistance du Pape, dont les malheurs excitaient l'intérêt des peuples au plus haut degré, et dont la présence à Rome pourrait contrarier ses projets.

Il le fit enlever secrètement de son palais par le général Radet, et conduire dans une voiture fermée, et avec toute la dureté imaginable, à travers l'Italie jusqu'à Grenoble; là il ne sut que faire de son prisonnier. Toutes ses précautions n'avaient pu empêcher son secret d'être révélé, ni le peuple de se porter en foule au-devant de l'infortuné Pontife, pour lui demander sa bénédiction et lui offrir tous les secours dont il pouvait avoir besoin.

Buonaparte s'était flatté qu'une fois en France, le Pape fléchirait sous la nécessité, et qu'en lui offrant un établissement magnifique dans son empire, il lui ferait oublier celui qu'il venait de lui ôter en Italie; il se trompa de tout point. L'inflexibilité du Saint-Père augmentait avec les persécutions qu'il éprouvait; et la vénération publique, qui partout accompagnait ses pas, inquiétant son ombrageux persécuteur, celui-ci le fit reconduire

à Savone, où il fut renfermé pendant quelque temps comme un prisonnier d'état, sans avoir la permission ni d'écrire, ni de parler à qui que ce soit.

Par une de ces contradictions, qui ne sont pas rares dans la vie des tyrans et qui prouvent leur extravagance, Buonaparte, ou se lassa de tourmenter sa victime, ou se flatta de donner le change à l'Europe sur sa situation.

Vers la fin de septembre, il envoya en grand appareil le comte Salmatoris, un de ses préfets du palais, déclarer au Pape *qu'il était libre à Savone*, et qu'il pouvait y tenir un état de maison digne du chef de l'Eglise.

Immédiatement après cette déclaration insultante, M. Salmatoris fit disposer dans le palais du préfet des appartements meublés avec somptuosité; il présenta lui-même à Pie VII des domestiques revêtus de la livrée pontificale, il lui offrit au nom de l'empereur des équipages brillants, des chevaux et cent mille francs par mois pour sa dépense.

Le Pape refusa avec modestie, mais avec fermeté tous ces dons empoisonnés.

En vain on lui envoya le général Berthier, frère du prince de Wagram, avec le titre de *maître du palais du Pape;* en vain sa maison fut montée avec la plus grande magnificence;

en vain y donnait-on tous les jours des repas splendides, le Pape n'y voulut jamais prendre part: retiré dans une chambre modeste, vivant de fruits et de légumes, il déclara aux envoyés de son persécuteur qu'il ne voulait rien tenir, ni rien accepter de lui, et que la charité des fidèles suffisait à ses besoins et à ceux des personnes qui partageaient sa captivité.

Il fallut chercher d'autres moyens de vaincre *cette incroyable obstination*, ainsi qu'à la cour de Buonaparte on nommait la noble fermeté du Saint-Père; et voici ce qu'on imagina.

Dans le mois de mars 1810, dix-neuf évêques, à l'instigation de l'empereur, sollicitèrent le souverain Pontife d'accorder les bulles *d'institution canonique* à un grand nombre de leurs collègues qui, faute de cette formalité, ne pouvaient exercer légitimement leurs fonctions épiscopales. Les mêmes évêques ajoutèrent que si le Saint-Père refusait de venir au secours de l'église Gallicane, *elle se verrait dans la douloureuse nécessité d'y pourvoir elle-même.*

Cette démarche était un nouveau piége qu'on tendait au Saint-Père. Car, ou il devait céder aux instances des évêques, et, dans ce cas, faire un acte de pouvoir qui attesterait l'usage de sa liberté; ou refuser de les entendre, et, dans ce cas, les autoriser à remédier eux-

mêmes aux maux de l'Eglise, qu'il paraissait méconnaître.

Le Pape ne se méprit pas sur le but où tendait leur démarche, et ne fut pas moins inflexible à leurs instances.

L'empereur parut enchanté de son refus, et décida qu'un concile national serait assemblé *pour délibérer sur les moyens de prévenir les graves inconvénients de la trop longue vacance des évêchés.*

Le concile fut convoqué et s'ouvrit le 25 avril 1811. Un nouvel Athanase monta dans la chaire de vérité, et peignit avec une sainte éloquence les malheurs sous le poids desquels gémissait la religion. Il retraça aux cent dix pères assemblés dans l'église de Notre-Dame, la grandeur de leurs devoirs, et appela sur eux l'esprit de conseil, de force et de sagesse. L'histoire conservera, comme un monument, ce discours, qui valut à son auteur (M. l'abbé de Boulogne) l'honneur de partager la captivité du Saint-Père.

Nous raconterons dans la dernière partie de cet ouvrage, les détails de cette assemblée mémorable; nous nous contenterons de dire aujourd'hui que tous les évêques, moins un très petit nombre, appelés dans cette capitale, pour charger d'anathêmes le vicaire de Jésus-Christ

n'y parurent que pour renouveler au pied des autels leur serment d'amour et de fidélité. Ces lévites rassemblés dans le temple du seigneur furent plus forts qu'une armée rangée en bataille. (Voyez dans les *pièces justificatives*, *n°. VII*, la liste des cardinaux, archevêques et évêques qui furent appelés à ce concile).

Il nous reste à voir, dans celle-ci, le dernier des exploits militaires de Buonaparte que la fortune ait favorisés.

CHAPITRE XII.

Seconde guerre d'Autriche. Traité de Vienne.

En rendant la paix à l'Europe, le traité de Westphalie lui donna, pour première base, l'intérêt commun de tous les peuples ; il prescrivit aux puissances du premier ordre des devoirs réciproques et des limites qu'elles ne pouvaient franchir impunément, et mit sous leur sauve-garde obligée les puissances du second ordre.

L'Autriche ne pouvait s'étendre en Italie, sans qu'aussitôt la France et l'Espagne, inquiétées par cette augmentation de territoire, ne prissent les armes pour s'y opposer.

La France n'était pas plus tranquille sous la protection de ses nombreuses armées, que la république de Genève sous celle de la France.

Je sais bien que ces précautions n'empêchèrent ni les guerres de Louis XIV, ni celles de la succession de Charles VI (1) ; mais elles ren-

(1) Père de Marie-Thérèse, impératrice-reine de Hongrie.

dirent, en général, les guerres plus rares, moins longues, et surtout moins atroces. Elles leur donnèrent un frein salutaire dans un droit des gens reconnu; elles établirent des lois jusque dans les désordres des batailles, du carnage et de la dévastation. Le vainqueur, satisfait d'avoir mis son honneur à couvert sous l'égide de la gloire, s'occupait rarement des intérêts de son agrandissement, et rendait communément à la paix tout ce qu'il avait envahi pendant la guerre : chacun rentrait chez soi, et tout rentrait dans l'ordre accoutumé.

La révolution française, qui a renversé tant d'institutions, devait abolir le droit public de l'Europe; et Buonaparte, qu'une femme d'esprit a nommé *la révolution incarnée*, prétendit nous en donner un de sa façon.

Il n'en connaissait pas d'autre que celui de la force; et la force lui ayant malheureusement donné une grande puissance, il s'en servit pour l'augmenter sans cesse, pour tourmenter les peuples, pour détrôner les rois, et pour se rendre maître du continent.

Chacune de ses guerres lui assurait de nouvelles conquêtes, et chacune de ses conquêtes était aussitôt incorporée à son vaste empire.

Il disait, en parlant de la confédération du Rhin : *La confédération est plus immuable*

que la triple couronne de la maison de Lorraine.

En parlant du nouveau royaume de Westphalie : *Il est plus facile que l'Autriche périsse, que le royaume de Westphalie.*

De l'Espagne : *On arrachera l'Espagne de ses fondements avant de la détacher de mon empire.*

De Rome : *Les états de Rome sont irrévocablement unis à l'empire Français.*

De cette manière, l'empire Français devait engloutir tôt ou tard toutes les puissances du continent.

Le tour de l'Autriche n'était pas éloigné. Depuis la paix de Presbourg, elle n'avait donné lieu à aucune plainte ; elle était demeurée fidèle à ses engagements, lorsque Buonaparte, qui n'avait jamais rien respecté, avait vingt fois violé les siens, tantôt en s'emparant des états du Pape et de ceux du roi d'Espagne, tantôt en augmentant son état militaire, et tantôt en refusant d'évacuer les places fortes qu'il occupait en Allemagne.

L'Autriche se plaignit en vain. Elle répéta plusieurs fois ses plaintes et ses reproches ; on ne l'écoutait pas. Elle s'en lassa, et vit clairement que soit qu'elle se défendît, soit qu'elle s'humiliât, elle était inévitablement dévouée à

subir le sort commun de tous les états. Dès-lors elle résolut de chercher, dans les hasards de la guerre, une garantie qu'elle ne pouvait plus trouver dans son état de paix avec la France. Elle rassembla ses troupes, en déclarant toutefois que ce n'était point à la France qu'elle déclarait la guerre, mais à l'homme dont l'ambition ne connaissait plus de frein, et dont l'orgueil avait si souvent abusé des droits de la victoire.

Le 6 avril 1809, l'archiduc Charles adressa à son armée la proclamation suivante :

« Le salut de la patrie nous appelle à de nouveaux combats.

» Aussi long-temps qu'il a été possible de conserver la paix par des sacrifices, et aussi long-temps que ces sacrifices ont été compatibles avec l'honneur du trône, la sûreté de l'état et la prospérité de la nation, notre monarque chéri a imposé silence aux sentimens pénibles de son cœur.

» Mais quand tous nos efforts sont inutiles pour garantir notre heureuse indépendance contre l'insatiable ambition d'un conquérant étranger, quand d'autres nations tombent autour de nous, et que des souverains légitimes sont précipités de leurs trônes ; quand le danger d'un assujétissement général menace les états

de l'Autriche, alors nous n'avons plus à balancer, nous devons voler au salut de la patrie.

» Chers compagnons d'armes, l'Allemagne a les yeux sur vous. C'est à vous qu'est réservé l'honneur de la délivrer du joug de cet *homme dangereux, qui se sert de la nation française* pour opprimer toutes les autres. La liberté de l'Europe sera sauvée sous nos drapeaux, et nous combattrons pour la justice et l'humanité; sans quoi vous ne me verriez pas à votre tête. »

Le 16 du même mois, l'archiduc Ferdinand, animé du même esprit, adressait aux habitants du grand-duché de Varsovie, cette autre proclamation :

« Je vous déclare que l'empereur d'Autriche ne fait la guerre qu'à l'empereur Napoléon, et que nous sommes les amis de tous ceux qui ne défendent pas sa cause.

» Nous combattons contre lui, parce que nous espérons trouver dans la guerre une sûreté que nous avons inutilement cherchée dans la paix. Nous lui faisons la guerre, parce que chaque jour de paix augmente sa puissance et ses usurpations. Nous lui faisons la guerre, parce que ses forces, augmentées de toutes celles des peuples qu'il subjugue, menacent de plus en plus notre indépendance et nos propriétés.

» Mais pourquoi dire les raisons de cette guerre? le monde entier les connaît: l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Espagne attestent et sentent tous les motifs qui nous ont fait prendre les armes.

» C'est à vous, Polonais, que je m'adresse; répondez: Jouissez-vous du bonheur et de l'indépendance que l'empereur des Français vous avait promis? Votre sang, qui a coulé sous les murs de Madrid, a-t-il coulé pour vos intérêts? Répondez: Qu'ont de commun le Tage et la Vistule? Napoléon a besoin de vous; mais vous n'avez pas besoin de lui. Il vous a beaucoup promis, il ne vous a rien tenu; et dans ce moment même, tandis que vos compatriotes se battent pour lui dans la Castille et l'Aragon, il vous livre, sans défense, à nos armes; il vous abandonne, etc., etc. »

C'est ainsi que l'Autriche expliquait ses motifs; et l'univers entier en respecta la justice.

De son côté, Buonaparte accusait l'Autriche, 1°. d'avoir oublié la générosité avec laquelle il l'avait traitée après la bataille d'Austerlitz; 2°. d'avoir eu le projet de s'unir avec la Prusse avant la bataille d'Iéna; 3°. d'avoir livré Cattaro aux Monténégrins, au lieu de le livrer à la France; 4°. d'avoir augmenté son état militaire au moment où la guerre d'Espagne occupait

une partie des forces de la France ; 5°. d'avoir écouté les conseils de l'Angleterre ; 6°. enfin, d'avoir donné, au mois de février, des ordres pour faire marcher toutes ses troupes sur la frontière......

Tous ces griefs étaient longuement exposés dans un rapport du ministre des relations extérieures à l'empereur......

« Non, disait le ministre, en finissant, ce n'est pas parce que la France a armé, que l'Autriche s'est mise sous les armes ; c'est, au contraire, parce qu'elle a cru trouver la France affaiblie par une autre guerre, et jugé le moment favorable au rétablissement de son ancienne influence, qu'elle a fait ces prodigieux efforts.

» Elle fait la guerre, sans doute, parce qu'elle en espère des succès ; elle la fait sans un motif de plainte, sans la faire précéder d'aucune demande, d'aucune proposition, sans laisser le choix d'un autre parti ; elle fait la guerre, lorsque V. M., loin de rien exiger d'elle, n'a manifesté que des vœux pour sa tranquillité et sa prospérité, lorsqu'elle lui a offert la garantie et l'intégrité de son territoire.

» L'Autriche fait la guerre contre la France, qui s'offre à la défendre et à la protéger. Ainsi ce n'est point pour sa sûreté qu'elle prend les

armes. Les traités, qui ont fixé son sort, ne sont plus une loi pour elle. Elle dit qu'ils ont été conclus dans des temps de désastres; comme si les cessions, obtenues par la victoire, n'engageaient pas l'honneur et la foi du vaincu, même lorsque la générosité du vainqueur n'excite pas sa reconnaissance. Tous les bienfaits sont méconnus, tous les engagements sont violés, etc...... » (1)

Ces déclamations étaient au moins écrites dans un style décent, et présentées dans les formes accoutumées; mais ces formes n'étaient pas du goût de Buonaparte. Il aimait beaucoup mieux le style des halles et les formes révolutionnaires; et voici les notes qu'il écrivait lui-même dans son cabinet, et qu'il envoyait aux journalistes avec ordre de les publier.

« Rien ne démontre mieux l'*esprit de vertige* qui s'est emparé de la cour de Vienne, que les mouvements qu'elle se donne pour faire la guerre à la France.

» Ses armements prouvent le triomphe de la faction anglaise, mais ils font sourire de pitié et n'en imposent à personne. *Il est plus facile que l'Autriche périsse, que le royaume de Westphalie.* »

---

(1) Voyez les *Pièces justificatives*, N°. VIII.

Dans une autre note, il disait : « Tout est mort à Vienne ; plus de commerce, plus d'industrie. On ne pense plus qu'à la guerre ; l'empereur d'Autriche ne veut entendre parler que de guerre.

» Cette fermeté lui vient de bonne source : la Sainte Vierge lui est apparue dans son cabinet pendant la nuit. L'empereur, d'abord très surpris, a sonné ses valets-de-chambre ; mais, dans le moment même, la Sainte Vierge avait disparu, laissant sur la table une bague, avec cette épigraphe : *Cette fois-ci tu seras victorieux.* »

Voici, enfin, comme il s'exprimait dans une troisième note, sur le compte de François II :

« L'empereur François II ne *manque pas précisément de bon sens ;* mais né sans passions, il n'a pas assez de volonté pour se créer un plán de gouvernement.

» Il redoute la guerre contre la France, et il voudrait bien l'éviter, de peur de se voir détrônener. Il paraît néanmoins se familiariser avec cette idée, puisqu'il ne songe qu'à grossir son trésor particulier, non par avarice, mais disant tout haut, qu'en cas de malheur, il cherchait par-là à se mettre à l'abri du besoin.

» Parmi les princes de sa maison, les archiducs Charles, Jean, Ferdinand et Maximilien se distinguent par quelques bonnes qualités ;

mais leur éducation ne les a pas mis à portée de connaître le monde, les affaires et les hommes. »

A cette guerre de plume succéda bientôt celle du canon. Buonaparte quitta Paris le 13 avril, et arriva le 18 à Ingolstadt, où était le quartier-général de son armée.

Son premier bulletin, daté de Ratisbonne, le 24 avril, annonça six victoires à la fois; savoir : celle de *Pfaffenofen*, remportée le 19 par le général Oudinot.

Celle de *Tann*, remportée le même jour par le général Saint-Hilaire.

Celle d'*Abensberg*, remportée le 20 par l'empereur en personne.

Celle de *Landshut*, remportée le 21 par le duc de Rivoli (Masséna).

Celle d'*Ekmühl*, remportée le 22 par les ducs de Dantzick et d'Auerstaedt (Davoust).

Enfin celle de *Ratisbonne*, le 23, dont le duc de Montebello eut le principal honneur.

On ne pouvait aller ni plus vite, ni plus glorieusement. L'empereur dit dans ce même bulletin, que ces six victoires ne lui coûtèrent que 1200 hommes; ce qui ferait croire que les Autrichiens se battirent avec des balles de laine; mais ce qui prouve le contraire, c'est l'humeur noire qui perce d'un bout à l'autre dans le troisième bulletin.

« Le génie arrogant et farouche de l'Autrichien, dit le rédacteur, s'était entièrement découvert dans le moment de fausse prospérité dont leur entrée à Munich les avait éblouis; ils feignirent de caresser les Bavarois, *mais les griffes du tigre reparurent bientôt.* »

Ce n'est pas ainsi que s'exprime, je ne dis pas un vainqueur généreux, Buonaparte ne fut jamais tel, mais un vainqueur maître de la campagne et de lui-même.

Le fait est que nous avions perdu beaucoup de monde à Ratisbonne, et qu'il craignait l'influence que la bravoure et la bonté du prince Charles pouvaient exercer sur l'esprit des Bavarois.

Le prince Charles, de son côté, craignant, avec plus de raison, l'influence que l'or et les promesses de Buonaparte exerçaient sur M. de Mongelas et les autres Bavarois attachés à sa fortune, ne jugea pas à propos de rester en Bavière; il traversa le Danube, et alla prendre position sur la rive gauche de ce fleuve, au-dessus de Passau.

Dans ce même bulletin, Buonaparte disait :

« L'empereur d'Autriche a quitté Vienne, et a signé, en partant, une proclamation rédigée par Gentz, dans le style et l'esprit *des plus sots libelles.* Il s'est porté à Scharding, position

qu'il a choisie précisément pour n'être nulle part, ni dans sa capitale pour gouverner ses états, ni au camp où il n'eût été qu'un *inutile embarras : il est difficile de trouver un prince plus débile et plus faux.* »

Il est difficile de porter plus loin l'arrogance, l'impolitique et la grossièreté.

Ce n'était pas assez de piller ses états, d'égorger ses sujets, et de lui faire une guerre à outrance, il fallait l'accabler d'injures, il fallait avilir sa personne! Et à quoi bon? Quel fruit pouvait-il recueillir de ces outrages? Quel était son motif?

Il voulait rejeter sur ce prince tous les torts et tous les malheurs de la guerre; il voulait détacher de lui le cœur de ses sujets. L'insensé! il croyait tenir, en ses mains, l'opinion des peuples, comme il tenait le sabre de Genséric.

Il ne sentait pas qu'en avilissant tous les souverains dans la personne de l'empereur d'Autriche, il s'avilissait lui-même.

Et remarquons ici le funeste effet de cette imprudence! Elle a rendu les rois justiciables au tribunal des peuples, et accoutumé les peuples à juger très sévèrement les opérations de leurs souverains.

Nous regardions autrefois les rois comme des hommes supérieurs à l'humanité, et comme

les images de la divinité sur la terre. Les respects, les hommages que nous leur rendions, tenaient moins à leur puissance qu'à l'idée que nous nous formions de leur élevation, de leur supériorité, de leur infaillibilité. C'était un sentiment inné, qui n'était pas raisonné, et qui ne devait pas l'être, mais qui n'en était que plus invariable, plus profondément gravé dans nos cœurs, et qui se confondait avec ceux que la religion nous inspirait.

Aujourd'hui ce n'est plus cela. Notre obéissance est devenue une affaire de politique et de réflexion : nous voulons tout voir, tout examiner, tout juger.

Les rois ne sont plus à nos yeux que des hommes que le hasard de la naissance a placés au-dessus de nos têtes, mais qui n'ont reçu de la nature ni plus de vertus, ni plus de talents que le dernier de leurs sujets ; l'obéissance que nous leur portons, est toujours un devoir, mais n'est plus un sentiment; et nous sommes obligés de faire un effort sur nous-mêmes, pour nous persuader que leur volonté doit régler la nôtre.

Buonaparte poursuivant le peu d'Autrichiens qui étaient restés sur la rive droite du Danube, arriva le 10 mai aux portes de Vienne, avec le corps du duc de Montebello. L'archiduc Maximilien, qui commandait dans la ville, avait résolu de la défendre ; mais la grande

majorité des habitants s'y opposa ; et les Français y entrèrent, après un combat assez vif, soutenu dans les faubourgs, et après y avoir jeté quelques boulets et quelques bombes. Ce fut alors que leur chef, dans l'excès de son délire, osa dire *que la maison de Lorraine avait cessé de régner*; c'était là sa formule ordinaire d'excommunication contre les rois auxquels il faisait la guerre.

Le 15 du même mois, il adressa, de Schœnbrunn, aux Hongrois, une proclamation dans laquelle il disait :

« Hongrois ! l'empereur d'Autriche infidèle à ses traités, méconnaissant la générosité dont j'ai usé envers lui, a osé m'attaquer ; j'ai repoussé son aggression. Le Dieu qui donne la victoire, et qui punit l'ingrat et le parjure, a été favorable à mes armes; je suis entré dans la capitale de l'Autriche, je me trouve sur vos frontières : le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Votre union avec l'Autriche a toujours fait votre malheur, le temps est venu de vous en séparer (1) ; vous avez des mœurs nationales, une langue nationale, une illustre et ancienne origine : reprenez votre

(1) C'était ainsi que la Convention, d'infâme mémoire, pour se garantir des suites de son régicide, appelait tous les peuples à son secours, et proscrivait tous les rois. Mais ce qui rend la conduite de Buonaparte beaucoup plus inexcusable, c'est

rang parmi les nations, ayez un roi de votre choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous. Voilà ce que l'Europe vous demande, voilà ce que je vous demande avec elle.... »

Les Hongrois repoussèrent ces horribles insinuations, et firent brûler, par la main du bourreau, la proclamation qui les contenait.

Cependant le prince Charles avait suivi avec son armée, sur la rive gauche du Danube, tous les mouvements de l'armée française sur la droite. Il était arrivé à Esling, vis-à-vis de Vienne; là, dans une position fortement retranchée, il interceptait tous les convois, et, sans combattre, il pouvait faire une guerre meurtrière à son ennemi.

Celui-ci le sentit et alla le chercher; il fit jeter des ponts sur le Danube, et le 21 mai, à quatre heures après midi, commença cette bataille d'*Esling* qui dura deux jours, qui fut terrible et sanglante, de part et d'autre, dans laquelle furent tués, de notre côté, le maréchal duc de Montebello, les généraux Espagne et Saint Hilaire, et vingt-cinq mille Français. Toute notre armée devait y périr, par l'effet d'une crue subite du Danube qui rompit

---

qu'il était roi lui-même, et qu'en sollicitant les autres peuples à la révolte, il dégageait les siens de leur serment de fidélité.

tous les ponts, coupa l'armée française en deux, la sépara de ses munitions, de ses parcs de réserve et de toutes ses ressources; mais le prince Charles, qui savait très bien se battre, ne savait pas profiter de ses avantages; il craignit de porter les Français au désespoir en les attaquant dans leur détresse: il leur donna le temps de se rétablir et de repasser le Danube.

La mort du duc de Montebello fit une grande sensation sur l'esprit du soldat, et fut une perte irréparable pour Buonaparte. C'était le plus brave officier de son armée, et le plus fidèle compagnon de sa fortune. Il alla le voir sur son lit de mort; et voici la manière dont le 10e. bulletin rendit compte de cette entrevue:

« Au milieu des sollicitudes de cette journée, l'empereur se livra à la tendre amitié qu'il porte depuis tant d'années à ce brave compagnon d'armes. Quelques larmes coulèrent de ses yeux; et se tournant vers ceux qui l'environnaient: « Il fallait, dit-il, que, dans cette journée, mon cœur fût frappé par un coup aussi sensible, pour que je pusse m'abandonner à d'autres soins que ceux de mon armée. » Le duc de Montebello avait perdu connaissance, la présence de l'empereur le fit revenir; il se jeta à son cou, en lui disant: *Dans une heure vous aurez perdu votre meilleur ami.* »

Tout est faux dans cette version. L'empe-

reur n'alla voir le maréchal Lannes que lorsque celui-ci n'était plus en état de le reconnaître ; Et peu d'instants avant de mourir ce brave militaire rassembla toutes ses forces pour *vouer à l'exécration des siècles le monstre qui envoyait tant de braves à la boucherie*, et il ajouta : *S'il a si grand soif de notre sang, qu'il vienne boire le peu qu'il m'en reste.* Ce furent ses dernières paroles.

Pour se consoler de la perte de son *meilleur ami*, Buonaparte fit embaumer son corps, l'envoya à Paris, et lui fit faire des funérailles telles qu'aucun roi de France n'en obtint jamais de si magnifiques.

Après la bataille d'Esling, la valeur de notre armée fut enchaînée près de deux mois sur les bords du Danube.

Nous étions restés maîtres de Vienne ; mais, dit le 23e. *bulletin*, « cette possession nous était disputée, puisque les Autrichiens, maîtres de la rive gauche du Danube, empêchaient les arrivages des choses les plus nécessaires à la subsistance d'une si grande cité. »

Pour faire cesser cette gêne et le danger de sa position, Buonaparte résolut de déboucher sur l'armée autrichienne, et de lui livrer une bataille générale. Suivant le même bulletin, l'armée autrichienne était encore forte de deux

cent mille hommes et appuyée par une artillerie de huit cents pièces de campagne.

Ce fut le 6 juillet 1809, que se livra la *bataille de Wagram*, presque sous les murs de Vienne. Du haut de leurs tours, les habitants purent s'en donner l'affreux spectacle.

Cette bataille fut, comme les précédentes, vive et sanglante. L'archiduc Charles combattait pour le salut de l'empire, et Buonaparte pour le sien. Les efforts furent proportionnés à de si grands intérêts, et durèrent toute la journée: le général Lasalle y fut tué; les généraux duc d'Istrie, de Wrède, Grenier, Vignole, de France, Salme et Corbineau furent blessés. Nous perdîmes quinze mille hommes, mais nous remportâmes une victoire complète et décisive.

« A présent que la monarchie autrichienne est sans espérances, disait Buonaparte dans son 26e *bulletin*, ce serait mal connaître le caractère de ceux qui l'ont gouvernée que de ne pas s'attendre qu'ils s'humilieront, comme ils le firent après la bataille d'Austerlitz ; à cette époque, ils étaient, comme aujourd'hui, sans espoir, et ils épuisèrent les protestations et les serments. »

Les dispositions qu'annonçaient de si cruelles paroles, étaient peu favorables à l'Autriche, et l'on crut pendant quelques jours, à Paris,

que la terrible sentence prononcée contre elle par son ennemi, allait s'exécuter.

Nous ne fûmes donc pas peu étonnés, en apprenant que, le 12 juillet, une suspension d'armes avait été consentie entre les deux puissances belligérantes, et qu'on s'occupait dès-lors des préliminaires de paix.

Nous le fûmes bien davantage du silence que l'on garda pendant trois mois, tant sur les opérations militaires de notre armée, que sur les négociations ouvertes, disait-on, à Vienne, pour mettre un terme à cette guerre.

Nous n'entendîmes parler, ni d'entrevues, ni de conférences, ni de conditions de paix, ni de mouvements de guerre; on ne parlait pas même de l'empereur: ce fut alors qu'on se livra à toutes sortes de conjectures sur sa situation morale et politique; ce fut alors qu'on le dit malade, ou fou à Schœnbrunn, et qu'on parla pour la première fois d'une régence.

Enfin le 29 octobre nous apprîmes que le 14 du même mois, un traité de paix avait été signé entre les deux empereurs.

Il est facile d'expliquer aujourd'hui cette double circonstance. Si Buonaparte demandait à l'empereur d'Autriche de grands sacrifices, comme souverain, il lui en demandait de plus grands encore comme père.

Non seulement François II devait céder plusieurs de ses provinces au vainqueur ou à ses alliés, mais il devait céder sa fille bien-aimée à un homme qu'il détestait, à l'usurpateur du trône de France, au bourreau de ses sujets, à celui qui naguère encore l'avait accablé d'outrages, avait insulté à ses malheurs, l'avait traité publiquement *d'homme lâche, faux et perfide.*

On conçoit de combien de sentiments pénibles le cœur de cet infortuné monarque dut être déchiré, lorsqu'il fallut se déterminer à immoler sa fille sur l'autel de la paix : c'était le sacrifice de Jephté.

Si la voix de la nature s'élevait avec force contre un pareil sacrifice, commandé par un vainqueur insolent, la voix de l'humanité, le besoin de la paix, l'amour de ses peuples lui en faisaient un devoir, et lui arrachèrent un consentement qui semblait devoir mettre un terme à l'effusion du sang et aux malheurs du monde (1).

FIN DE LA TROISIÈME PARTIE.

---

(1) Buonaparte à pendant sa vie, livré 83 batailles en personne. Voyez *Pièces Justificatives*, N°. IX.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N°. I[er].

Allocution du St-Père, prononcée en consistoire secret, le 29 octobre 1804, à l'occasion de son prochain voyage en France.

Vénérables frères,

Lorsque nous vous annonçâmes, de ce lieu même, que nous avions fait un concordat avec S. M. l'empereur des Français, alors premier cousul de la république, nous fîmes éclater en votre présence la joie dont le Dieu de toute consolation remplissait notre cœur à la vue des heureux changements que le concordat venait d'opérer dans ce vaste et populeux empire, pour le bien de la religion.

Une œuvre si grande et si admirable dut exciter en nous les plus vifs sentiments de reconnaissance pour le très puissant prince qui avait employé son autorité à la conduire à sa fin.

Ce puissant prince, notre très cher fils en J.-C., nous a fait connaître qu'il désirait vivement recevoir de nous

l'onction sainte et la couronne impériale, afin que la religion, imprimant à cette cérémonie solennelle le caractère le plus sacré, en fît la source des plus abondantes bénédictions.

Cette demande, faite dans de tels sentiments, n'est pas seulement en elle-même un témoignage authentique de la religion de l'empereur et de sa piété filiale pour le Saint-Siége, mais elle se trouve encore appuyée de déclarations positives que sa volonté ferme est de protéger de plus en plus la foi sainte, dont il a jusqu'ici travaillé à relever les ruines par tant de généreux efforts.

Ainsi, vénérables frères, vous voyez combien sont justes et puissantes les raisons que nous avons d'entreprendre ce voyage. Nous y sommes déterminé par des vues d'utilité pour notre sainte religion, et par des sentiments particuliers de reconnaissance pour le très puissant empereur, qui, après avoir rétabli la religion catholique en France, nous témoigne le désir de favoriser ses progrès et sa gloire.

Nous sommes donc plein d'espérance que ce voyage, entrepris par nous, d'après son invitation, en nous procurant l'occasion de conférer directement avec lui, tournera au profit de l'Eglise. Cette espérance repose bien moins sur nos faibles efforts, que sur la grâce de celui dont nous sommes le vicaire sur la terre.....

A ces causes, nos vénérables frères, marchant sur les traces de nos prédécesseurs, qui se sont quelquefois éloignés de leur propre siége, et se sont transportés dans des régions lointaines pour le bien de la religion et la

satisfaction des princes qui avaient bien mérité de l'Eglise, nous entreprenons ce voyage, sans nous dissimuler que sa longueur, une saison peu favorable, notre âge avancé et notre faible santé auraient dû nous en détourner. Mais nous comptons pour rien ces obstacles, pourvu que Dieu nous accorde ce que notre cœur lui demande.

Rien de ce que nous devions avoir sous les yeux, avant de prendre une résolution si importante, ne nous a échappé : nous avons tout vu et tout considéré. Lorsqu'au milieu de toutes ces considérations il se présentait des difficultés, dont quelques-unes tenaient notre esprit dans le doute et l'incertitude, nous avons consulté des hommes recommandables par leurs lumières et leur piété; et nous avons reçu de l'empereur des réponses et des déclarations telles qu'après les avoir pesées dans notre conseil, nous avons fini par être persuadé de l'utilité de notre voyage pour le bien de la religion, seul but que nous nous proposons.

Nous vous annonçons, en conséquence, vénérables frères, que nous avons tout disposé et ordonné, pour qu'en notre absence de Rome, où nous nous hâterons de revenir, toutes les affaires continuent d'être suivies et réglées sous l'autorité des administrateurs du Saint-Siége nommés par nous. Ayant sans cesse devant les yeux la nécessité de mourir, imposée à tous les hommes, et ignorant l'heure de notre mort, nous avons de plus ordonné que le conclave se tiendrait à Rome, dans le cas où, pendant notre voyage, il plairait à Dieu de nous retirer de ce monde, etc.....

N°. II.

Discours du premier Consul, tenu dans un comité secret qui eut lieu à St.-Cloud, le 17 floréal.

Ce comité n'était composé que de quarante-trois personnes toutes prises dans les premiers corps de l'état, et principalement dans le sénat. Le consul, bien préparé depuis huit jours, prononça le discours suivant, ouvrage d'un de ses secrétaires, et chef-d'œuvre d'éloquence artificieuse.

« Messieurs,

» En vous rassemblant autour de moi, je n'ai d'autre vue que de vous pressentir sur un événement dont les résultats doivent assurer la gloire, la tranquillité et le bonheur de notre patrie. Depuis long-temps la capitale et les départements font circuler autour de moi une foule d'adresses, dont le vœu bien exprimé serait de voir centraliser le gouvernement dans une seule famille.

» S'il faut les en croire, un chef unique, élu suivant les constitutions de la république, et le vœu du peuple français consulté, un chef unique auquel se rattacheraient toutes les autres autorités, briserait à jamais le point de mire de l'ambition, anéantirait de coupables espérances,

donnerait plus de consistance à l'état et plus de garantie aux cours étrangères.

» L'opinion de mes concitoyens, trop indulgents à mon égard, me fait une loi de ne point vous développer les avantages d'un pouvoir héréditaire mitigé par des lois sages et sacrées. Oui, Messieurs, de toutes les peines qui peuvent m'atteindre aujourd'hui, la plus cruelle, sans doute, serait de me voir un seul instant soupçonné d'ambition : à cette idée seule je sens mon cœur se resserrer péniblement.

» Cependant je suis ambitieux; oui, Messieurs, je le suis. Je désire vivement de voir la France au premier rang des puissances de l'Europe; de la voir tranquille dans l'intérieur, respectée au-dehors, et redoutable à quiconque oserait s'en déclarer l'ennemi. Pour atteindre ce grand but, il n'est rien que je n'entreprenne, surtout quand j'ai la douce consolation que vous me seconderez de vos lumières et de vos conseils. Voilà, Messieurs, l'unique ambition qui me dévore; *sentiment précieux auquel je m'abandonne avec délices, auquel je sacrifierai, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de mon sang.*

» Ces honorables dispositions, vous les partagez sans doute comme moi; et j'ose vous en demander une preuve bien éclatante. Premier magistrat de l'état, je vous prie, Messieurs, de m'oublier dans vos décisions. Un résumé d'aussi grande importance ne doit être influencé ni par ma dignité, ni par les faibles services que j'ai rendus à mon pays, et qui m'ont acquis votre honorable estime. Votre opinion doit être vierge; elle doit jaillir de la sin-

cérité de votre cœur, de la pureté de vos principes, et surtout de l'intérêt sacré que chacun de vous doit prendre à la prospérité de l'état. Retournez, Messieurs, parmi vos collègues, instruisez-les de mes dispositions; dites-leur bien que l'individu, quel qu'il soit, n'est rien, quand il s'agit du bonheur général. Engagez-les à bien parcourir, à bien scruter les différents hommes de mérite que la France possède aujourd'hui : si, dans le nombre, ils rencontrent quelqu'un plus digne que moi de tenir les rênes de l'état, assurez-les *que je les lui remettrai sans regret ;* que je serai le premier à reconnaître son nouveau titre, et que je le servirai de tous les moyens qui sont en mon pouvoir. S'il est beau d'être à la tête des lois du premier peuple du monde, il n'est pas moins glorieux de servir celui que la nation a rendu dépositaire de ces mêmes lois. »

Mr. R.....r., chargé de répondre à ce discours, dit :

« Citoyen consul, mes collègues et moi, nous vous refusons aujourd'hui une réponse qui blesserait à coup sûr votre modestie : dans quelques jours, le sénat en corps vous transmettra cette réponse, que vous pourriez lire à l'instant même dans les yeux et dans tous les traits des personnes qui vous entourent. »

Buonaparte reprit : « Je vous remercie, Messieurs. Quelle que soit la réponse du sénat, il me verra toujours disposé à suivre ses décisions, bien convaincu que je suis qu'elles seront toujours dans le sens du bonheur général et de la prospérité de l'état. »

N'était-ce pas là une vraie comédie?

N°. III.

Lettre de Joseph Buonaparte à son frère premier Consul.

Citoyen consul,

« J'ai reçu votre lettre du 3 messidor ; je suis au désespoir d'être obligé de refuser le poste éminent que vos bontés daignent m'offrir : vous avez trop présumé de mes moyens. Je vous dirai franchement que je ne me sens point du tout les qualités nécessaires pour régner sur un peuple aussi remuant que le peuple italien. Jaloux de tout le monde, et particulièrement des Français, les Italiens ne me souffriraient qu'avec peine à la tête de leur gouvernement; et toute la prépondérance que vous avez dans le pays ne me sauverait point du *Gallus cantat* Veuillez donc, citoyen consul, ne point prendre mon refus en mauvaise part, et croire que dans toute autre occasion je n'aurais point balancé à vous offrir le sacrifice de mes goûts et de ma vie entière..... »

En recevant cette lettre, le premier consul laissa percer un moment de dépit; il froissa la lettre entre ses mains, la jeta dans la cheminée, et dit : *Il a raison, je m'adressais mal, c'est un imbécille.*

N°. IV.

Traité secret de Tilsitt.

ARTICLE I.er La Russie prendra possession de la Turquie d'Europe, et pourra étendre ses conquêtes en Asie aussi loin qu'elle le voudra.

ART. II. La dynastie des Bourbons en Espagne et celle de la maison de Bragance en Portugal cesseront de régner : *un prince du sang* de la famille de Napoléon sera investi de la couronne de ces royaumes.

ART. III. L'autorité temporelle du pape cessera; Rome et ses dépendances seront réunies au royaume d'Italie.

ART. IV. La Russie s'engage à fournir sa marine à la France pour l'aider à prendre Gibraltar.

ART. V. Les villes d'Afrique, telles que Tunis, Alger, seront occupées par les Français; et, à la paix générale, toutes les conquêtes que les Français auront faites en Afrique, seront données en indemnités aux rois de Sicile et de Sardaigne.

ART. VI. Les Français occuperont Malte, et on ne fera la paix avec l'Angleterre qu'à ce prix.

Art. VII. Les Français occuperont l'Egypte.

Art. VIII. Les seuls vaisseaux français, russes, espagnols et italiens pourront naviguer sur la Méditerranée.

Art. IX. Le Danemarck remettra sa flotte à la France, et recevra les villes anséatiques en indemnités.

N°. IV *bis*.

« Il sentait bien que son rôle avait besoin d'un autre appui que de celui de la force, pour cesser d'être fâcheux et pour devenir honorable (*pag*. 177). »

Ce fut là le motif qui le détermina à demander à Louis XVIII une abdication en sa faveur : voici quelques détails à ce sujet.

Au mois de mars 1803, il fit venir un Anglais à qui il avait déjà confié plusieurs missions secrètes, et lui dit : « Vous allez partir pour Varsovie où est le prétendant. La proposition d'abdiquer en ma faveur lui sera faite par Mr. Meyer, gouverneur civil de cette ville. Si elle est écoutée favorablement, vous paraîtrez en mon nom, vous vous ferez présenter à lui, vous lui communiquerez les pleins-pouvoirs que je vous donne, et vous lui offrirez, de ma part, la Pologne pour indemnité..... J'indemniserai la Prusse, en lui donnant la Hollande; la Russie, en lui donnant Constantinople; et l'Autriche, en lui donnant la Silésie prussienne. L'Angleterre ne peut désapprouver ces arrangements, surtout si je lui permets de garder Malte, et si j'offre de réunir Hambourg, Brême et Lubeck à son électorat d'Hanovre. Si elle ne trouve pas ces indemnités suffisantes, qu'elle essaie de reconquérir les *Etats-Unis*, et je lui offre 30,000 hommes

de mes braves pour l'aider dans cette conquête. Je serais tenté de communiquer cette affaire à lord Witworth, mais je redoute le bruit que les gazettes anglaises ne manqueraient pas d'en faire, et c'est ce qui m'arrête.....

— Si le prétendant refuse, demanda l'agent secret?

— Si le prétendant refuse, continua Buonaparte, j'engagerai le roi de Prusse à le renvoyer de Varsovie, lui et tous les émigrés qui l'accompagnent. En passant par Berlin, vous verrez Haugwitz, qui est tout à moi, et qui connaît mes vues ultérieures sur la Pologne. Arrivé à Varsovie, vous vous aboucherez avec un nommé Galan Boyer, qui a travaillé autrefois dans les bureaux du ministre des relations extérieures, et qui est actuellement consul de Prusse en Pologne. Vous ne lui parlerez de l'objet de votre voyage que lorsque votre mission sera publiquement connue. Vous m'informerez de ce qu'il fait à Varsovie, et si T..... n'a jamais eu de communication directe ou indirecte avec le prétendant ou ses agents. »

A son arrivée à Berlin, l'émissaire anglais apprit le refus formel que Louis XVIII avait fait d'abdiquer.

La réponse du Roi a été imprimée partout; c'est pourquoi nous ne la répéterons pas ici.....

L'émissaire écrivit à Paris pour demander de nouvelles instructions. Il reçut une réponse en date du 25 avril, et jamais chef de brigands ne donna à un assassin de sa bande des instructions aussi scélérates. En voici une copie :

1°. Le prétendant ayant refusé d'accéder à la de-

mande du premier consul, vous l'enlèverez de force, et s'il fait la moindre résistance, vous le tuerez. Comme il est possible que, dans le cas d'une rupture avec l'Angleterre, une armée française occupe le Hanovre, on vous enverra un détachement de troupes en habits bourgeois. Le comte de Haugwitz sera informé de ce mouvement, et le favorisera.

2°. Vous tâcherez de vous emparer des papiers de M. de la Chapelle et de M. de la Chapelle lui-même, ainsi que de M. le comte d'Avray.

3°. Vous vous assurerez, en attendant, des commis de la poste à Varsovie, à l'effet d'intercepter et de lire les lettres que reçoit ou qu'écrit le prétendant.

4°. La maison Schroder et compagnie vous comptera quatre mille ducats au reçu des présentes..... »

L'émissaire toucha l'argent, trouva sa commission trop dangereuse, et quitta la Pologne.

La famille royale se décida également à quitter Varsovie, et fit bien ; car il est très-probable qu'un mois plus tard elle eût été enlevée par les agents de Buonaparte, et subi le sort du duc d'Enghien.

N°. V.

De toutes les productions de nos beaux esprits de ce temps-là, il n'en est pas de plus remarquable peut-être que l'ode suivante, ouvrage du poëte L. B., qui, pour prix, obtint la croix d'honneur, une pension et l'oubli de ses vieux péchés révolutionnaires.

ODE.

Muse, retire-toi, ton abord m'importune :
Je célèbre un héros maître de la fortune,
L'orgueil de l'univers ;
Muse, retire-toi, ton secours m'humilie :
Mais non, reste un moment ; écoute : son génie
A passé dans mes vers.

Monarques orgueilleux, qui n'osez reconnaître
Que le Ciel l'a créé pour être votre maître,
Redoutez son courroux :
Il dit, il part, il tonne, aussi prompt que la foudre,
Vos nombreux escadrons soudain sont dans la poudre,
Et vous à ses genoux.

Vous êtes pardonnés. Quel bruit ! pourquoi ces armes ?
Russes, que voulez-vous ? Verser encor des larmes ?
Armements superflus !

Moins rapide est l'éclair que ne sont vos défaites.
Du czar, soldats glacés, regagnez vos retraites,
Et ne paraissez plus.

Quoi donc ! simple et modeste au sein de la victoire,
Demi-dieu des humains, veux-tu borner ta gloire
A nous donner la loi ?
Elève tes regards au séjour du tonnerre :
Jupiter a pâli, déclare-lui la guerre,
Et son trône est à toi.

Sitôt que le génie a franchi les limites
Qu'au pouvoir des mortels le Ciel même a prescrites,
Renaît l'égalité :
Marche à côté des dieux ; leur sagesse profonde
Ne peut te refuser et le sceptre du monde,
Et l'immortalité.

Ce fut à l'occasion de cette ode, qu'un courtisan de Buonaparte, connu par ses bons mots, dit à l'auteur : « Par pitié, monsieur, ne nous mettez pas en guerre avec les dieux, nous avons bien assez de besogne sur la terre. »

N°. VI.

Lettre du roi à son père Charles IV.

Mon très honoré père et seigneur,

V. M. est convenue que je n'avais pas eu la moindre part aux événements d'Aranjuez, qui avaient eu pour objet, comme il est notoire, et comme V. M. le sait, non de vous dégoûter du trône et du gouvernement, mais de maintenir l'un et l'autre, et de ne pas abandonner à lui-même tout un peuple, dont l'existence est fondée sur le trône. V. M. me dit aussi que son abdication avait été spontanée, et que si quelqu'un voulait me persuader qu'il en eût été autrement, je n'y ajoutasse aucune foi, et que c'était l'acte le plus agréable de votre vie. V. M. me dit aujourd'hui que, quoique son abdication ait été réellement un acte de sa libre volonté, elle s'était néanmoins réservé mentalement le droit de reprendre les rênes du gouvernement, lorsqu'elle le jugerait convenable. En conséquence, j'ai demandé à V. M. si elle était disposée à reprendre son sceptre, et V. M. m'a répondu qu'elle ne voulait ni remonter sur le trône, ni retourner en Espagne. Néanmoins V. M. désire que je renonce en sa faveur à la couronne qui m'a été transmise par les lois fondamentales du royaume, et par la libre abdication

qu'elle en a faite. Pour un fils qui s'est toujours distingué par son amour, son respect et son obéissance pour ses parents, rien ne peut répugner à sa piété filiale de ce qui peut contribuer à faire éclater ces sentiments honorables, surtout si, en remplissant mes devoirs de fils envers V. M., je ne porte aucune atteinte à ce que je dois, comme roi, à mes bien-aimés sujets. Afin que ces deux objets puissent être remplis, et pour satisfaire, autant qu'il dépend de moi, aux vœux de V. M., je consens à résigner ma couronne en sa faveur, aux conditions suivantes :

I.re Que V. M. retournera à Madrid, où je l'accompagnerai pour la servir comme le fils le plus soumis.

II. Que les cortès y seront assemblés, ou que si la réunion d'un corps aussi considérable répugnait à V. M., tous les tribunaux et députés du royaume seront convoqués.

III. Que ce sera en présence de ce conseil que ma résignation aura lieu d'une maniere légale, et en faisant connaître les motifs qui m'auront porté à la faire.

IV. Que V. M. ne se fera pas accompagner par des individus qui se sont justement attiré la haine de toute la nation.

V. Que si, comme j'en ai été informé, V. M. ne veut plus régner en personne, ni retourner en Espagne, dans ce cas, je prendrai le gouvernement en votre nom royal, comme votre lieutenant. Les prétentions de qui que ce soit ne peuvent passer avant les miennes. Je suis appelé au trône par les lois, par le vœu de mon peuple, et par

l'amour de mes sujets, et personne ne peut prendre un plus vif intérêt à leur bonheur et à leur prospérité. Ma résignation, renfermée dans ces limites, sera, aux yeux des Espagnols, une nouvelle preuve que je préfère leur salut à la gloire de les gouverner; et l'Europe me jugera digne de régner sur un peuple à la tranquillité duquel je me suis montré prêt à sacrifier tout ce que, dans l'opinion des hommes, la fortune offre de plus flatteur et de plus séduisant.

Je prie Dieu que V. M. conserve de longues et heureuses années, et qu'elle daigne agréer l'hommage de l'amour et de la soumission d'un fils qui se prosterne à ses pieds.

Signé FERDINAND.

Baïonne, le 1er. mai 1808.

N°. VII.

Liste, par ordre de préséance, des cardinaux, archevêques et évêques réunis à Paris pour le concile national.

Cardinaux. LL. EE. MM. Joseph Fesch, archevêque de Lyon, primat des Gaules, grand-aumônier de l'empire, *président.*

— Jean-Siffrein Maury, archevêque-évêque de Montefiascone et de Corneto, nommé à l'archevêché de Paris.

— Antoine-Félix Zondondari, archevêque de Sienne.

— Joseph Spina, archevêque de Gênes.

— Charles françois Caselli, évêque de Parme.

— Etienne-Hubert Cambacérès, archevêque de Rouen.

Archevêques. MM. Antoine Codronchi, archevêque de Ravennes.

— Charles-François Davian Dubois de Sanzay, archevêque de Bordeaux.

— Hyacinthe de la Tour, archevêque de Turin.

— Claude Le Coz, archevêque de Besançon.

— Claude Primat, archevêque de Toulouse.

— Louis de Barral, archevêque de Tours.

— Rainier Alliata, archevêque de Pise.

— Paul-Lambert d'Allègre, archevêque-évêque de Pavie.

— Dominique de Pradt, archevêque de Malines.

Archevêques nommés. MM. Antoine d'Osmond, évêque de Nancy, nommé à l'archevêché de Florence.

— Gaspard Jauffret, évêque de Metz, nommé à l'archevêché d'Aix.

— Etienne Buonsignori, évêque de Faënza, nommé au patriarchat de Venise.

Evêques. MM. Jean Dolfin, évêque de Bergame.

— Etienne Fallot de Beaumont, évêque de Plaisance.

— Charles Pisani de la Gaude, évêque de Namur.

— Frédéric Molin, évêque d'Adria.

— Bernard Careuzoni, évêque de Feltre.

— Bernard Marin, évêque de Trévise.

— Jean Pierre Saurine, évêque de Strasbourg.

— François Becherel, évêque de Valence.

— Jean Perrier, évêque d'Avignon.

— Louis Charrier de la Roche, évêque de Versailles.

— J.-B Pie Vitale, évêque de Mondovi.

— Charles Montault, évêque d'Angers.

— Henri Reymond, évêque de Dijon.

— Charles Rovelli, évêque de Como.

— Fabrice Selvi, évêque de Grossetto.

— Bonaventure Gazola, évêque de Cervia.

— Charles de Gruben, évêque suffragant d'Osnabruck.

— Gaspard Droste de Wischering, évêque de Jericho, suffragant de Munster.

— Vincent Maggioli, évêque de Savone.

— Joseph Peruzzi, évêque de Chiozza.

— François Foli, évêque de Pistoja et Prato.

— Grégoire Boari, évêque de Commachio.
— Joseph Grimaldi, évêque d'Ivrée.
— Emmanuel Thunn, évêque de Trente.
— Dominique Lacombe, évêque d'Angoulême.
— Jean-Claude Le Blanc de Beaulieu, évêque de Soissons.
— Philippe Bechetti, évêque de Citta della Piave.
— Jean-Baptiste Bourlier, évêque d'Evreux.
— Louis Belmas, évêque de Cambrai.
— J.-B. Marie Cafarelli, évêque de St.-Brieux.
— Charles de Dampierre, évêque de Clermont.
— Charles Brault, évêque de Bayeux.
— Hugues Latour-d'Auvergne Lauragais, évêque d'Arras.
— J.-Chrysostôme Villaret, évêque de Casal.
— Marie Dubourg, évêque de Limoges.
— Louis Porta, évêque d'Ajaccio.
— Irenée Dessoles, évêque de Chambéry.
— J.-B. Colonna d'Istria, évêque de Nice.
— Charles Maunay, évêque de Trèves.
— François Hirn, évêque de Tournai.
— Jean Jacoupy, évêque d'Agen.
— J.-B. Duvoisin, évêque de Nantes.
— Guillaume Cousin de Grainville, évêque de Cahors.
— Claude Simon, évêque de Grenoble.
— Jean Colmar, évêque de Mayence.
— Armand de la Porte, évêque de Carcassonne.
— Philippe Ganucci, évêque de Livourne.
— Philippe Ghighi, évêque de Sovana.

— Jean-Jacques Loyson, évêque de Baïonne.
— Pellerin Carletti, évêque de Montepulciano.
— Ange-Vincent Dania, évêque d'Albenga.
— Jean-François Demandolx, évêque d'Amiens.
— Paul-Jerôme Orengo, évêque de Vintimille.
— Jules-César Palavicini, évêque de Serzana.
— Jules Rossi, évêque de Pescia.
— Etienne-Célestin Henoke, évêque de Rennes.
— Pierre-Paul de Fodoas, évêque de Meaux.
— Etienne Morel de Mons, évêque de Mende.
— Pierre Daubideau de Crouseilles, évêque de Quimper.
— Nicolas Laparelli, évêque de Cortone.
— François-Scipion Dondi Daldrologio, évêque de Padoue.
— Maurice de Broglie, évêque de Gand.
— Charles-Bienvenu Miollis, évêque de Digne.
— Pierre Fazzi, évêque de San-Miniato.
— Joseph Incontri, évêque de Volterra.
— Felix Imberbres, évêque d'Autun.
— Marie-Nicolas Fournier, évêque de Montpellier.
— François Milesi, évêque de Vigevano.
— Gabriel-Marie Neva, évêque de Brescia.
— Joseph de Preux, évêque de Sion.
— Andre Bratti, évêque de Forli.
— Innocent Lirrutti, évêque de Vérone.
— Gualfardo Ridossi, évêque de Rimini.
— Thomas Ronna, évêque de Crema.
— Pierre Dupont de Poursat, évêque de Coutances.
— Pierre de Bausset-Roquefort, évêque de Vannes.

— Etienne-Antoine de Boulogne, évêque de Troyes.

Evêques nommés. MM. François Lejeas, évêque à Liège.

— François Dejean, évêque à Asti.

— Guillaume Jaubert, évêque à St.-Flour.

— Sylvestre de St.-Sauveur, évêque à Poitiers.

— Jean-Fr. Camus, évêque à Aix-la-Chapelle.

— Benoît Costas, évêque à Nancy.

— Jacques Raillon, évêque à Orléans.

— Mathias Van-Camp, évêque à Bois-le-Duc.

— Claude-Ignace Laurent, évêque à Metz.

N°. VIII.

Voici le manifeste de la seconde guerre d'Autriche; c'est le rapport littéral de M. de Champagny fait à l'empereur, et par l'empereur, mais adressé au sénat. Nous y joindrons quelques réflexions.

Sire,

« Vos armes victorieuses vous avaient rendu maître de Vienne; la plus grande partie des provinces autrichiennes étaient occupées par vos armées. Le sort de cet empire était entre vos mains. L'empereur d'Autriche vint trouver V. M. au milieu de son camp; il vous conjura de mettre fin à cette lutte devenue si désastreuse pour ceux qui l'avaient provoquée; il offrit de vous laisser désormais, libre d'inquiétude sur le continent, employer toutes vos forces à la guerre contre l'Angleterre, et *reconnut que la force des armes vous avait donné le droit d'exiger ce qui pouvait vous convenir.* »

(Jamais l'empereur d'Autriche n'a pu ni dû reconnaître un pareil droit; jamais l'empereur des Français n'aurait dû l'exiger, et encore moins en convenir. Ce droit n'est que celui des brigands sur les grands chemins. Le droit de conquêtes a, comme tous les autres droits, ses bornes dans la modération de son exercice; au-delà, il devient abus, vexation, tyrannie; il provoque

à la résistance et au désespoir, et légitime tous les moyens de vengeance et de représailles. Voilà où conduisait la nouvelle doctrine de M. de Champagny ; et voilà les maîtres qui conduisaient la France et prétendaient régenter l'univers !)

« Il vous jura une amitié et une *reconnaissance éternelle.* »

(Sa reconnaissance devait être grande, en effet, pour le bien que Buonaparte lui avait fait, en l'attaquant sans motif, en le traitant sans pitié, en brûlant ses campagnes, en pillant sa capitale, etc...; et à moins d'être un monstre d'ingratitude, François II était tenu de regarder son insolent vainqueur comme le plus généreux des hommes et son plus tendre ami).

« Votre Majesté fut touchée de ce triste exemple des vicissitudes humaines ; elle ne put voir, sans une profonde émotion, ce monarque, naguère si puissant, dépouillé de sa force et de sa grandeur. Elle se montra *généreuse envers la monarchie, envers le souverain, envers la capitale.* »

(*Généreuse envers la capitale*, en lui imposant une contribution de guerre de 150 millions; *envers la monarchie*, qu'elle démembra et diminua de trois provinces ; *envers le souverain*, qu'il avilit, qu'il maltraita, qu'il enchaîna dans un cercle d'obligations humiliantes et douloureuses).

« Elle pouvait garder ses immenses conquêtes, elle en rendit la plus grande partie.

» L'empire d'Autriche exista de nouveau : la couronne fut raffermie sur la tête de son monarque. *L'Europe ne*

vit pas sans étonnement cet acte de grandeur et de générosité. »

(L'Europe ne vit pas sans indignation cet excès d'imposture et d'impudence. Cet homme croyait sans doute être libéral envers ceux qu'il ne dépouillait pas, et bienfaisant envers ceux à qui il laissait la vie !)

« Votre Majesté n'a pas recueilli le tribut de reconnaissance qui lui était dû. L'empereur d'Autriche a bientôt oublié ce serment d'une éternelle amitié. A peine rétabli sur son trône, égaré par des conseils trompeurs, il n'a eu d'autre vue que de réorganiser ses moyens de force et se préparer à une nouvelle lutte. La guerre contre la Prusse fit promptement connaître ses dispositions malveillantes. L'Autriche *se hâta de réunir des armées en Bohême.* »

(Elle réunit une armée d'observation, comme elle en avait le droit; le seul tort qu'elle eut alors, ce fut de se borner là, et de ne pas profiter de la circonstance pour attaquer par derrière l'ennemi commun, qui avait devant lui l'armée de Prusse, et qui n'eût pas résisté à cette double attaque).

« La victoire d'Jéna vint déconcerter ses projets; le traité de Tilsitt termina cette guerre. Votre Majesté, à la tête d'une armée victorieuse de 400,000 hommes, qui occupait le grand-duché de Varsovie, la Saxe, la Prusse et la Silésie, aurait pu demander compte à l'Autriche des inquiétudes que sa conduite avait fait naître pendant la guerre de Prusse; elle aima mieux se montrer indulgente envers celui qui était faible; *elle n'écouta*

ni ses ressentiments, ni les conseils d'une politique envahissante. »

(*Les conseils d'une politique envahissante* auraient été suivis à cette époque, comme ils le furent toujours, si ceux de la nécessité, beaucoup plus impérieux, ne s'étaient fait entendre. On n'a point oublié l'épuisement dans lequel les batailles d'Eylau et de Friedland avaient jeté son armée ; on n'a pas oublié davantage que la Russie n'avait pas désarmé, et fût promptement rentrée en campagne si, contre la teneur du traité de Tilsitt récemment conclu, Buonaparte eût attaqué et envahi l'Autriche, sans aucune autre provocation que les inquiétudes que l'armée d'observation de Bohême lui avait, disait-il, inspirées pendant la guerre de Prusse.)

« Bientôt les troubles d'Espagne éclatèrent; *ils étaient fomentés par les Anglais.* »

(Quel intérêt les Anglais avaient-ils à fomenter ces troubles? qui en a profité? qui a détrôné le roi? qui l'a fait prisonnier? qui a voulu s'emparer de l'Espagne? *Is fecit cui prodest.* Il y a tout à la fois mensonge et sottise à rejeter sur les Anglais toutes les fautes que faisait le gouvernement français, et tous les crimes qu'il commandait ou commettait en Europe......)

« Le roi Charles IV fut chassé du trône par son fils que conduisaient le duc de l'Infantado et les Anglais. V. M. voulut prévenir cette dangereuse victoire de ses ennemis : elle s'opposa à leurs efforts; mais le *fanatisme des moines et les intrigues des Anglais* soulevèrent quelques provinces. »

(Ce ne furent ni les moines ni les Anglais qui soulevèrent l'Espagne contre votre invasion ; ce fut l'honneur national qui se réveilla, et vous accabla de toute la puissance que donnent la justice et le courage unis à l'indignation.)

« Alors on vit plus clairement ce qu'on n'avait fait qu'entrevoir avant la bataille d'Jéna : le feu de la discorde et de la guerre, allumé dans le Midi, ranima les espérances de l'Autriche; elle crut le moment favorable pour anéantir le traité de Presbourg : *elle arma.* »

(Et devait *armer,* non pour *anéantir le traité de Presbourg,* mais pour rétablir l'équilibre européen que vos nombreux armements et vos nouvelles usurpations tendaient sans cesse à rompre. Faire un crime à l'Autriche d'avoir armé au moment où la France s'emparait de l'Espagne, c'était prouver ou bien de l'ignorance, ou bien de la mauvaise foi, et peut-être l'une et l'autre; car Buonaparte pouvait très bien ignorer les droits des autres souverains, et faire semblant de croire que lui seul avait des droits.)

« Toute la population fut appelée aux armes. Les princes autrichiens parcouraient les provinces, répandant des proclamations, comme si la monarchie était en danger et envahie par l'ennemi. Dès que V. M. fut instruite de ces mouvements, elle me chargea de faire des *représentations dictées par un esprit de paix.* »

(*Dictées par un esprit* d'hypocrisie dont personne n'était plus la dupe. Tout le monde savait dès-lors que Buonaparte ne parlait de paix que lorsque ses armements

n'étaient pas encore complets. Et tel fut l'esprit qui dicta les lettres de M. de Champagny à M. le comte de Metternich, en date des 16 et 30 juillet 1808.) (Voyez le *Moniteur* du 25 août de la même année.)

« Peut-être, Sire, eût-il été d'une sage politique d'obliger dans cet instant l'Autriche à désarmer, en la menaçant de toute la force de vos armées victorieuses; mais vous espériez toujours que cette puissance serait ramenée par la réflexion à des dispositions plus pacifiques. Votre espérance a été déçue : l'Autriche a continué ses préparatifs et ouvert le port de Trieste aux Anglais; les *presses autrichiennes ont fourni des libelles contre la France...* »

(Depuis trois mois les journaux français étaient remplis d'injures grossières contre le cabinet d'Autriche et son souverain; et l'homme qui dictait ces injures, se plaignait des réponses qu'elles provoquaient dans les journaux autrichiens !)

« Aux mesures menaçantes, et presque hostiles, se sont joints tous les signes de malveillance propres à faire connaître l'esprit du système qu'embrassait l'Autriche.... L'Autriche ne gardait plus de mesures, et le cabinet autrichien gardait encore le plus profond silence. Il ne formait ni plaintes, ni demandes. V. M. avait eu à se plaindre de l'assassinat de ses courriers dans la Croatie et des insultes faites à des officiers français à Trieste; elle attendait *patiemment* le redressement de ces griefs, lorsque le 2 mars, M. l'ambassadeur d'Autriche vint enfin m'annoncer que l'empereur son maître avait donné l'ordre de mettre ses troupes sur le pied de guerre, et donna

pour cause de cette mesure *quelques articles de journaux* qui annonçaient des armements en France, et le retour de V. M. à Paris. Ainsi, suivant cette note de M. de Metternich, ce sont les armements de la France qui ont provoqué ceux de l'Autriche. »

(Cela n'était douteux pour personne.)

« Mais c'est en vain qu'on voudrait nous faire prendre le change. L'Autriche a pris les armes, parce qu'elle a cru trouver la France affaiblie par une autre guerre; elle a pris les armes, parce qu'elle espère se venger de ses anciennes humiliations; elle a pris les armes sans motif de plainte, sans provocation, sans laisser le choix d'un autre parti. Elle a violé ses engagements, elle a méconnu vos bienfaits. Sire, votre peuple vous secondera dans cette lutte nouvelle. L'admirable prévoyance de V. M. lui permet de la soutenir *sans rien ajouter aux charges de l'état.* (Insignes mensonges!) Mais si de nouveaux efforts devenaient nécessaires pour assurer le succès de vos armes, il irait au-devant de vos vœux; son dévouement égalera toujours son amour pour son auguste souverain. »

Signé, CHAMPAGNY.

Paris, 12 avril 1809.

Voici donc, d'après ce manifeste, tous les griefs de l'empereur d'Autriche. Il fut ingrat envers son plus cruel ennemi; il ouvrit le port de Trieste aux Anglais, et il s'arma pour sa défense, lorsque la guerre d'Espagne lui fit craindre que l'Europe entière ne succombât sous le joug de l'usurpateur.

N°. IX.

Liste des batailles et combats livrés par Buonaparte, commandant en personne.

ANNÉE 1795.

	Combat	du 13 Vendémiaire.	5 octob.
		1796.	
ITALIE.	Bataille	de Montenotte . . .	11 avril.
		de Millesimo. . . .	14 *ibid.*
		de Dego.	15 *ibid.*
		de Lodi.	10 *mai.*
		de Lonado.	3 août.
		de Castiglione. . . .	5 *ibid.*
		de Roveredo.. . . .	4 sept.
		de Bassano.	8 *ibid.*
		de San-Giargo.. . .	13 *ibid.*
		d'Arcole.	15 nov.
		1797.	
	Bataille	de Rivoli.	13 janv.
		de la Favorite.. . .	16 *ibid.*
		du Tagliamento. . .	12 mars.
	Combat	de Lavis.	20 *ibid.*
	Bataille	de St.-Georges. . .	16 août.

		1798.	
Egypte.	Bataille	des Pyramides. . . .	21 juillet.
		1799.	
	Combat	d'El-Arich..	15 fév.
	Bataille	de Nazareth.	8 avril.
		du Mont-Thabor. .	15 *ibid.*
		d'Aboukir.	25 juillet.
		1802.	
Italie.	Bataille	de Romano.	26 mai.
		de Montebello. . . .	9 juin.
		de Marengo.	14 *ibid.*
		1805.	
Allemagne.	Bataille	de Wertinghen. . .	8 oct.
		de Guntzbourg. . .	9 *ibid.*
		de Memmingen. . .	14 *ibid.*
		d'Elchingen. . . . :	15 *ibid.*
		de Diernestein. . .	21 nov.
		d'Austerlitz.	2 déc.
		1806.	
Saxe.	Combat	de Saalfeld.	10 oct.
	Bataille	de Weimar.	13 *ibid.*
Prusse.		d'Jéna.	14 *ibid.*
	Combat	de Hall.	18 *ibid.*
		de Zebdernich. . . .	26 *ibid.*
		de Prentzlow. . . .	28 *ibid.*
		de Jabel.	2 nov.
Pologne.		de Zarnovo.	23 déc.
		de Pulstuck.	25 *ibid.*

1807.

POLOGNE.	Combat	de Mohringen. . . .	26	janv.
		de Bergfried. . . .	27	*ibid.*
	Bataille	d'Eylau.	6	fév.
		d'Ostrolenka.	19	*ibid.*
		de Weiskelmonde. .	15	avril.
		de Friedland. . . .	14	juin.

1808.

ESPAGNE.		de Valmaceda. . . .	8	oct.
		de Gamenal. . . .	10	*ibid.*
		de Burgos.	16	*ibid.*
	Combat	de St-Ander.	18	nov.
		de Madrid.	3	déc.
		de Santa-Crux. . .	8	*ibid.*
		de Talavera.	11	*ibid.*

1809.

AUTRICHE.	Combat	de Landshut.	21	avril.
	Bataille	d'Eckmülh.	22	*ibid.*
		de Ratisbonne. . . .	25	*ibid.*
		de Newmark. . . .	26	*ibid.*
		de Vienne.	11	mai.
		de Gorpick.	18	*ibid.*
		d'Esling.	22	*ibid.*
		de Raab.	14	juin.
		d'Enzerdorf.	5	juillet.
		de Wagram.	6	*ibid.*

1812.

RUSSIE.	Bataille	de Rasnoi.	14	août.

		de Smolensk.	17 *ibid.*
		de Mojaïsk.	5 sept.
		de la Moscwa. . .	7 oct.
		de Malo-Jaroslavetz.	24 oct.
		du Wop.	8 nov.
		de Krasnoë.	16 *ibid.*
		de la Beresina. . .	27 *ibid.*

1813.

ALLEMAGNE.	Bataille	de Lutzen.	2 mai.
SAXE.		de Bautzen.	26 août.
		de Wurchen. . . .	20 mai.
		de Dresde.	26 août.
		de Hanau.	31 oct.

1814.

FRANCE.	Bataille	de Saint-Dizier. . .	27 janv.
		de Brienne.	29 *ibid.*
		de Champ-Aubert. .	9 fév.
		de Montmirail. . . .	11 *ibid.*
		de Vauchamp. . . .	14 *ibid.*
		de Nangis.	17 *ibid.*
		de Montereau. . . .	25 *ibid.*
		de Craone.	7 mars.

Total. . . . . 83 Batailles.

TABLE DES MATIÈRES.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.





